

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2020-DSJ-172	Loi <i>Gesetz</i>	Défense incendie et secours LDIS <i>Brandbekämpfung und Hilfeleistungen (BBHG)</i>	2e lecture <i>2. Lesung</i>	Thierry Steiert Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Maurice Ropraz Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
3.	2020-DAEC- 216	Décret <i>Dekret</i>	Octroi d'une subvention au projet «Protection contre les crues et revitalisation sur la Singine», sur le territoire de la commune de Bösing <i>Beitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense» auf dem Gebiet der Gemeinde Bösing</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Jean-Daniel Wicht Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
4.	2020-GC-184	Mandat Auftrag	Exonération de frais pour l'ajustement des PAL au nouveau plan directeur <i>Gebührenbefreiung für die Anpassung der OP an den neuen kantonalen Richtplan</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Anne Meyer Loetscher Christian Ducotterd Bertrand Gaillard Patrice Longchamp Bertrand Morel Hubert Dafflon Laurent Dietrich Daniel Bürdel Stéphane Sudan Dominique Zamofing Auteur / <i>Urheber</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
5.	2017-GC-167	Postulat Postulat	Politique cantonale des "Smart Cities" <i>Kantonale Politik für Smart Cities</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Marie-France Roth Pasquier Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Laurent Dietrich Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2013-GC-41	Divers Verschiedenes	Clôture de la session <i>Schluss der Session</i>				



Message 2020-DSJ-172

9 décembre 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la défense incendie et les secours (LDIS)

1. Origine et nécessité du projet	2
1.1. Rapport FriFire	2
1.2. Révision de la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels	2
1.3. Nécessité du projet	2
2. Déroulement des travaux	2
2.1. Elaboration de l'avant-projet de loi	2
2.2. Consultation	2
2.3. Finalisation du projet de loi	3
3. Vision sapeurs-pompiers 2020+	3
3.1. Principes	3
3.2. Système proposé	3
4. Modifications mineures	3
4.1. Modification de la loi sur les impôts communaux (LCo; RSF 632.1)	4
4.2. Modification de la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB; RSF 732.1.1)	4
4.3. Modification de la loi sur les routes (LR; RSF 741.1)	4
4.4. Modifications de la loi sur les eaux (LCEaux; RSF 812.1)	4
5. Commentaire des articles	5
5.1. Loi sur la défense incendie et les secours (LDIS)	5
5.2. Loi sur les impôts communaux (LCo)	15
5.3. Loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB)	15
5.4. Loi sur les routes (LR)	16
5.5. Loi sur les eaux (LCEaux)	16
6. Conséquences du projet	16
6.1. Conséquences financières et en personnel	16
6.1.1. Associations de communes et ECAB	16
6.1.2. Etat de Fribourg	17
6.2. Incidences sur la répartition des tâches Etat-communes, conformité au droit supérieur et évaluation de la durabilité du projet	17
Annexe I: Boussole 21	18
Annexe II: Analyse des risques	19
Annexe III: Couverture des risques	20

1. Origine et nécessité du projet

1.1. Rapport FriFire

La loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (LPolFeu) est entrée en vigueur le 29 décembre 1964. Suite à l'évolution des exigences et des conditions d'exercice des missions des sapeurs-pompiers, le Conseil d'Etat a décidé de lancer en 2006 le projet FriFire afin d'adapter l'organisation, l'équipement et l'instruction des sapeurs-pompiers.

Les travaux de réflexions menés de concert avec la Coordination suisse des sapeurs-pompiers (CSSP) ont abouti au «rapport FriFire» en mars 2010. Ce rapport demandait notamment aux autorités communales d'adapter l'organisation de leurs corps de sapeurs-pompiers d'ici au 31 décembre 2015. A cette date, on estime que seule la moitié des corps de sapeurs-pompiers du canton remplissent entièrement les exigences fixées par le rapport FriFire.

Quant à la LPolFeu, le rapport FriFire estimait que la législation demeurerait pour l'essentiel pertinente et que seuls quelques ajustements et compléments étaient nécessaires.

1.2. Révision de la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels

Dans son programme gouvernemental et plan financier de la législature 2012–2016, le Conseil d'Etat a décidé de réviser la LPolFeu et la loi sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (LAssB). Ces deux lois concernant des domaines très techniques et qui sont imbriqués les uns dans les autres, une réunification de celles-ci avait alors été décidée (projet ECALex). Le 1^{er} juillet 2018, ces révisions ont abouti à l'entrée en vigueur de la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB).

Toutefois, la LPolFeu ayant fait l'objet d'une révision partielle en 2011 dans le cadre du concept FriFire, il a été décidé d'éprouver ce concept quelque temps encore. Ainsi, le chapitre de la LECAB consacré à la défense incendie et aux secours consistait en une reprise de la LPolFeu.

Lors des débats relatifs à la LECAB, le Conseil d'Etat a néanmoins pris l'engagement devant le Grand Conseil de procéder à la révision totale de ce chapitre. Pour ce faire, il a mandaté l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB) par arrêté du 6 février 2017.

1.3. Nécessité du projet

Le rapport FriFire a permis de mettre en exergue la nécessité d'adapter l'organisation, l'équipement et l'instruction des sapeurs-pompiers.

Une première étape a pu être franchie suite à ce rapport mais une refonte globale de la législation est désormais nécessaire pour passer un cap supplémentaire. En effet, à ce jour, les recommandations faites dans le rapport FriFire ne sont que partiellement remplies. Afin d'assurer la sécurité de la population fribourgeoise, une révision fondamentale de la défense incendie et des secours est indispensable.

La révision est d'autant plus justifiée que la LPolFeu datait de 1964. Or, lors de sa suppression, le chapitre consacré à la défense incendie et aux secours a été repris tel quel dans la LECAB. Les concepts ont toutefois évolué de manière significative ces 50 dernières années.

De plus, la répartition des tâches, tant financières qu'administratives, a grandement évolué au fil des ans. L'implication de l'ECAB s'est ainsi renforcée, passant d'un rôle de surveillant et de «subventionneur» à un rôle de conduite en matière de formation, d'acquisition de matériel, d'alarme et de doctrine d'engagement. Les tâches entre communes et ECAB sont ainsi devenues beaucoup plus croisées que lors de la rédaction des dispositions actuellement en vigueur.

2. Déroulement des travaux

2.1. Elaboration de l'avant-projet de loi

La conduite de cette révision a été confiée à un comité de pilotage (COPIL), présidé par la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ). En plus du COPIL, quatre groupes de travail ont été désignés en fonction des thématiques. L'organisation du projet regroupait au final des représentants de l'Etat, des Préfets, des Communes, de la Fédération fribourgeoise des sapeurs-pompiers, des partenaires feux bleus et de l'ECAB.

En premier lieu, un mandat d'appui a été confié à un bureau spécialisé, doté d'une grande expérience dans le domaine des secours en Suisse et en Europe. En collaboration avec ce bureau, un travail conséquent de recensement des méthodes utilisées par les cantons voisins et les principes prévalant dans le domaine des secours en Europe a été effectué.

Les travaux ont abouti à la présentation d'un avant-projet de loi et de règlement, basés sur la vision définie ci-après (cf. ci-dessous, ch. 3).

2.2. Consultation

La procédure de consultation externe s'est déroulée du 17 juin 2019 au 27 septembre 2019. 169 entités ont été consultées et 68 se sont déterminées sur l'avant-projet de loi.

De manière générale, le principe de l'organisation de la défense incendie et des secours basée sur une analyse des risques et la création d'une loi séparée sur la défense incendie ont été largement approuvés. De même, la grande majorité

des entités qui se sont prononcées à l'occasion de la consultation ont salué le principe d'une organisation par associations de communes de grande envergure.

La consultation a également mis en exergue plusieurs points nécessitant des clarifications voire des adaptations, notamment en lien avec la gouvernance et le financement. En outre, plusieurs entités consultées, en particulier les communes, ont regretté que l'évaluation des conséquences financières de la réforme ne soit pas plus précise.

2.3. Finalisation du projet de loi

La DSJ a décidé de confier la finalisation du projet de loi à un groupe de travail composé des différents partenaires institutionnels en charge de la défense incendie et des secours de notre canton, notamment l'Association des communes fribourgeoises, les Préfets et l'ECAB. Ce nouveau groupe de travail, intitulé «Groupe de travail de finalisation du projet», a été chargé d'étudier en particulier les questions de gouvernance et de financement qui se posaient suite à la consultation. Il avait également la mission de régler le régime transitoire de la LDIS et de préciser les conséquences financières de la nouvelle organisation projetée.

En outre, le COPIL a été maintenu et a pu valider les modifications proposées par le groupe de travail.

Les thématiques et les points problématiques soulevés lors de la consultation ont ainsi été examinés et ont donné lieu à des modifications intégrées dans le projet de loi, le message ou le projet de règlement (cf. ci-dessous, ch. 5.1). De plus, le nouveau groupe de travail a établi un rapport financier, lequel a ensuite été validé par la société CORE Fiduciaire Revicor SA, à Fribourg (cf. ci-dessous, ch. 6.1).

L'application du nouveau système de défense-incendie nécessite au préalable la mise en œuvre de travaux préparatoires auxquels un chapitre distinct est désormais consacré (cf. ci-dessous, ch. 5.1, art. 43 ss).

Finalement, certaines dispositions de la LECAB et du RECAB doivent être modifiées. Cette nouvelle législation, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2018, a pu être éprouvée durant 2 ans de pratique. Il en ressort que certains ajustements sont nécessaires, essentiellement pour répondre à des soucis d'économie de procédure et d'efficacité. Dès lors, il est proposé de les intégrer dans la présente révision, laquelle impacte déjà la LECAB et le RECAB (cf. ci-dessous, ch. 4.2 et 5.3).

3. Vision sapeurs-pompiers 2020+

3.1. Principes

La vision à moyen terme peut être exprimée comme suit: «A Fribourg, lors d'événements relevant des sapeurs-pompiers,

le dispositif en place permet de fournir l'aide adéquate la plus rapide. A l'intérieur du canton, les ressources sont mises à disposition en fonction des risques, non des frontières politiques ou administratives. Les communes, l'Etat, l'ECAB et les autres partenaires coopèrent, chacun avec ses prérogatives, pour assurer que le dispositif atteigne ses objectifs 24/24 et soit financièrement durable. Le dispositif est basé sur un système de milice.»

Afin de réaliser cette vision, la refonte proposée s'axe sur deux grands principes:

- 1) L'aide adéquate la plus rapide en cas de sinistres: l'organisation des sapeurs-pompiers est mise en place de manière à couvrir les risques avec une dotation et un équipement adéquats dans les meilleurs temps, en fonction d'objectifs temporels liés à la mission à accomplir.
- 2) Les bons moyens aux bons endroits: le dispositif des sapeurs-pompiers vise à doter les bons effectifs avec les bons véhicules et engins sur l'ensemble du canton.

3.2. Système proposé

Le nouveau système a pour principale préoccupation la sécurité de l'ensemble des Fribourgeois et Fribourgeoises, indépendamment des considérations politiques et financières. Tout en maintenant un système de milice, les missions des sapeurs-pompiers sont clarifiées afin d'assurer un engagement optimal.

La nouvelle organisation des sapeurs-pompiers s'inscrit dans la vision de l'organisation sécuritaire du Conseil d'Etat et tient compte des systèmes ayant déjà cours pour la police cantonale et la protection civile (partenaires de la chaîne de secours).

La refonte tend également à désenchevêtrer les tâches de l'Etat, des communes et de l'ECAB ainsi qu'à simplifier le système financier de l'organisation fribourgeoise des sapeurs-pompiers.

Le projet de loi fixe ainsi un cadre juridique et organisationnel plus clair et cohérent. L'organisation de la défense incendie et des secours est traitée sous 3 aspects: l'organisation politique (articles 22 et suivant), l'organisation territoriale (articles 24 et suivant) et l'organisation opérationnelle (articles 26 et suivants). Ce système a notamment l'avantage de régler l'organisation opérationnelle des sapeurs-pompiers indépendamment de son organisation politique.

4. Modifications mineures

Compte tenu de la nouvelle législation prévue (la loi et le règlement d'exécution), plusieurs actes législatifs doivent être modifiés ou abrogés.

4.1. Modification de la loi sur les impôts communaux (LICO; RSF 632.1)

Suite aux remarques du Service des communes dans le cadre de la consultation, il est apparu nécessaire supprimer l'art. 21 LICO qui n'était plus en adéquation avec les bases légales futures (cf. ci-dessous, ch. 5.2).

4.2. Modification de la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB; RSF 732.1.1)

Les chapitres consacrés à la défense incendie et aux secours de la LECAB et de son règlement (RECAB) consistent en une reprise de la LPolFeu de sorte qu'ils doivent également être adaptés. Lors de l'entrée en vigueur de la LECAB, il avait été décidé de regrouper la LPolFeu et la LAssB en une seule et même loi. En effet, ces matières étant très techniques et essentiellement du ressort de l'ECAB, un tel regroupement se justifiait alors.

Cela étant, lors de l'élaboration du présent projet, il est apparu qu'il n'était pas judicieux de régler la défense incendie et les secours dans une législation relative à un établissement cantonal d'assurance. De nombreux acteurs (Etat, communes, partenaires de la chaîne de secours, ECAB, etc.) interviennent dans ce domaine qui relève d'ailleurs de la responsabilité des communes. Retrouver l'ensemble des règles en matière d'organisation sapeurs-pompiers dans la LECAB semble alors inadéquat. Il est donc proposé de supprimer les chapitres y relatifs dans la LECAB et le RECAB afin d'y insérer uniquement les aspects internes à l'ECAB. Quant à l'organisation de la défense incendie et des secours, elle est réglée dans une loi propre, la loi sur la défense incendie et les secours.

Certaines dispositions du RECAB sont également modifiées. Le RECAB détaille ainsi les compétences des divers organes impliqués dans la défense incendie et les secours au sein de l'ECAB, à savoir le Centre de compétence en matière de défense incendie et secours, la Commission cantonale des sapeurs-pompiers et l'état-major cantonal des sapeurs-pompiers. L'autre principal changement du RECAB concerne les précisions apportées au fonctionnement du fonds des routes nationales (art. 11). Les dispositions de l'arrêté concernant la lutte contre le feu et la pollution par hydrocarbures sur les routes nationales (RSF 731.3.72) relatives à ce fonds sont désormais reprises à cet article.

Outre les modifications liées aux chapitres consacrés à la défense incendie et aux secours, plusieurs dispositions de la LECAB sont modifiées dans un souci d'économie de procédure et d'efficacité, sans toutefois que cela ne modifie les principes de cette législation. Ces ajustements pourront entrer en

vigueur et prendre effet sans attendre la fin du régime provisoire de la LDIS.

4.3. Modification de la loi sur les routes (LR; RSF 741.1)

Jusqu'à présent, les compétences des différents organes en matière d'intervention sur les routes, avec ou sans pollution environnementale, étaient réglées dans le RCEaux (art. 44 et suivants). En particulier, l'art. 45 RCEaux traitait des frais d'intervention sur les routes et sans pollution environnementale.

Dans le cadre de la réforme, il a été jugé judicieux de supprimer cet article pour l'insérer dans la loi sur les routes (cf. ci-dessous, ch. 5.4). En effet, les interventions sur les routes et sans pollution environnementale protègent la sécurité routière et non le risque d'une pollution. Or, la sécurité routière ne fait pas partie des dangers relevant des sapeurs-pompiers (cf. ci-dessous, ch. 5.1, art. 19). Font exceptions les interventions sur les routes nationales, étant donné leur caractère d'urgence. Aussi, hormis l'exception précitée, les sapeurs-pompiers peuvent être amenés à intervenir sur les autres routes, en l'absence de pollution environnementale, uniquement en cas de situations de nécessité ou d'urgence ainsi qu'à titre de prévention afin d'éviter une pollution. Cette clarification doit réduire de manière importante le nombre de mobilisations des sapeurs-pompiers de milice pour ces prestations.

4.4. Modifications de la loi sur les eaux (LCEaux; RSF 812.1)

La loi sur les eaux (LCEaux) et son règlement (RCEaux) traitent de l'intervention en cas d'accident par hydrocarbures ou autres substances polluantes ainsi que des frais liés à ces interventions. Ces aspects sont encore précisés dans l'ordonnance concernant les frais d'intervention en cas de pollution (RSF 810.46) et l'arrêté concernant la lutte contre le feu et la pollution par hydrocarbures sur les routes nationales (RSF 731.3.72). La réforme de l'organisation des sapeurs-pompiers impacte également ces thèmes de sorte que des modifications voire abrogations de ces actes législatifs sont nécessaires.

Initialement, seule une reformulation de certains articles était proposée puisqu'une refonte plus importante de cette législation aurait dû être opérée ultérieurement. En raison du nouveau système mis en place et de l'incertitude quant au délai d'exécution de cette refonte, il a finalement été décidé de modifier la législation sur les eaux afin de l'adapter à la nouvelle organisation sapeurs-pompiers. Cette organisation couvrira non seulement les atteintes nuisibles aux eaux visées par la législation sur la protection des eaux mais également toutes les atteintes à l'environnement au sens de la loi fédérale sur la protection de l'environnement, comme par exemple la pollution de l'air ou du sol.

Seuls les frais des sapeurs-pompiers liés à la lutte contre la pollution et les hydrocarbures sont réglés dans le RCEaux puisque la protection de l'environnement ressort de la compétence de l'Etat, plus particulièrement du Service de l'Environnement (SEn). Les modifications tendent à désenchevêtrer les flux financiers tout en assurant la cohérence de son financement. Le financement de ce domaine peut être résumé comme suit:

- > Les **frais de fonctionnement** (entretien véhicules, formation, acquisition et entretien matériel) sont assumés par le SEn. L'ECAB lui reverse la totalité de la somme perçue par la Confédération pour le fonds des routes nationales et dévouée à la lutte contre les hydrocarbures et la pollution, sous déduction des frais d'intervention sur les routes nationales assumés via ce fonds.
Jusqu'à présent, les communes facturaient au SEn un montant pour les coûts de location et d'exploitation des locaux sapeurs-pompiers en fonction de la surface occupée. Désormais cette facturation est supprimée et les coûts sont assumés par les associations de communes, via la mutualisation des frais liés aux missions cantonales.
- > Les **frais d'acquisition** des véhicules sont assumés par le SEn. L'ECAB verse un subside étant donné que ces véhicules pourraient aussi bénéficier aux sapeurs-pompiers ainsi qu'aux propriétaires lors de certaines interventions spécifiques.
- > Les **frais d'intervention** sont désormais réglés dans la législation sur la défense incendie et les secours puisque les atteintes à l'environnement sont des dangers relevant des sapeurs-pompiers. Les frais des interventions sur les routes et sans pollution, qui ne sont pas des missions sapeurs-pompiers, sont eux réglés dans la loi sur les routes (cf. ci-dessous, ch. 5.4).

5. Commentaire des articles

5.1. Loi sur la défense incendie et les secours (LDIS)

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet de la loi

Le projet de loi règle l'organisation de la défense incendie et des secours en cas de dommages causés par le feu ou les éléments naturels ou dans d'autres situations présentant un caractère d'urgence dans le canton de Fribourg. Il traite également de l'organisation et du fonctionnement de l'ensemble du système sapeurs-pompiers, soit notamment des autorités compétentes, de l'organisation détaillée et du financement dans ce domaine.

La notion de «défense incendie et secours» remplace l'ancienne terminologie utilisée pour décrire ce domaine, à savoir «défense contre le feu et les éléments naturels». Cette nouvelle formulation est en accord avec la pratique des autres cantons (notamment Vaud et Neuchâtel) et permet d'englober l'ensemble des missions assumées par les sapeurs-pompiers. On entend par «défense incendie» l'ensemble des moyens et des mesures qui permettent de lutter contre le feu. Quant à la notion de «secours», elle concerne l'ensemble des moyens et des mesures permettant aux sapeurs-pompiers de porter secours en cas de sinistre causé notamment par le feu ou les éléments naturels.

Les dispositions de la législation spéciale réglant d'autres activités en matière de secours sont réservées.

Art. 2 Buts

La défense incendie et secours a plusieurs buts. Elle vise ainsi la protection des personnes, des animaux et des biens, mais aussi, de manière générale, celle de l'environnement. Cette définition correspond au concept «Sapeurs-pompiers 2015» de la CSSP.

Quant au projet de loi, il a pour objectif de répartir les tâches entre les communes et associations de communes, l'ECAB et les services de l'Etat, ainsi que de favoriser les possibilités de coopération entre les régions.

Il convient tout particulièrement de mettre en exergue la volonté de désenchevêtrer les tâches entre les différents acteurs. Le désenchevêtrement des tâches permet une simplification de l'organisation cantonale de la défense incendie et des secours. En matière de finances notamment, les subventionnements «croisés» sont supprimés et remplacés par une répartition claire des charges (art. 32 et suivants). On notera également que les associations de communes sont expressément mentionnées à cet article car elles ont un rôle essentiel à jouer en matière de défense incendie et de secours (art. 14).

Art. 3 Principes généraux

L'article ancre au niveau de la loi les principes de la «vision sapeurs-pompiers 2020+» tels que définis ci-dessus (cf. ci-dessus, ch. 3.1).

Il y a lieu de noter que la mise à disposition des ressources en fonction des risques, indépendamment de toutes frontières politiques ou administratives, vaut uniquement pour l'intérieur du canton. Le fonctionnement de la défense incendie et des secours au niveau extracantonal est réglé par l'intermédiaire de conventions intercantionales.

En ce qui concerne l'alinéa 3, il convient de préciser qu'un système fondé exclusivement sur des miliciennes et miliciens n'exclut pas l'engagement de sapeurs-pompiers permanents dont les tâches administratives, techniques et de formation sont nécessaires. Le système de milice proposé s'oppose donc

davantage à la création de corps de sapeurs-pompiers professionnels diplômés, dont l'activité est d'être sapeurs-pompiers et d'intervenir, comme le connaissent certaines grandes villes de Suisse. Au contraire, l'engagement de sapeurs-pompiers permanents, dont l'activité est principalement d'assurer la maintenance, l'entretien, la préparation et le suivi administratif et subsidiairement d'intervenir comme pompiers volontaires, reste lui possible.

CHAPITRE 2

Autorités

2.1 *Conseil d'Etat*

Art. 4 Conseil d'Etat

Cet article définit les tâches et les compétences du Conseil d'Etat.

L'avant-projet prévoyait que le Conseil d'Etat tranchait définitivement des litiges entre les partenaires de la défense incendie et des secours. Lors de la consultation, plusieurs critiques ont été soulevées quant au double rôle que le Conseil d'Etat assumerait, à savoir celui de juge et de partie. Il est désormais précisé que le Conseil d'Etat tranche par voie de décision les litiges entre la Commission cantonale de défense incendie et secours (CDIS), les associations de communes, les communes et l'ECAB (art. 4 al. 2 let. e). Une disposition indiquant la voie de droit a également été ajoutée (art. 41) afin de permettre de clarifier les possibilités de contestation de ces décisions.

2.2 *Directions*

Art. 5 Directions

La Direction en charge de la sécurité est compétente en matière de défense incendie et de secours, tandis que la Direction en charge de la protection de l'environnement et de l'entretien des routes cantonales est compétente en matière de prévention et de lutte contre la pollution environnementale, notamment par les produits chimiques ou radioactifs, et les hydrocarbures routiers (intervention sans pollution).

2.3 *Commission cantonale de défense incendie et secours*

Art. 6 à 9 Commission cantonale de défense incendie et secours

La CDIS est la nouvelle entité chargée de mettre en œuvre l'organisation des sapeurs-pompiers fribourgeois. Le projet de loi fixe les principes de la composition de cette nouvelle autorité, rattachée à la Direction de la sécurité et de la justice. Lors de la consultation, certaines entités ont exprimé la volonté de diminuer le nombre de sièges attribués à l'ECAB au sein de la CDIS. Parallèlement, d'autres entités deman-

daient d'y ajouter des représentants. Compte tenu de l'importance de la question pour les institutions concernées, tout en évitant une composition trop importante et difficilement gérable, les principes de la composition de la CDIS ont été intégrés dans le projet de loi (art. 7). Le projet de règlement précise encore que la CDIS doit être composée d'au moins un-e représentant-e de l'Association des communes fribourgeoises, d'un-e représentant-e des associations de communes, d'un-e représentant-e de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ci-après: ECAB) ainsi que de l'Inspecteur ou de l'Inspectrice cantonal-e des sapeurs-pompiers.

La CDIS ne rend pas de décisions au sens du code de procédure et de juridiction administrative, mais arrête des choix opérationnels. De plus, contre les actes normatifs, c'est la voie du recours abstrait devant le Tribunal fédéral qui est en principe ouverte. Finalement, dans la mesure où il s'agirait de conflits pouvant être réglés par voie de décision, ils devront être portés devant le Conseil d'Etat conformément à l'art. 4 al. 2 lit. e du projet de loi.

L'art. 9 détermine les compétences de la CDIS. En particulier, elle est chargée de préciser les missions assumées par les sapeurs-pompiers et de déterminer leur catégorie selon les art. 16 à 19 du projet de loi. Elle reçoit également la compétence de proposer au Conseil d'Etat des règlements sous l'angle institutionnel de la défense incendie et des secours, l'aspect opérationnel de ce domaine étant du ressort de l'ECAB (p.ex. règles techniques et directives en matière de formation, de matériel ou d'engagement). Quant aux directives, elles sont directement adoptées par la CDIS.

Elle détermine également les règles de répartition des frais induits par l'attribution des missions cantonales. Cela comprend par exemple le coût d'exploitation des locaux sapeurs-pompiers en fonction de l'espace dévolu à la mission cantonale ou encore la formation et le renouvellement du matériel spécifiques à cette mission.

La CDIS doit également veiller à la maîtrise des coûts de la défense incendie et des secours. Afin qu'un tel contrôle soit réalisable, la CDIS peut imposer des règles comptables unifiées. Les disparités observées lors de l'analyse financière menée lors de la rédaction de la présente législation seront ainsi corrigées et permettront une lecture facilitée des données comptables ainsi que des analyses subséquentes.

2.4 *Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments*

Art. 10 Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments

Cet article définit le rôle et les compétences de l'ECAB, ces dernières étant ensuite précisées dans le projet de règlement et dans le RECAB.

Les compétences de l'ECAB n'évoluent guère par rapport à la situation actuelle et concernent principalement les aspects opérationnels de la défense incendie et des secours. Il reste ainsi le représentant du canton de Fribourg auprès des instances fédérales et intercantionales ainsi que le référent pour les partenaires de la chaîne de secours. L'ECAB met en place l'organisation et l'exploitation de la centrale d'engagement et d'alarme 118; l'exécution même de cette tâche peut toutefois être confiée à des tiers, sous sa responsabilité.

Les aspects d'organisation interne de l'ECAB sont réglés dans sa législation spéciale (LECAB et RECAB). Pour assumer ses tâches, l'ECAB s'appuie ainsi sur le Centre de compétence en matière de défense incendie et secours, sur la Commission cantonale des sapeurs-pompiers et sur l'état-major cantonal des sapeurs-pompiers. Les compétences de ce dernier sont précisées à l'art. 62 RECAB. Il est l'organe d'exécution de l'ECAB pour la protection de la population. À ce titre, il est notamment chargé de se tenir prêt et, le cas échéant, de prendre les mesures nécessaires en cas de catastrophes ou d'événements majeurs. Il doit également assurer la coordination lors de sinistres importants ou compliqués et décider de l'engagement de moyens spéciaux et d'aide intercantonale.

Quant à la Commission cantonale des sapeurs-pompiers, elle est l'organe de référence opérationnel pour les bataillons. Elle est notamment chargée de proposer à l'ECAB les concepts opérationnels, de déterminer les exigences opérationnelles ainsi que les besoins en matériel, en moyens et en formation liés à celles-ci. De manière générale, elle veille à la cohérence entre les différents acteurs opérationnels (p.ex. coordonner la formation cantonale avec la formation régionale). Outre les membres de l'ECAB, la Commission cantonale des sapeurs-pompiers et ses commissions spécialisées sont constituées principalement de représentants des bataillons. Elles sont la véritable force de proposition à l'attention de l'ECAB.

2.5 Conférence des préfets

Art. 11 Conférence des préfets

Bien qu'elle existe depuis de nombreuses années de manière informelle, la Conférence des préfets a été inscrite dans la loi sur les préfets en décembre 2017 (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018). Elle joue un rôle central dans tous les projets cantonaux qui nécessitent la collaboration ou la consultation des préfets. Suivant ce postulat, l'art. 11 du projet de loi lui confie certaines tâches en lien avec le découpage institutionnel du territoire du canton de Fribourg.

2.6 Préfets

Art. 12 Préfets

Cette disposition rappelle le rôle du préfet comme autorité de surveillance des communes et des associations de communes, rôle prévu dans la loi sur les communes (LCo) et la

loi sur les préfets. Il importe de relever que, conformément à l'art. 146 al. 4 LCo, si le préfet est membre de l'association de communes concernée, la surveillance devra être exercée par un autre préfet, désigné par le Conseil d'Etat.

Selon la loi sur les préfets, ces derniers sont responsables, dans leur district, de l'ordre public. De plus, conformément à l'art. 27 RECAB, les autorités compétentes en matière de sécurité des bâtiments sont les communes et, subsidiairement, les préfets. Ils peuvent à ce titre ordonner des mesures de police (cf. art. 170 LATeC).

En outre, le projet de loi rappelle que le préfet est organe de référence en cas de sinistre. Cette tâche lui était déjà confiée par la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (art. 22 al. 1 lit. b LECAB).

2.7 Communes

Art. 13 Communes

Cet article définit à son alinéa 1 les tâches des communes. Elles sont notamment responsables de fournir une aide d'urgence gratuite aux victimes civiles de sinistre. Cette tâche consiste en un rappel de l'art. 9 de la loi sur la protection de la population (LProtPop) pour les victimes de sinistres, lequel concrétise la disposition de l'art. 36 al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg.

Le recrutement des sapeurs-pompiers est une tâche communale. A ce sujet, les corps de sapeurs-pompiers relèvent qu'ils éprouvent de plus en plus de difficultés à recruter un nombre suffisant de volontaires. Afin de pallier ce problème, les communes sont soutenues par l'ECAB. Ce soutien se traduit, notamment, par la mise en place de campagnes liées au recrutement des sapeurs-pompiers. Ces campagnes sont organisées par l'ECAB conjointement avec d'autres ECA romands.

Il sied de relever que, lors de la consultation, certains organismes ont proposé la création d'un système APG pour les sapeurs-pompiers. La création d'une telle assurance nécessite cependant une importante coordination avec la Confédération et la mise en place d'un système de cotisation complexe. Aucun canton ne l'a fait jusqu'à présent. En l'état, il paraît illusoire de le mettre en place dans le canton de Fribourg, de sorte que cette suggestion n'a pas été intégrée dans le projet de loi.

A l'alinéa 2, il est indiqué que les communes se regroupent en associations de communes, au sens de l'art. 109 LCo. L'exemple de l'Association du service de sapeurs-pompiers de la région de Morat, créée en 2011, montre les bienfaits d'une telle organisation. Les différentes réflexions menées dans le cadre de l'avant-projet révèlent également qu'il est nécessaire que les regroupements soient composés d'un nombre

important de communes, regroupant un nombre suffisant d'habitantes et d'habitants, afin de permettre une mutualisation des frais. En ce qui concerne la forme institutionnelle de l'entente intercommunale, au sens de l'art. 108 LCo, elle ne semble pas convenir à la réunion d'un grand nombre de communes et l'éventuel engagement de personnel permanent.

Il convient de préciser que certains projets de fusion de communes à plus grande échelle (notamment pour le district de la Gruyère ou le Grand-Fribourg) posent la question de l'utilité d'une association de communes. La législation cantonale doit toutefois viser à régler les principes de gouvernance pour l'ensemble du canton, en l'état des connaissances et de l'organisation actuelle des communes.

2.8 Associations de communes

Art. 14 Associations de communes

Selon le nouveau concept d'organisation, l'association de communes devient la forme institutionnelle reconnue pour organiser et mettre en œuvre la défense incendie et les secours au sein du territoire qu'elle couvre. Cet article détermine les tâches qui lui sont dévolues. Ces dernières sont ensuite précisées dans le projet de règlement.

La défense incendie et les secours étant une tâche communale, les associations de communes sont responsables de l'organisation et de la mise en œuvre de la défense incendie et des secours pour le territoire couvert par leur bataillon.

Conformément au projet de règlement, les associations de communes peuvent constituer une conférence, notamment afin de communiquer et discuter les décisions prises en matière de défense incendie et de secours (en particulier celles de la CDIS et de l'ECAB).

CHAPITRE 3 Organisation de la défense incendie et des secours

3.1 Généralités

Art. 15 Dangers relevant des sapeurs-pompiers

Suivant la méthodologie proposée par le COPIL dans le rapport intermédiaire du 22 mai 2018, l'alinéa 1 détermine tout d'abord quels sont les dangers qui concernent les sapeurs-pompiers, à savoir principalement les dangers liés au feu et aux éléments naturels. Le projet de règlement détaille les autres dangers, notamment les atteintes à l'environnement ainsi que les activités radioactives, biologiques et chimiques.

L'alinéa 2 indique que, sur la base de cette liste de dangers, l'ECAB procède à une analyse des risques du canton de Fribourg. Le projet de règlement précise à cet égard que l'analyse des risques est effectuée en tenant compte de nombreux facteurs, tels que la densité de la population et de l'emploi,

les dangers naturels et la présence de risques particuliers (notamment les établissements soumis à l'ordonnance sur les accidents majeurs, les hôpitaux, les établissements médicaux-sociaux et les écoles). Ces critères sont pondérés et synthétisés en un damier d'un kilomètre carré sur l'ensemble du canton (cf. Annexe II).

On notera que la notion de «danger» comprend tout phénomène, humain ou naturel, qui peut se concrétiser en risque et nécessiter une intervention des sapeurs-pompiers. Quant au terme «risque», il désigne la probabilité qu'un danger se concrétise et les conséquences de cette concrétisation.

Art. 16 à 19 Missions des sapeurs-pompiers

Les missions des sapeurs-pompiers se sont grandement diversifiées depuis l'entrée en vigueur de la LPolFeu. En plus des missions traditionnelles d'intervention en cas d'incendie et de dommages causés par les éléments naturels, d'autres missions ont été confiées aux sapeurs-pompiers au fil des ans, comme par exemple le sauvetage de personnes au moyen d'engins spéciaux ou l'intervention sur les routes nationales. A cela s'ajoutent d'innombrables services à la communauté, tels que le service de circulation, le stationnement lors de manifestation ou le sauvetage d'animaux. Afin de recentrer et de clarifier les missions des sapeurs-pompiers, le projet de loi propose de les classer en 3 catégories, à savoir les missions principales, subsidiaires et volontaires. Conformément à l'art. 9 du projet de loi, la CDIS est compétente pour préciser les missions des sapeurs-pompiers et les affecter aux catégories précitées.

L'art. 17 alinéa 1 du projet de loi définit les missions principales assumées par les sapeurs-pompiers, soit les missions de secours en cas de sinistres causés par le feu ou les éléments naturels et lors d'autres événements présentant un caractère d'urgence. La notion d'«autres événements présentant un caractère d'urgence» englobe notamment les tâches de désincarcération ou d'intervention lors d'effondrement. Quant à l'alinéa 2, il précise les tâches assumées par les sapeurs-pompiers lors de leurs interventions.

Les missions subsidiaires des sapeurs-pompiers sont réglées à l'art. 18. Il s'agit d'interventions d'appui en cas de situations de nécessité ou de situations d'urgence n'étant pas comprises dans les missions principales. Lors de ces interventions, les sapeurs-pompiers assument un rôle d'appui, que cela soit pour une personne, un service ou une collectivité. Font ainsi partie de cette catégorie les missions d'appui au portage ou d'appui à la sécurité routière.

S'agissant de ces dernières, il faut distinguer les interventions liées à la protection de l'environnement des interventions liées à la sécurité routière. Les premières sont des missions principales alors que les secondes sont des missions subsidiaires pour les sapeurs-pompiers. En effet, la sécurité routière et la problématique des hydrocarbures routiers ne font pas par-

tie des dangers relevant des sapeurs-pompiers. Aussi, pour éviter une mobilisation exagérée des sapeurs-pompiers, plusieurs mesures sont envisagées afin de clarifier la nécessité de mobiliser des sapeurs-pompiers: analyse par la centrale 118 du caractère d'urgence et du risque de pollution; formation de la police et des édilités communales à l'analyse des risques et à la lutte contre les hydrocarbures; possibilité de mandater des sociétés privées pour intervenir; engagement ciblé des sapeurs-pompiers aux fins de prévention de la pollution.

L'art. 19 traite finalement des missions volontaires. Ces missions ne présentent pas de caractère d'urgence et ne relèvent en principe pas de la responsabilité des sapeurs-pompiers, comme par exemple l'aide au parking en cas de manifestations locales. Il s'agit de missions assumées par les sapeurs-pompiers en accord avec leur association de communes.

Art. 20 Objectifs de performance

Les objectifs de performance jusqu'à ce jour étaient fixés par le rapport FriFire, qui se référait au concept «Sapeurs-pompiers 2015» de la CSSP. Il était défini comme suit:

«Les corps de sapeurs-pompiers doivent être organisés, instruits et équipés de manière à pouvoir assurer, en tout temps, une intervention rapide et efficace en cas de sinistre. Ils doivent pouvoir assurer, en particulier, une première intervention sur le lieu du sinistre dans un délai de quinze minutes dès la réception de l'alarme, avec un minimum de huit sapeurs-pompiers, dont un officier et quatre porteurs d'appareil de protection respiratoire. Sont réservés les cas dans lesquels un grand éloignement du lieu du sinistre ou d'autres circonstances particulières empêchent, lors d'une intervention, le respect de ce délai.»

A l'avenir, les objectifs de performance seront arrêtés selon le degré d'urgence de la mission. La CDIS devra ainsi déterminer quelle mission doit être effectuée dans quel objectif de temps afin, d'une part, d'éviter de mettre inutilement sous pression les sapeurs-pompiers miliciens et, d'autre part, d'opérer une répartition géographique optimale de certains moyens tout en couvrant au mieux l'ensemble du territoire cantonal.

Le projet de règlement précise que les objectifs de performances ne sont que des indicateurs d'efficacité du dispositif pour les autorités. Il ne s'agit pas de standards de sécurité minimaux pour les administré-e-s, de sorte qu'aucune prétention ne peut être fondée sur un éventuel non-respect de ceux-ci.

Art. 21 Couverture des risques

Une fois les missions des sapeurs-pompiers identifiées et leurs objectifs de performance arrêtés, il convient de répartir la couverture des risques entre les différentes bases de départ

des sapeurs-pompiers. Cette opération est réglée à l'art. 21 du projet de loi.

Le projet de règlement détaille cette démarche et explique que les risques les plus élevés sont couverts en premier lieu. Ensuite, de manière décroissante, les risques suivants sont couverts. Finalement, à partir d'un certain niveau de risque, les objectifs de performance ne s'appliquent plus. Il s'agit notamment des zones de montagne, des lieux éloignés ou encore des endroits difficilement accessibles. En ce qui concerne les risques les plus élevés, l'engagement rapide d'une seconde base de départ est exigé afin d'assurer une double couverture.

Le projet de règlement traite également du cas particulier des zones frontalières. Lors de la répartition de la couverture des risques, les dispositifs sapeurs-pompiers d'autres cantons peuvent être pris en compte pour les zones frontalières. De même, le dispositif sapeurs-pompiers du canton de Fribourg peut servir à la défense incendie et aux secours des zones frontalières d'autres cantons.

Lors de la rédaction du projet de loi, une première carte a été établie afin de représenter concrètement la couverture des risques (cf. Annexe III). A noter que la répartition ne fait pas fi de l'existant. Ainsi, les casernes et les locaux communaux existants ont été géolocalisés et classés en fonction de leur capacité à accueillir matériel, engins et personnes nécessaires à leur exploitation.

3.2 *Gouvernance politique et administrative*

Art. 22 Découpage institutionnel

Cet article décrit le découpage du territoire cantonal en périmètres ou, en d'autres termes, le regroupement des communes en associations de communes. Ce découpage institutionnel s'opère en tenant compte de plusieurs facteurs, tels que la carte opérationnelle (art. 25) et la mutualisation des frais (art. 32 et suivants). Selon le projet de règlement, il faut également tenir compte de l'ensemble des communes du territoire fribourgeois afin qu'aucune commune ou groupe de communes ne se retrouve exclu.

Le périmètre de l'association de communes devra regrouper au moins 30 000 habitants afin d'assurer la couverture d'un bassin de population, d'un volume de risques et d'un territoire suffisants en vue d'une mutualisation des frais et des ressources. Un bassin de population plus petit ne permettrait pas de mettre en œuvre la nouvelle organisation sapeurs-pompiers et rendrait le système de mutualisation inopérant. En conséquent, il est nécessaire de prévoir un nombre minimal d'habitants suffisamment grand pour assurer des économies d'échelle et permettre l'engagement de personnel technique et/ou administratif incorporé comme sapeurs-pompiers. En effet, l'expérience d'aujourd'hui démontre qu'il est difficile de financer et d'acquérir des ressources et des compétences pour

les «petits» centres de renfort, sans devoir recourir à du temps partiel. Dans le futur, étant donné la taille des associations de communes, l'engagement de personnel permanent incorporé comme sapeurs-pompiers sera possible, même pour les plus petites associations de communes. Par ailleurs, ce personnel permettra en partie de contribuer à la problématique de la capacité opérationnelle diurne des sapeurs-pompiers.

Plusieurs autorités interviennent lors de cette opération. Ainsi, après avoir consulté les communes, la Conférence des préfets fait une proposition à la CDIS (art. 11), qui adopte le découpage institutionnel (art. 9) et le fait approuver par le Conseil d'Etat (art. 4). Lors de ces discussions, les communes et les préfets sont encouragés à considérer le bassin de population de 30 000 habitants comme une stricte limite inférieure et non comme un objectif. En effet, au vu de la nouvelle organisation sapeurs-pompiers, les associations de communes avec un grand bassin de population seront plus efficaces, aussi bien sur le plan opérationnel que financier.

Art. 23 Organisation des associations de communes

L'art. 23 du projet de loi indique le rôle des associations de communes pour la défense incendie et les secours. L'organisation interne des associations de communes reste de leur ressort; elle doit être réglée dans les statuts, conformément aux dispositions de la loi sur les communes.

Le projet de règlement précise certains cas particuliers, notamment l'intégration d'une commune dans plusieurs associations de communes et la participation des communes frontalières fribourgeoises ou extra-cantoniales.

3.3 *Organisation territoriale*

Art. 24 Organisation territoriale

Cet article définit, à son alinéa 1, l'organisation territoriale de la défense incendie et des secours, soit la délimitation du territoire du canton de Fribourg selon le périmètre d'intervention des bases de départ. L'alinéa 2 prévoit que, parallèlement à cette délimitation, le territoire du canton est également réparti en zones de secours s'agissant de l'attribution de missions et de moyens particuliers (p.ex. défense chimique ou réserves de matériel spécifique).

Art. 25 Carte opérationnelle

L'art. 25 du projet de loi n'appelle pas de commentaire particulier. Il mentionne les critères pris en compte pour réaliser la carte opérationnelle.

3.4 *Organisation opérationnelle*

Art. 26 Organisation opérationnelle des sapeurs-pompiers

Cet article définit la structure de l'organisation opérationnelle des sapeurs-pompiers. Elle repose sur une structure en bataillons, lesquels sont composés de compagnies qui comprennent une ou plusieurs bases de départ. Les compagnies peuvent encore se doter de sections ou de groupes nécessaires à leur fonctionnement.

Le projet de règlement précise que le périmètre de chaque association de communes (aspect politique de l'organisation sapeurs-pompiers) est composé d'un bataillon (aspect opérationnel). Il détaille également le rôle et la composition des entités opérationnelles, soit l'état-major cantonal, les bataillons et leur état-major, les compagnies et leur commandant-e ainsi que les bases de départ.

Art. 27 Centrale d'engagement et d'alarme des sapeurs-pompiers

Jusqu'à présent, l'organisation de la défense incendie et des secours disposait d'une centrale d'alarme 118 dont la mission était d'alerter les sapeurs-pompiers de l'organisation (inter) communale afférente au lieu du sinistre. Aucune aide à la conduite ou à l'engagement n'était alors développée par la centrale, qui était gérée par la Police cantonale. Selon l'art. 27 du projet de loi et afin de garantir le principe de «l'aide adéquate la plus rapide» (cf. ci-dessus, ch. 3.1), une centrale d'engagement et d'alarme des sapeurs-pompiers doit être instaurée. Cette «centrale 118» aura donc également un rôle de centrale d'engagement afin que la mobilisation se fasse en fonction des besoins et des moyens disponibles. La responsabilité de la mise en place d'une telle centrale appartient à l'ECAB, qui a notamment la compétence d'édicter des directives en la matière. Ce dernier demeure libre de conclure les conventions nécessaires pour assurer son exploitation à proprement parler, notamment avec d'autres partenaires de la chaîne de secours (p.ex. Police et ambulances). L'idéal serait à terme de mettre en place une centrale d'engagement et d'alarme pour l'ensemble des services du canton («centrale feux bleus»).

Les frais liés au système de mobilisation étaient jusqu'alors répartis par moitié entre l'ECAB et les communes. Selon le projet de loi, les stricts coûts liés à la mobilisation des sapeurs-pompiers continueront d'être à la charge des associations de communes. En effet, pagers, téléphones portables et abonnements téléphoniques font partie de l'équipement personnel des sapeurs-pompiers (art. 34 al. 1 lit. c). Les autres frais généraux de la centrale seront eux assumés par l'ECAB (art. 33 al. 1 lit. d).

Étant donné que l'ensemble de ces coûts est payé en premier lieu par l'ECAB, ce dernier pourra refacturer aux associa-

tions de communes une participation forfaitaire par sapeur-pompier pour les frais de mobilisation. Si le budget global le permet, l'ECAB pourra renoncer partiellement ou totalement à facturer cette participation.

Le projet de règlement introduit plusieurs dispositions relatives à l'intervention des sapeurs-pompiers, en particulier les devoirs auxquels ils sont soumis. Les associations de communes pourront prévoir des devoirs supplémentaires pour les sapeurs-pompiers de leur périmètre.

Le projet de règlement fixe également certaines règles lors des interventions. Ainsi, les missions principales et subsidiaires sont dirigées par un-e chef-fe d'intervention alors que les missions volontaires sont menées par un-e chef-fe de détachement. Le ou la chef-fe d'intervention est notamment responsable de diriger l'intervention, de prononcer les mesures urgentes et de déterminer la fin de l'intervention, soit le moment à partir duquel il y a lieu de considérer que le sinistre est maîtrisé et que la surveillance encore nécessaire relève de la phase de rétablissement et non plus d'une tâche principale des sapeurs-pompiers. Quant au ou à la chef-fe de détachement, il s'agit du sapeur-pompier sous lequel est placée la conduite des autres sapeurs-pompiers intervenants, en fonction de ses compétences et non de son grade. Etant donné que les missions volontaires ne présentent pas de caractère d'urgence (p.ex. services à la communauté), les compétences octroyées au ou à la chef-fe d'intervention ne sont pas nécessaires pour ce type d'interventions.

Art. 28 Réquisition de personnes et de biens civils

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier. Il définit la possibilité de requérir l'aide de personnes civiles et la mise à disposition de locaux ou d'autres moyens nécessaires lors de l'intervention.

Art. 29 Obligation de servir

Actuellement, la législation prévoit la possibilité pour les communes d'astreindre les hommes et les femmes domiciliés sur leur territoire, ayant l'âge de 20 ans révolus et n'ayant pas atteint 52 ans. En cas de nécessité, les limites d'âge peuvent être fixées à 18 et 60 ans.

L'avant-projet de loi proposait deux variantes. La première variante prévoyait la suppression de l'obligation de servir. Les clauses contractuelles contraires devaient toutefois être réservées, soit en particulier le personnel du bataillon et les employés communaux qui sont imposés de par leur contrat à être incorporés en qualité de sapeurs-pompiers.

La deuxième variante reprenait le système actuellement en vigueur, tout en adaptant les limites d'âge à la société actuelle. D'une part, il ne fait plus sens de fixer la limite d'âge inférieure à 20 ans révolus alors que la majorité est atteinte à l'âge de 18 ans. D'autre part, la limite d'âge supérieure doit

être ramenée à 40 ans, voire 50 ans en cas de nécessité (p.ex. problème d'effectif), afin de tenir compte des exigences physiques des interventions des sapeurs-pompiers et de la durée de formation nécessaire.

Dans le cadre de la consultation, la deuxième variante a été plébiscitée quasi à l'unanimité. C'est donc cette variante qui a été retenue. A noter que la limite d'âge concerne uniquement l'obligation de servir, et donc l'imposition de la taxe d'exemption. La loi ne fixe cependant pas de limite d'âge pour l'exercice de l'activité de sapeurs-pompiers.

Art. 30 Taxe d'exemption

Cet article est en rapport avec l'art. 29 du projet de loi puisqu'il prévoit la possibilité de soumettre les personnes astreintes à l'obligation de service et qui ne sont pas incorporées dans un bataillon au paiement d'une taxe. Cette taxe est possible, dès lors que l'obligation de servir n'a pas été supprimée (cf. ci-dessus, ch. 5.1, art. 29).

Il sied de préciser que la taxe d'exemption sapeurs-pompiers est un émolument au sens de l'art. 121 al. 2 LCo. Au contraire des autres contributions publiques mentionnées dans cet article, à savoir les impôts, une telle taxe peut être prélevée par les associations de communes, qui peuvent également déléguer cette tâche à leurs communes membres. Les modalités liées à la taxe d'exemption (assiette, montant, personnes exemptées, coordination avec les règlements communaux) sont déterminées par les associations de communes dans leurs statuts. On notera que l'ECAB peut proposer des statuts-types à ce sujet avec une liste d'exemptions possibles, les associations de communes restant libres de les adopter en la forme ou de les modifier.

Finalement, l'avant-projet de loi renvoyait à la loi sur les impôts communaux pour le surplus. Néanmoins, au vu de la suppression de l'art. 21 LICo (cf. ci-dessus, ch. 4.1) et de la compétence des associations de communes de prélever la taxe d'exemption, ce renvoi n'a plus lieu d'être.

Art. 31 Mesures spéciales pour les établissements à risque particulier

Il s'agit d'une reprise de l'art. 65 LECAB.

CHAPITRE 4

Finances

4.1 *Financement de la défense incendie et des secours*

Art. 32 Principes généraux

Cet article vise à clarifier les flux financiers dans le domaine de la défense incendie et des secours en procédant à une séparation claire des frais. Le financement de ce domaine est principalement assuré par les associations de communes et

l'ECAB, l'Etat assumant également certains frais. L'équilibre financier entre le système actuel et le système réformé est, autant que peut se faire, maintenu.

Dans le cadre de la consultation, certaines entités ont proposé qu'une taxe de raccordement et une taxe annuelle de maintenance du réseau incendie soient facturées aux propriétaires de sources privées, afin qu'ils participent également à la maintenance du réseau de la protection incendie. Néanmoins, dites taxes sont régies par la loi sur l'eau potable (RSF 821.32.1) qui prévoit à son art. 37 que les modalités de la distribution de l'eau potable, en particulier le calcul et la perception de la taxe de raccordement, de la taxe de base annuelle et de la taxe d'exploitation, sont fixées par un règlement communal de portée générale qui est soumis pour approbation à la Direction. Dès lors, il s'agit d'une compétence relevant de l'autonomie communale. Pour le surplus, quelques règlements communaux prévoient déjà le paiement d'une taxe de défense incendie pour les sources.

Art. 33 à 35

Le projet de loi détaille aux art. 33 à 35 les frais assumés par l'ECAB, les associations de communes et l'Etat de Fribourg.

L'ECAB finance notamment l'acquisition des moyens d'intervention nécessaires aux bases de départ pour leurs missions, alors que les associations de communes financent les moyens liés à l'exploitation des bases de départ (p.ex. coûts liés aux ressources humaines).

L'ECAB assume les frais d'acquisition des **véhicules et engins** sapeurs-pompiers ainsi que l'acquisition du **matériel d'intervention**, soit le matériel équipant les véhicules et engins. Les frais d'utilisation et d'entretien du matériel d'intervention, lesquels comprennent également les frais de remplacement, sont ensuite assumés par les associations de communes.

La notion de «gros entretien» (art. 33 al. 1 lit. a) correspond à l'entretien important des véhicules et des engins (p.ex. assurances, impôts, expertises, entretien et réparations du châssis et des parties techniques spécifiques). L'entretien courant des véhicules (p.ex. réparations ordinaires, nettoyage, pièces d'usures, pneus, vidanges, liquides et franchise en cas d'accident) est lui assumé par les associations de communes.

Concrètement, les véhicules seront acquis par l'ECAB puis fournis aux bataillons, en étant déjà équipés en matériel d'intervention et aménagés de manière uniforme. Conformément au projet de règlement, l'ECAB pourrait ensuite verser une enveloppe aux bataillons pour couvrir le gros entretien des véhicules, voire une partie du remplacement du matériel d'intervention. Le montant des enveloppes est calculé selon les missions assumées par les bases de départ, afin de couvrir le coût moyen sur la durée de vie du véhicule. Un tel système de financement permet d'accorder une grande autonomie aux bataillons dans la gestion de ces frais. Il offre aussi un

potentiel d'économie et une possibilité d'internaliser les compétences au sein du bataillon. Afin de respecter le modèle comptable harmonisé MCH2, le projet de règlement instaure une base légale permettant aux associations de communes d'utiliser ce fonds spécial sur plusieurs années, de manière similaire à un fonds de roulement.

S'agissant des frais d'intervention, ils sont principalement assumés par les associations de communes selon les mécanismes prévus aux art. 38 à 40 du projet de loi. Font exception les frais d'intervention sur les routes nationales qui sont assumés par l'ECAB, dès le moment où ils ne peuvent pas être refacturés à des tiers. En outre, les frais d'intervention liés à la protection de l'environnement, en tant que missions principales, sont également à la charge des associations de communes. A noter que, dans la pratique, la majorité de ces interventions peuvent être refacturées au perturbateur, de sorte que seul un faible montant annuel reviendrait aux associations de communes pour ce type d'intervention.

Quant à l'Etat, il assume les frais liés au fonctionnement de la CDIS, les frais découlant de la loi sur les eaux et de la loi sur la protection de l'environnement (cf. ci-dessus, ch. 4.4) ainsi que ceux liés à l'intervention de spécialistes cantonaux (p.ex. ingénieurs, chimistes, vétérinaires).

Lors de la consultation, différents organismes ont fait part de leur préoccupation pour la formation des sapeurs-pompiers. En outre, certains acteurs de la défense incendie et des secours ayant été consultés peinaient à distinguer le financement de la formation cantonale de celui de la formation régionale. La formation cantonale comprend notamment les cours de base et de spécialistes, organisés par l'ECAB. La formation régionale concerne avant tout les exercices au sein des bataillons et les éventuelles formations complémentaires. Il convient dès lors de préciser que l'ECAB assume l'essentiel des frais liés à la formation cantonale des sapeurs-pompiers (art. 33 al. 1 let. c; notamment centre de formation et corps des instructeurs et instructrices) tandis que les frais liés à la formation régionale sont à la charge des associations de communes (art. 34 al. 1 let. b). Pour rappel, les frais personnels (soldes, déplacements, équipements personnels, etc.) sont aussi assumés par celles-ci.

Finalement, l'art. 34 al. 2 instaure le principe de la mutualisation des frais induits par l'attribution de missions cantonales. Le fonctionnement de cette mutualisation est précisé à l'art. 37 du projet de loi. Quant à la tarification de ces coûts (p.ex. coût de location des locaux selon la surface occupée), elle sera effectuée par la CDIS (art. 9 al. 1 lit. h du projet de loi).

En outre, les associations de communes peuvent également décider de mutualiser entre elles d'autres coûts. Elles sont alors responsables de l'organisation et de la gestion de cette mutualisation.

Art. 36 Principes d'acquisition

Le projet de loi instaure plusieurs principes d'acquisition en matière de défense incendie et secours. L'ECAB est ainsi responsable de coordonner et de centraliser les opérations d'acquisition pour le compte des associations de communes, dès qu'une harmonisation s'avère pertinente. Un tel système d'acquisition devrait permettre aux associations de communes de réaliser une économie d'échelle.

S'agissant de la procédure d'acquisition des véhicules en particulier, elle est mise en œuvre par la Commission cantonale des sapeurs-pompiers, laquelle s'appuie sur la commission spécialisée technique («COSP-T»; art. 59. al. 1 lit. c en lien avec art. 60 al. 1 lit. c et al. 2 RECAB). Cette commission technique est composée d'un ou d'une responsable technique ECAB et des responsables matériels de chaque bataillon. La stratégie d'acquisition est établie de manière pluriannuelle, vraisemblablement sur 5 ans. Les associations de communes et les partenaires impliqués (p.ex. le Service de l'Environnement) sont consultés lors de l'établissement de la stratégie.

Art. 37 Mutualisation des frais

Comme demandé lors de la consultation, un nouvel article a été inséré dans le projet de loi afin de préciser la clef de répartition des frais mutualisés entre les associations de communes. Cette clef comprend deux facteurs, soit, la population légale de l'association de communes et la valeur assurée des bâtiments de l'association de communes. Ce second facteur est justifié par le fait que la valeur assurée calculée par l'ECAB tient compte des risques liés à la défense incendie et aux secours.

La gestion administrative de la mutualisation est précisée à l'alinéa 2. Concrètement, les frais assumés par chaque bataillon et soumis à ce principe sont comptabilisés annuellement, vraisemblablement via un logiciel commun, et répartis selon la clef de répartition. La différence entre les coûts assumés par les bataillons et la part qui leur est attribuée est facturée, respectivement versée, annuellement à chaque bataillon. La gestion administrative de cette mutualisation est assumée par l'ECAB. En accord avec le comité cantonal de l'Association des communes fribourgeoises, il est en effet apparu que, compte tenu de la nécessité de contrôler la substance des frais d'intervention et de l'expertise nécessaire à cette tâche, l'ECAB est l'entité la mieux à même de pouvoir effectuer ces décomptes.

4.2 *Frais d'intervention*

Art. 38 Missions principales

Cet article instaure le principe de mutualisation des frais d'intervention étant à charge des associations de communes. Actuellement, la commune du lieu du sinistre assume seule les frais liés à l'intervention, ce qui en cas de sinistre impor-

tant peut représenter des montants conséquents. Le système de refacturation engage également de manière inutile de nombreuses forces administratives dans chaque commune. Le projet de loi instaure une réelle solidarité cantonale en proposant de mutualiser annuellement au niveau cantonal les coûts d'intervention précités et de les répartir entre les associations de communes selon le fonctionnement prévu à l'art. 37 du présent projet de loi.

Art. 39 Missions subsidiaires et volontaires

L'art. 39 indique que, pour les missions subsidiaires et volontaires, les frais sont en premier lieu mis à la charge de la personne, de l'autorité ou de l'organe qui bénéficie du soutien des sapeurs-pompiers. Ce n'est que dans un second temps qu'ils sont mis à la charge des associations de communes. Le bénéficiaire du soutien correspond au porteur du risque ou du danger lié à l'intervention. Par exemple, une opération de sauvetage d'animaux bénéficie au propriétaire de ceux-ci, qui devra alors assumer les frais liés à cette intervention. Une intervention pour une personne bloquée dans un ascenseur bénéficie au propriétaire de l'ascenseur puisqu'il ou elle est responsable du bon état de ce bien. Quant à l'aide au portage, elle bénéficie aux services d'ambulance étant donné qu'il s'agit d'une tâche ressortissant de leurs compétences. Finalement, le soutien lors d'une manifestation communale profite à la commune de sorte qu'elle devra assumer ces frais.

Lors de la consultation, plusieurs entités ont relevé que la tarification des missions volontaires devait être laissée au choix de l'association de communes, afin que les sapeurs-pompiers puissent continuer d'exercer des missions en appui aux sociétés locales avec une tarification préférentielle. Aussi, la CDIS est compétente pour édicter un tarif sur les frais d'intervention des sapeurs-pompiers mais la tarification des missions volontaires sera décidée par chaque association de communes.

Art. 40 Autres principes

Cette disposition permet de refacturer les frais d'intervention au perturbateur ou à la perturbatrice, soit la personne ayant provoqué l'intervention des sapeurs-pompiers. Ces principes s'appliquent aussi bien lors de missions principales que de missions subsidiaires ou volontaires. Ils permettent aux personnes, autorités, organes ou associations devant assumer les frais d'intervention selon les art. 38 et 39 de pouvoir refacturer ceux-ci aux personnes responsables de l'intervention.

Afin d'éviter une application trop sévère de cet article, un certain degré de responsabilité du perturbateur ou de la perturbatrice est requis. Ainsi, en cas de dommages dus aux éléments naturels, seul-e le perturbateur ou la perturbatrice ayant agi intentionnellement ou par négligence grave peut être tenu-e pour responsable. Par exemple, si le non-respect d'une condition du permis de construire permet la réalisation du dommage dus aux éléments naturels (inondation,

chute de pierres, etc.), les frais d'intervention sont mis à la charge du ou de la propriétaire. De même, si le sinistre est causé par un défaut d'entretien crasse ou réitéré (p.ex. caillebotis bouchés qui entraînent de manière répétée une inondation et l'intervention des sapeurs-pompiers), les frais sont à sa charge.

Les frais liés à la lutte contre l'incendie sont refacturés au perturbateur ou à la perturbatrice si celui-ci ou celle-ci a causé l'incendie intentionnellement ou par négligence.

L'alinéa 2 de cet article précise que si le perturbateur ou la perturbatrice est inconnu-e ou insolvable, les frais liés aux interventions sur certains biens (véhicules, bateaux, aéronefs ou bâtiments non assurés auprès de l'ECAB) sont refacturés au propriétaire ou à la propriétaire ou au détenteur ou à la détentrice du bien.

CHAPITRE 5

Voies de droit

Art. 41

La problématique des voies de droit a été soulevée lors de la consultation. La compétence qui était donnée au Conseil d'Etat d'arbitrer de manière définitive les litiges entre la CDIS, les associations de communes, les communes et l'ECAB, lésait les principes de la gouvernance et donnait à ce dernier un rôle de juge et de partie. En outre, aucune voie de droit en cas de contestation n'était prévue.

Suite à ces remarques, l'art. 4 al. 2 let. e de la présente loi a été modifié (cf. ci-dessus, ch. 5.1, art. 4). En outre, il convient de rajouter une disposition particulière afin de préciser que les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours, y compris les décisions du Conseil d'Etat précitées.

CHAPITRE 6

Régime transitoire de mise en œuvre de la réforme sur la défense incendie

Art. 42 CDIS provisoire

Afin de garantir une bonne et immédiate application de la loi, certains travaux préparatoires sont nécessaires. Le Conseil d'Etat devra fixer la date d'entrée en vigueur de la présente loi en tenant compte du délai nécessaire à la réalisation de ceux-ci.

Durant cette période préparatoire et pour permettre l'application de la nouvelle organisation de défense incendie et de secours, les communes devront se regrouper en associations de communes (art. 45). Préalablement, le Conseil d'Etat doit nommer les membres de la CDIS provisoire afin que celle-ci puisse procéder aux travaux suivants (dans l'ordre chronologique): approuver l'analyse des risques réalisée par l'ECAB; adopter la carte opérationnelle; fixer les standards de dota-

tion en effectif pour les bases de départ; adopter le découpage institutionnel proposé par la Conférence des préfets après consultation des communes. C'est uniquement lorsque ces travaux auront été réalisés que les communes pourront se regrouper en associations de communes.

Au vu du rôle important de la CDIS provisoire, sa composition est élargie par rapport à celle de la CDIS «définitive» afin d'impliquer l'ensemble des acteurs de la défense incendie et des secours.

Art. 43 Véhicules et engins

En ce qui concerne la reprise des véhicules et engins sapeurs-pompiers, l'ECAB détermine tout d'abord les moyens nécessaires à la défense incendie et aux secours. Ceux-ci sont ensuite repris par l'ECAB, cas échéant moyennant rachat selon les règles d'amortissements de la législation sur les communes appliquées jusqu'au 31 décembre 2020. L'ECAB en devient alors propriétaire. Les moyens qui ne sont pas repris restent acquis aux communes qui peuvent en disposer librement.

L'art. 43 al. 4 du projet de loi permet à l'ECAB de procéder à l'acquisition de véhicules sapeurs-pompiers dès la promulgation de la loi, cela afin de garantir la sécurité et l'efficacité de la défense incendie et des secours jusqu'à ce que la nouvelle organisation sapeurs-pompiers soit mise en place.

Art. 44 Locaux sapeurs-pompiers

Les communes pourront disposer librement des locaux sapeurs-pompiers non repris dans le cadre de la carte opérationnelle, sans remboursement du subside versé par l'ECAB.

Art. 45 Associations de communes

Les communes devront se regrouper sans tarder en associations de communes pour permettre l'application de la nouvelle organisation sapeurs-pompiers. Le Conseil d'Etat veillera à fixer une date d'entrée en vigueur de la loi qui permettra aux divers organismes concernés de réaliser les travaux préparatoires nécessaires (cf. ci-dessus, ch. 5.1, art. 42).

Les préfets sont chargés de mettre en œuvre ce regroupement dans les meilleurs délais. L'ECAB assistera les préfets dans cette tâche. Ce soutien se traduira notamment par la mise à disposition de statuts-types pour les associations de communes. Le délai de deux ans initialement prévu dans l'avant-projet a été abandonné, dès lors que la compétence de fixer la date de la fin du régime transitoire a été donnée au Conseil d'Etat (cf. ci-dessous, ch. 5.1, art. 46).

Lors de la consultation, un délai de cinq ans avait été proposé. Ce délai semble néanmoins exagéré. Compte tenu du fait que les travaux préparatoires sont bien avancés dans certaines régions et au vu du soutien des préfets et de l'ECAB, le

nouveau système devrait être applicable dans un délai plus proche, actuellement estimé à 18 mois.

CHAPITRE 7

Droit transitoire

Art. 46 Régime transitoire de mise en œuvre

Le présent projet de loi modifiera en profondeur le système de défense incendie et des secours dans notre canton. Comme relevé plus haut (cf. ci-dessus, ch. 5.1 art. 45), les communes auront notamment l'obligation de se constituer en associations de communes pour assumer leurs tâches. Une phase transitoire est dès lors nécessaires afin de permettre à l'ancien système de continuer à s'appliquer pendant que le nouveau se met en place.

Lors de l'entrée en vigueur de la LDIS (fixée par le Conseil d'Etat), et jusqu'au moment où les communes seront regroupées en associations, seul le régime transitoire de mise en œuvre de la loi sera applicable.

Durant cette période, la défense incendie et les secours resteront régis par le chapitre 5 de la LECAB. Les art. 1 à 41 de la loi, auront néanmoins une certaine portée puisqu'ils définissent des notions comme la CDIS, l'analyse des risques, la carte opérationnelle ou encore le découpage institutionnel. Ces articles n'auront ainsi des effets que dans la mesure où ils sont utiles à l'application du régime transitoire de la LDIS.

Finalement, le Conseil d'Etat arrêtera la date de la fin du régime transitoire en fonction du moment où les communes seront regroupées en associations (art. 46 al. 3). A partir de ce moment, le nouveau système de défense incendie et des secours pourra s'appliquer.

Art. 47 Subventionnement des locaux sapeurs-pompiers

L'actuel droit relatif au subventionnement des locaux sapeurs-pompiers reste applicable moyennant certaines conditions. Dans ces cas, les pratiques et conditions appliquées jusqu'alors demeurent valables, ce qui comprend un contrôle de l'opportunité de l'emplacement choisi et de sa conformité au concept sapeurs-pompiers.

5.2. Loi sur les impôts communaux (LICO)

Art. 21 (abrogé)

L'art. 21 de la loi sur les impôts communaux (LICO) prévoit que les communes peuvent prélever une taxe annuelle d'exemption du service de sapeurs-pompiers conformément à la loi sur la police du feu (al. 1) et que cette taxe peut être perçue aussi longtemps que dure l'obligation du service personnel (al. 2).

Cette disposition renvoie donc à la loi abrogée sur la police du feu et désigne les communes comme compétentes pour la perception de la taxe d'exemption. Dès lors que le projet de loi prévoit que la compétence pour la perception de cette contribution revient aux associations de communes (cf. ci-dessus, ch. 5.1, art. 30), il convient d'abroger cet article.

5.3. Loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB)

Art. 8 al. 2 let. j (modifié)

Les réclamations contre les décisions de l'ECAB étaient jusqu'alors traitées par son conseil d'administration. Afin de simplifier et d'accélérer la procédure de réclamation, la compétence est transférée à la direction. Le conseil d'administration conserve cependant un droit de regard sur le traitement des réclamations et des recours ainsi que la possibilité d'adresser des instructions à la direction.

Art. 22 al. 1 let. a et b (abrogé); Art. 23 al. 1 let. a (modifié)

Les compétences du préfet et des communes relatives à la défense incendie et aux secours prévues jusqu'alors dans la LECAB sont déplacées dans la loi sur la défense incendie et les secours.

Art. 32 al. 2 (modifié); Art. 34 al. 1 (modifié)

La modification est d'ordre formel afin de clarifier que la contribution mentionnée concerne aussi bien la prévention que la défense incendie et les secours.

Art. 52 al. 1 (modifié) et al. 2 (nouveau)

La modification de l'art. 52 LECAB a pour but de clarifier la pratique actuelle et conforme à la volonté du législateur exprimée dans le Message de la LECAB (cf. message 2015-DSJ-127 du Conseil d'Etat du 16 février 2016), à savoir déléguer la compétence en matière d'organisation de ramonage à l'ECAB et fixer le tarif de ramonage en tenant compte des prescriptions de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI). Désormais cette volonté est concrétisée dans une base légale formelle.

Art. 58 al. 1 (modifié), al. 2 (modifié); Art. 59 à 75 (abrogés); Art. 76 (abrogé)

Le chapitre 5 de la LECAB relatif à la défense incendie et aux secours (anciennement dénommé «Défense contre le feu et les éléments naturels») est abrogé puisque les dispositions relatives à ce domaine se trouvent désormais dans le projet de loi. Il est proposé d'insérer un unique article (art. 58) qui se réfère à la loi sur la défense incendie et les secours. Cet article indique que, à l'instar du domaine de la prévention, l'ECAB

se dote d'un centre de compétence en matière de défense incendie et de secours.

Art. 107 al. 2 (nouveau)

En pratique, le règlement d'un sinistre causé par les éléments naturels nécessite rarement le rendu d'une décision d'indemnité. En effet, les causes de réduction (p.ex. négligence) ne trouvent application que dans de très rares cas. Par économie de procédure, le procès-verbal de l'estimation du dommage vaut alors décision.

Art. 110 al. 1 (modifié)

La modification est d'ordre formel et permet d'unifier la terminologie utilisée pour décrire les dommages esthétiques, lesquels sont ensuite définis à l'art. 140 RECAP.

Art. 128 al. 2 (modifié)

Cf. remarques ad. art. 8 al. 2 let. j LECAB.

5.4. Loi sur les routes (LR)

Art. 81 al. 5 (nouveau);

Art. 82 al. 2 (nouveau);

Art. 83 al. 2 (nouveau)

Reprenant les principes de l'art. 45 RCEaux, la loi sur les routes indique que les frais d'intervention sont en premier lieu mis à la charge du perturbateur ou de la perturbatrice. Subsidiairement, ils sont mis à la charge de l'Etat pour les routes cantonales, des communes pour les routes communales et des propriétaires pour les routes privées. Quant aux interventions sur les routes nationales et étant donné qu'il s'agit de missions principales des sapeurs-pompiers, elles sont réglées dans la LDIS (art. 33 al. 1 lit. e).

La notion de frais d'intervention utilisée dans la loi sur les routes comprend l'ensemble des frais liés à celle-ci. Aussi, cela inclut les frais d'intervention des sapeurs-pompiers mais également ceux des services de l'Etat ou encore les coûts de tiers mandatés lors de l'intervention.

5.5. Loi sur les eaux (LCEaux)

Art. 21 al. 1 (modifié), al. 2 (nouveau)

Les termes «accident par hydrocarbures ou autres substances polluantes» sont remplacés par «pollution environnementale». Cette disposition réserve désormais la législation sur la défense incendie et les secours.

L'al. 2 de l'art. 21 LCEaux permet de couvrir les atteintes nuisibles au sens de la loi fédérale sur la protection des eaux ainsi que toutes les atteintes à l'environnement au sens de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (cf. ci-dessus, ch. 4.4).

Art. 55 al. 1 (modifié), al. 3 (abrogé), al. 6 (nouveau)

Pour l'essentiel, l'art. 55 al. 6 LCEaux renvoie à la nouvelle législation sur la défense incendie et les secours s'agissant des frais d'intervention des sapeurs-pompiers (pour le surplus, cf. ci-dessus, ch. 4.4).

6. Conséquences du projet

6.1. Conséquences financières et en personnel

6.1.1. Associations de communes et ECAB

Les réflexions et les travaux entrepris conjointement par le Service des communes et l'ECAB, en se fondant sur une étude d'une fiduciaire indépendante, ont démontré qu'il était difficile, voire impossible, d'arriver à une situation financière transposable pour l'ensemble des communes du canton de Fribourg. De plus, l'impact sur les finances communales dépend grandement de l'organisation des associations de communes, en particulier de leur bassin de population. A l'heure actuelle, ces éléments ne sont pas encore connus puisqu'ils ressortent de l'autonomie des associations de communes.

Il sied de rappeler qu'actuellement certaines charges de région sont assumées uniquement par certaines communes (p.ex. coût administratif lié à l'achat de matériel). C'est pourquoi, depuis 2013 et de manière provisoire en attendant la présente réforme législative, une compensation a été instaurée et mise à la charge de l'ECAB («FriFire CR»; p.ex. permanence, formation spécifique des centres de renfort, participation à la rémunération des commandant-e-s CR). Ces montants tronquent également les comptes actuels des chefs-lieux. En raison de sa nature transitoire, le subventionnement de l'ECAB est en tout état de cause appelé à disparaître et donc à se reporter d'une manière ou d'une autre sur l'ensemble des communes.

Lors de la consultation, de nombreuses remarques ont été adressées en lien avec les conséquences financières de la nouvelle organisation sapeurs-pompiers. En particulier, l'absence d'une projection financière pour le nouveau système était déplorée. Afin de pallier ce manque, le groupe de travail de finalisation du projet a réalisé une analyse financière du nouveau système sapeurs-pompiers, construite selon les 4 axes suivants:

- > Détermination de dotations standards pour les bataillons sapeurs-pompiers et estimation des coûts;
- > Estimation des frais d'intervention par habitant dans le cadre d'une mutualisation;
- > Détermination d'un coût de la défense incendie et des secours par habitant sur la base du projet pilote des sapeurs-pompiers du district de la Broye;

- > Comparaison du coût de la défense incendie et des secours par habitant avec certains cantons voisins.

Un rapport financier a été établi sur la base de ces hypothèses, après discussions avec les différents acteurs de la défense incendie (not. commandants des centres de renfort et Service des communes) et en visant à démontrer le coût de la défense incendie une fois le nouveau système mis en place et fonctionnel. Il a ensuite été transmis à la société CORE Fiduciaire Revicor SA, laquelle l'a validé en date du 28 août 2020.

Il en ressort que, pour les associations de communes, le coût moyen de la défense incendie et des secours, sur une base annuelle à l'horizon 2030, s'élève à environ CHF 48,40 par habitant. Ce chiffre reflète le coût brut de la défense incendie pour les associations de communes, c'est-à-dire sans prise en compte de son financement par les produits de la taxe d'exemption. Pour sa part, l'ECAB financerait la défense incendie et les secours à hauteur de CHF 34,20 par habitant. L'augmentation de la contribution de l'ECAB, estimée à environ CHF 2,5 mio. par année, est rendue possible par l'arrêt du subventionnement des réseaux d'eau (arrêt prévu lors de l'entrée en vigueur de la LECAB après une période transitoire). Le but de ce subventionnement, soit la mise à niveau de l'ensemble du réseau d'eau fribourgeois, étant désormais réalisé, il a été décidé de l'arrêter.

En résumé, l'analyse conclut à un coût de la défense incendie et des secours pour le canton de Fribourg d'environ CHF 82,60 par habitant, soit un coût comparable aux cantons limitrophes. Ils seront assumés à hauteur de 59% par les associations de communes et de 41% par l'ECAB.

6.1.2. Etat de Fribourg

S'agissant des conséquences financières du projet de loi pour l'Etat, il sied de relever ce qui suit. Les coûts liés au fonctionnement de la CDIS sont nouveaux. Ils devraient correspondre au paiement de quelques jetons de présence par année, pour les membres de la CDIS dont la présence n'est pas déjà rétribuée par leur employeur ou l'organe qu'ils représentent.

En sus, la répartition des frais des sapeurs-pompiers en matière de lutte contre la pollution et les hydrocarbures a été modifiée (cf. ci-dessus, ch. 4.4). Cette modification concerne cependant les frais d'investissement (acquisition des véhicules), soit un domaine qui ressort exclusivement de la compétence du SEn et dont les coûts varient chaque année en fonction des besoins de renouvellement des véhicules. Les coûts pour le SEn devraient demeurer stables.

Finalement, le projet de loi n'a aucune influence en personnel pour l'Etat de Fribourg.

6.2. Incidences sur la répartition des tâches Etat-communes, conformité au droit supérieur et évaluation de la durabilité du projet

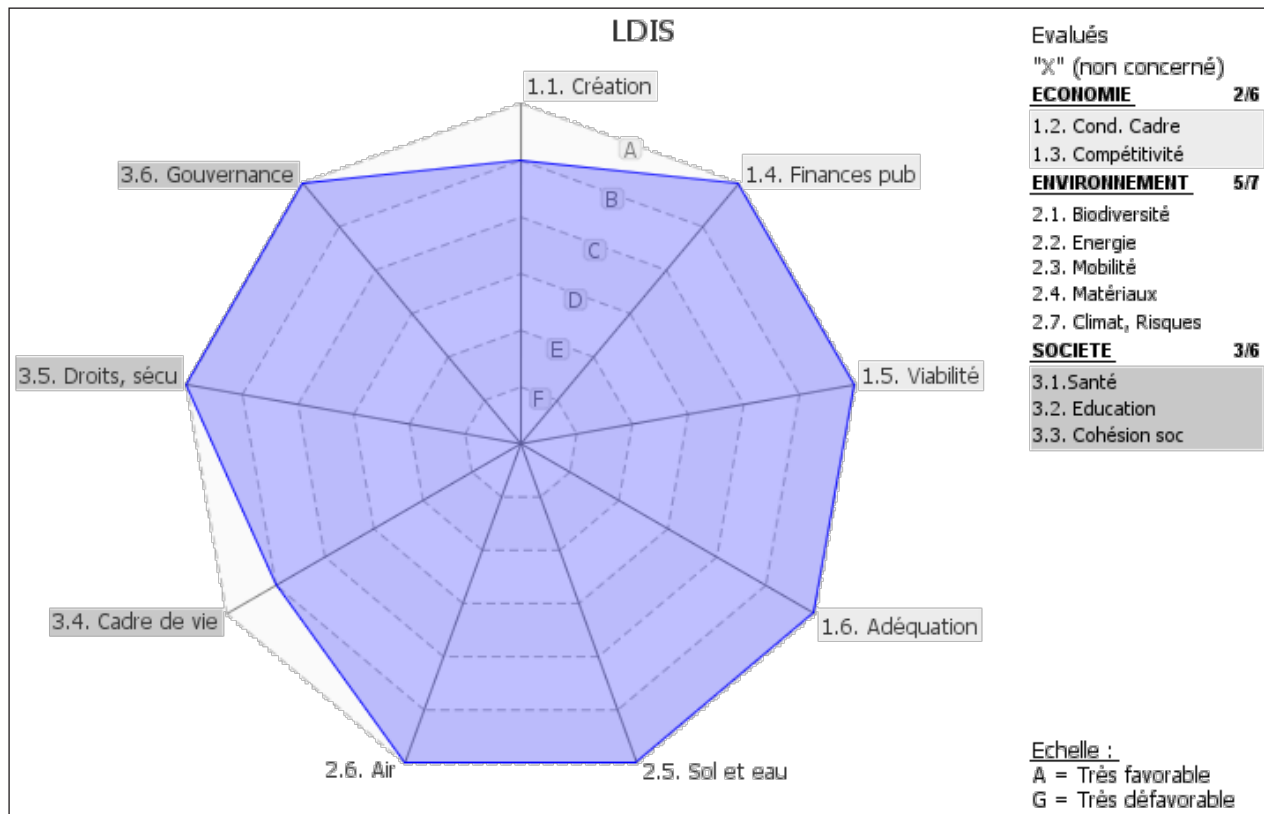
Sur le plan de la répartition des tâches entre l'Etat et les communes, le projet n'aura pas d'incidence directe. En effet, d'un côté, les communes restent responsables de la défense incendie et des secours alors que, de l'autre côté, l'Etat de Fribourg continue d'exercer la haute surveillance dans ce domaine via le Conseil d'Etat. Le projet de loi procède en revanche à un désenchevêtrement des tâches entre l'ECAB et les communes, en délimitant de manière claire les tâches de chaque acteur pour la défense incendie et les secours.

Bien que la répartition des tâches entre l'Etat et les communes ne soit pas modifiée, la mise en place de l'organisation sapeurs-pompiers implique la création de nouvelles compétences. En particulier, une nouvelle autorité, la CDIS, est instaurée afin de mettre en œuvre cette nouvelle organisation.

Le présent projet est compatible avec le droit de rang supérieur, soit le droit européen, le droit fédéral ainsi que la Constitution cantonale.

L'examen de la durabilité effectué pour le projet de loi sur les critères pertinents de l'évaluation amène à un résultat très favorable du projet.

Annexe I: Boussole 21



Annexe II: Analyse des risques

L'analyse des risques tient compte de nombreux facteurs qui sont pondérés et synthétisés au niveau d'un damier d'un kilomètre carré sur l'ensemble du canton, sans tenir compte des frontières politiques des communes.

Elle est représentée par une carte du canton avec une coloration des risques (cf. légende ci-dessous).

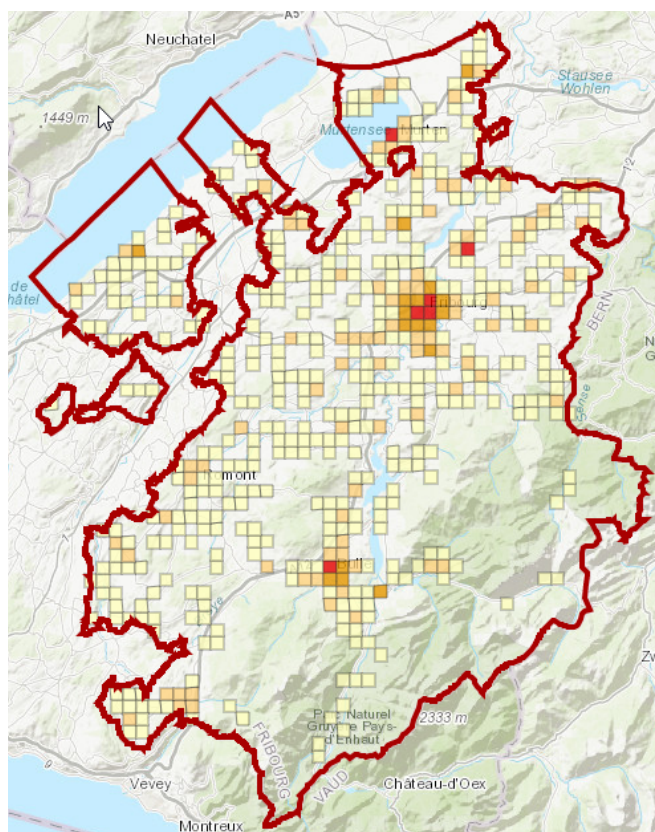
Le résultat de cette première analyse met en exergue quatre zones plus particulièrement à risque, soit l'agglomération Bulloise, le Grand-Fribourg, Guin et Morat.

Les risques n°4 se trouvent généralement autour des risques n°5, soit dans les régions de Marly, Villars-sur-Glâne, Broc, Estavayer, Kerzers et Courtepin.

Les risques n°3 et n°2 suivent ensuite les zones bâties.

Finalement, les risques très faibles (risques n°1 et n°0) sont considérés comme hors périmètre.

Classement numérique	Représentation visuelle en couleur
0 = 0-1	Transparent – hors périmètre
1 = 1-2	Transparent – hors périmètre
2 = 2-3	Jaune – risque faible
3 = 3-4	Saumon – risque modéré
4 = 4-4.5	Orange – risque moyen à fort
5 = 4.5-5	Rouge – risque élevé



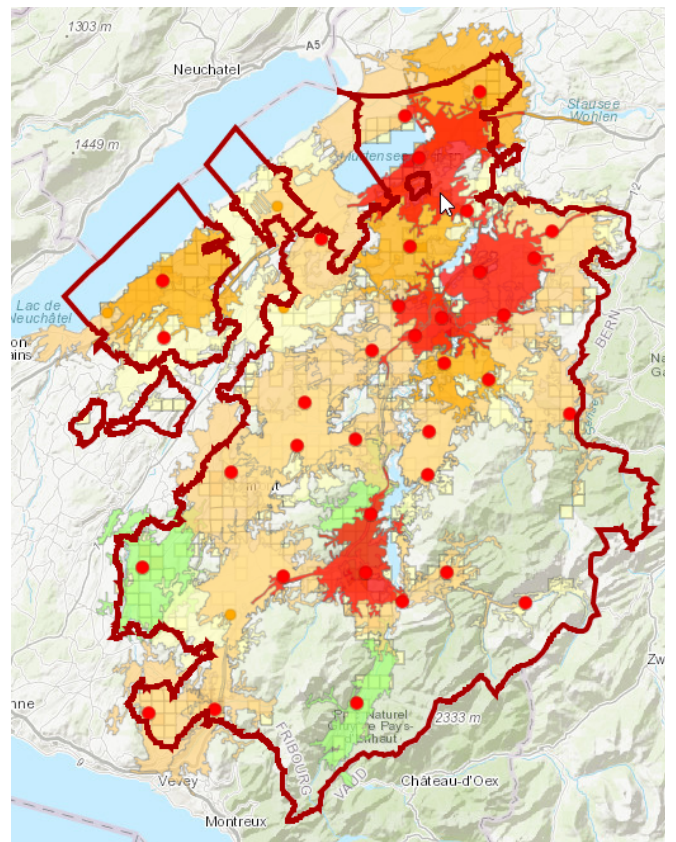
Annexe III: Couverture des risques

Tout en prenant en compte les casernes et locaux sapeurs-pompiers déjà existants, la carte est établie avec les couvertures des risques.

Les zones d'atteinte depuis un point fixe (base de départ) tiennent compte du réseau routier et de l'objectif de performance fixé en fonction de la mission.

Selon la logique définie dans le projet de loi, les risques les plus élevés sont couverts en premier lieu. Ensuite, de manière décroissante, les risques suivants sont couverts.

Il résulte de ce processus que, pour couvrir l'ensemble des risques et sans tenir compte de l'aide intercantonale, le canton de Fribourg aurait besoin d'environ 39 bases de départ. Parmi celles-ci, seules 3 casernes devraient être construites.





Botschaft 2020-DSJ-172

9. Dezember 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (BBHG)

1. Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs	22
1.1. Bericht FriFire	22
1.2. Revision des Gesetzes betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden	22
1.3. Notwendigkeit des Entwurfs	22
2. Verlauf der Arbeiten	22
2.1. Erarbeitung des Gesetzes-Vorentwurfs	22
2.2. Vernehmlassung	23
2.3. Fertigstellung des Gesetzesentwurfs	23
3. Vision «Feuerwehr 2020+»	23
3.1. Grundsätze	23
3.2. Vorgeschlagenes System	23
4. Geringfügige Änderungen	24
4.1. Änderung des Gesetzes über die Gemeindesteuern (GStG; SGF 632.1)	24
4.2. Änderung des Gesetzes über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG; SGF 732.1.1)	24
4.3. Änderung des Strassengesetzes (StrG; SGF 741.1)	24
4.4. Änderungen des Gewässergesetzes (GewG; SGF 812.1)	24
5. Kommentar zu den einzelnen Artikeln	25
5.1. Gesetz über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (BBHG)	25
5.2. Gesetz über die Gemeindesteuern (GStG)	35
5.3. Gesetz über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG)	35
5.4. Strassengesetz (StrG)	36
5.5. Gewässergesetz (GewG)	36
6. Auswirkungen des Entwurfs	36
6.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen	36
6.1.1. Gemeindeverbände und KGV	36
6.1.2. Staat Freiburg	37
6.2. Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung Staat-Gemeinden, Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und Evaluation der Projektnachhaltigkeit	37
Anhang I: Boussole 21	38
Anhang II: Risikoanalyse	39
Anhang III: Risikodeckung	40

1. Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs

1.1. Bericht FriFire

Das Gesetz betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (FPolG) trat am 29. Dezember 1964 in Kraft. Im Zuge der veränderten Anforderungen und Bedingungen bei der Erfüllung der Feuerwehraufgaben beschloss der Staatsrat, im Jahr 2006 das Projekt FriFire zu starten, um Organisation, Ausrüstung und Ausbildung der Feuerwehr entsprechend anzupassen.

Aus den gemeinsam mit der Feuerwehr Koordination Schweiz (FKS) angestellten Überlegungen ging im März 2010 der «Bericht FriFire» hervor. Der Bericht verlangte unter anderem von den Gemeindebehörden, die Organisation ihrer Feuerwehrkorps bis 31. Dezember 2015 anzupassen. Es wird angenommen, dass heute nur die Hälfte der Feuerwehrkorps des Kantons die im Bericht FriFire gestellten Anforderungen vollständig erfüllen.

Betreffend das FPolG wurde im Bericht FriFire geschätzt, dass die Gesetzgebung im Wesentlichen weiterhin zweckmässig sei und nur einiger Anpassungen und Ergänzungen bedürfe.

1.2. Revision des Gesetzes betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden

In seinem Regierungsprogramm und Finanzplan für die Legislaturperiode 2012–2016 beschloss der Staatsrat, das FPolG und das Gesetz über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (GVG) zu revidieren. Da diese beiden Gesetze sehr komplexe Fachbereiche betreffen, die zudem eng miteinander verzahnt sind, wurde beschlossen, sie in einem Gesetz zu vereinen (Projekt ECALex). Am 1. Juli 2018 mündeten diese Revisionen im Inkrafttreten des Gesetzes über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG).

Da allerdings das FPolG 2011 im Rahmen des Konzepts FriFire teilrevidiert worden war, wurde entschieden, dieses Konzept noch eine Zeit lang beizubehalten. Deshalb wurde für das KGVG-Kapitel zur Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen das FPolG übernommen.

Während der Debatten des Grossen Rates über das KGVG versprach der Staatsrat jedoch, eine Totalrevision dieses Kapitels vorzunehmen. Dazu beauftragte er mit dem Beschluss vom 6. Februar 2017 die Kantonale Gebäudeversicherung (KGV).

1.3. Notwendigkeit des Entwurfs

Der Bericht FriFire zeigte die Notwendigkeit auf, die Organisation, die Ausrüstung und die Ausbildung der Feuerwehr anzupassen.

Aufgrund des Berichts konnte ein erster Schritt getan werden, doch für die nächste Etappe ist eine Überarbeitung der gesamten Gesetzgebung erforderlich. Bisher wurden die Empfehlungen des Berichts FriFire nämlich nur teilweise umgesetzt. Damit die Sicherheit der Freiburger Bevölkerung gewährleistet ist, müssen die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen grundlegend reformiert werden.

Die Gesetzesreform ist auch deshalb gerechtfertigt, weil das FPolG aus dem Jahr 1964 stammte. Bei seiner Aufhebung wurde das Kapitel über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen unverändert ins KGVG übernommen. Die entsprechenden Konzepte haben sich jedoch in den letzten 50 Jahren wesentlich verändert.

Überdies hat sich seither auch die Verteilung der finanziellen und administrativen Aufgaben stark verändert. So ist die KGV heute stärker beteiligt, indem ihre Rolle nicht mehr nur auf die Beaufsichtigung und Subventionierung beschränkt ist, sondern auch Führungsaufgaben bei der Ausbildung, Materialanschaffung, Alarmierung und Einsatzdoktrin umfasst. Deshalb sind die Aufgaben von Gemeinden und KGV heute viel stärker miteinander verschränkt als zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der geltenden Bestimmungen.

2. Verlauf der Arbeiten

2.1. Erarbeitung des Gesetzes-Vorentwurfs

Die Leitung der Revision wurde einem Steuerungskomitee (StKOM) anvertraut, dessen Vorsitz die Sicherheits- und Justizdirektion (SJD) innehatte. Neben dem StKOM wurden vier Arbeitsgruppen für die verschiedenen Themenbereiche eingesetzt. Die Projektorganisation umfasste schliesslich Vertreterinnen und Vertreter des Staates, der Oberamtspersonen, der Gemeinden, des Freiburgerischen Feuerwehrverbands, der Blaulichtorganisationen und der KGV.

Als Erstes wurde einem Fachbüro, das über grosse Erfahrung im Rettungswesen in der Schweiz und Europa verfügt, ein Backstoppingmandat anvertraut. Gemeinsam mit diesem Büro wurden in umfassender Arbeit die von den Nachbarkantonen verwendeten Methoden und die im europäischen Rettungswesen herrschenden Grundsätze erfasst.

Aus diesen Arbeiten gingen die Vorentwürfe des Gesetzes und des Reglements hervor, die auf der unten definierten Vision beruhen (s. Kap. 3).

2.2. Vernehmlassung

Das externe Vernehmlassungsverfahren dauerte von 17. Juni 2019 bis 27. September 2019. Es wurden 169 Stellen angehört, wovon sich 68 zum Vorentwurf des Gesetzes geäußert haben.

Allgemein wurde der Grundsatz der Organisation von Brandbekämpfung und Hilfeleistungen auf der Grundlage einer Risikoanalyse und die Schaffung eines eigenen Gesetzes über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen mehrheitlich gutgeheissen. Ebenso begrüßte die Mehrheit der Stellen, die sich in der Vernehmlassung geäußert haben, den Grundsatz einer Organisation in grossen Gemeindeverbänden.

Die Vernehmlassung warf zudem ein Schlaglicht auf jene Punkte, die es noch zu klären oder anzupassen galt, wie zum Beispiel Steuerung und Finanzierung. Im Übrigen bedauerten einige der angehörten Stellen und insbesondere die Gemeinden, dass die Evaluation der finanziellen Auswirkungen der Reform nicht genauer ausgefallen war.

2.3. Fertigstellung des Gesetzesentwurfs

Die SJD beschloss, die Fertigstellung des Gesetzesentwurfs einer Arbeitsgruppe anzuvertrauen, der verschiedene institutionelle Partner, die für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen in unserem Kanton zuständig sind, namentlich der Freiburger Gemeindeverband, die Oberamtspersonen und die KGV angehören. Die neue Arbeitsgruppe erhielt insbesondere den Auftrag, die Fragen zu Steuerung und Finanzierung, die sich nach der Vernehmlassung gestellt hatten, zu prüfen. Sie wurde zudem beauftragt, das Übergangsrecht des BBHG auszuarbeiten und die finanziellen Auswirkungen der neu vorgesehenen Organisation genauer zu ermitteln.

Das StKOM wurde beibehalten und validierte die von der Arbeitsgruppe vorgeschlagenen Änderungen.

Die in der Vernehmlassung hervorgehobenen problematischen Themen und Aspekte wurden also geprüft und führten zu Änderungen im Gesetzesentwurf, in der Botschaft und im Reglementsentwurf (s. Kap. 5.1). Des Weiteren erstellte die neue Arbeitsgruppe einen Finanzbericht, der anschliessend vom Treuhandbüro CORE Fiduciaire Revicor SA aus Freiburg validiert wurde (s. Kap. 6.1).

Damit das neue Brandbekämpfungssystem eingeführt werden kann, sind Vorarbeiten nötig, denen ein eigenes Kapitel gewidmet wird (s. Kap. 5.1, Art. 43 ff.).

Schliesslich müssen einige Bestimmungen des KGVG und des KGVR geändert werden. Die neue Gesetzgebung, die am 1. Juli 2018 in Kraft getreten ist, hat sich in der zweijährigen Praxis bewährt. Es hat sich jedoch gezeigt, dass einige Anpassungen notwendig sind, die vor allem die Verfahrensökonomie und die Effizienz betreffen. Es wird vorgeschlagen, diese Anpassungen in die vorliegende Revision zu integrieren, da

diese bereits Auswirkungen auf das KGVG und das KGVR hat (s. Kapitel 4.2 und 5.3).

3. Vision «Feuerwehr 2020+»

3.1. Grundsätze

Die langfristige Vision lautet wie folgt: «Bei Ereignissen in der Zuständigkeit der Feuerwehr ermöglicht das Dispositiv im Kanton Freiburg die schnellstmögliche angemessene Hilfe. Innerhalb des Kantons richten sich die bereitgestellten Ressourcen nach den jeweiligen Risiken und nicht nach politischen und administrativen Grenzen. Die Gemeinden, der Staat, die KGV und weitere Partner kooperieren – ein jeder innerhalb seiner Befugnisse –, um zu gewährleisten, dass das Dispositiv seine Ziele 24 Stunden täglich erreicht und dabei finanziell nachhaltig bleibt. Das Dispositiv basiert auf einem Milizsystem.»

Um diese Vision zu verwirklichen, konzentriert sich die vorgeschlagene Reform auf zwei Hauptgrundsätze:

- 1) Schnellstmögliche angemessene Hilfe im Schadenfall: Die Feuerwehr ist so organisiert, dass sie die Risiken mit zweckmässigem Personalbestand und ebensolcher Ausrüstung schnellstmöglich und entsprechend zeitlicher Ziele in Verbindung mit der zu erfüllenden Aufgabe abdeckt.
- 2) Die richtigen Mittel am richtigen Ort: Das Feuerwehrdispositiv zielt darauf ab, überall im Kanton die richtige Anzahl Feuerwehrleute sowie die richtigen Fahrzeuge und Geräte bereitzustellen.

3.2. Vorgeschlagenes System

Das Hauptaugenmerk des neuen Systems ist auf die Sicherheit aller Freiburgerinnen und Freiburger gerichtet, unabhängig von politischen und finanziellen Überlegungen. Das Milizsystem wird beibehalten. Die Aufgaben der Feuerwehr werden hingegen klarer formuliert, um optimale Einsätze sicherzustellen.

Die Neuorganisation der Feuerwehr ist Teil der sicherheitsorganisatorischen Vision des Staatsrats und bezieht die bestehenden Systeme von Kantonspolizei und Zivilschutz (Partner der Rettungskette) mit ein.

Die Reform soll auch die Aufgaben von Staat, Gemeinden und KGV entflechten und das Finanzierungssystem der Freiburger Feuerwehr vereinfachen.

Der Gesetzesentwurf setzt einen gesetzlich und organisatorisch klareren und kohärenteren Rahmen. Die Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen wird unter drei Aspekten behandelt: politische Organisation (Art. 22 f.), gebietsmässige Organisation (Art. 24 f.) und Einsatzorgani-

sation (Art. 26 ff.). Dies hat unter anderem den Vorteil, dass die Einsatzorganisation der Feuerwehr unabhängig von der politischen Organisation geregelt wird.

4. Geringfügige Änderungen

Im Hinblick auf die neue Gesetzgebung (Gesetz und Ausführungsreglement) sind mehrere Erlasse zu ändern oder aufzuheben.

4.1. Änderung des Gesetzes über die Gemeindesteuern (GStG; SGF 632.1)

Das Amt für Gemeinden wies in der Vernehmlassung darauf hin, dass Artikel 21 GStG gestrichen werden muss, weil er nicht mit den zukünftigen gesetzlichen Grundlagen vereinbar ist (s. Kap. 5.2).

4.2. Änderung des Gesetzes über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG; SGF 732.1.1)

Die Kapitel des KGVG und seines Reglements (KGVR) zur Brandbekämpfung und zu den Hilfeleistungen wurden aus dem FPolG übernommen und müssen deshalb angepasst werden. Beim Inkrafttreten des KGVG wurde beschlossen, FPolG und GVG in einem einzigen Gesetz zusammenzufassen. Die Zusammenfassung schien durch die Tatsache, dass es sich um hoch technische Fachbereiche handelt, die im Wesentlichen Sache der KGV sind, gerechtfertigt.

Bei der Ausarbeitung des vorliegenden Entwurfs stellte sich heraus, dass es nicht ratsam wäre, die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen in einem Erlass über eine kantonale Versicherungsgesellschaft zu regeln. Tatsächlich sind zahlreiche Akteure (Staat, Gemeinden, Partner der Rettungskette, KGV usw.) in diesen Bereich involviert, für den zudem die Gemeinden zuständig sind. Es schien deshalb unpassend, alle Bestimmungen zur Organisation der Feuerwehr im KGVG unterzubringen. Folglich wird nun vorgeschlagen, die entsprechenden Kapitel aus dem KGVG und dem KGVR zu streichen und dort nurmehr die KGV-internen Aspekte zu regeln. Die Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen wird in einem eigenen Gesetz, dem BBHG, geregelt.

Einige Bestimmungen des KGVR werden ebenfalls geändert. So werden nun im KGVR die Kompetenzen der verschiedenen Organe, die bei der KGV an der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen beteiligt sind, aufgeführt: das Kompetenzzentrum für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen, die kantonale Feuerwehrkommission und der kantonale Feuerwehrstab. Als zweite Hauptänderung des KGVR wurde die Funktionsweise des Nationalstrassenfonds genauer geregelt (Art. 11). Die

Bestimmungen des Beschlusses über die Einsätze der Feuerwehren und der Ölwehren auf den Nationalstrassen (SGF 731.3.72) zu diesem Fonds wurden in diesen Artikel übernommen.

Zusätzlich zu den Änderungen der Kapitel über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen werden aus Gründen der Verfahrensökonomie und Effizienz mehrere Bestimmungen des KGVG angepasst. An den Grundsätzen der Gesetzgebung ändert sich dadurch nichts. Diese Anpassungen können in Kraft treten und wirksam werden, ohne dass das Ende der Übergangsregelung des BBHG abgewartet werden müsste.

4.3. Änderung des Strassengesetzes (StrG; SGF 741.1)

Bisher waren die Kompetenzen der verschiedenen Organe bei Einsätzen auf Strassen mit oder ohne Umweltverschmutzung im GewR geregelt (Art. 44 ff.). Insbesondere Artikel 45 GewR behandelte die Einsatzkosten bei Einsätzen auf Strassen und ohne Umweltverschmutzung.

In der Reform erschien es sinnvoll, diesen Artikel zu streichen und ihn in das Strassengesetz einzufügen (s. Kap. 5.4). Einsätze auf den Strassen ohne Umweltverschmutzung dienen nämlich der Verkehrssicherheit und nicht der Vermeidung von Umweltverschmutzungen. Die Verkehrssicherheit gehört jedoch nicht zu den Gefahren in der Zuständigkeit der Feuerwehr (s. Kap. 5.1, Art. 19). Ausgenommen sind Einsätze auf den Nationalstrassen, weil sie Notfallcharakter haben. Abgesehen von dieser Ausnahme kann die Feuerwehr nur dann zu Einsätzen ohne Umweltverschmutzung auf den übrigen Strassen aufgeboden werden, wenn es sich um einen Notstand oder einen Notfall handelt, oder zur Prävention, um eine Verschmutzung zu verhindern. Mit dieser Klärung soll die Zahl der Aufgebote von Milizfeuerwehrlern für solche Dienstleistungen wesentlich reduziert werden.

4.4. Änderungen des Gewässergesetzes (GewG; SGF 812.1)

Das Gewässergesetz (GewG) und sein Reglement (GewR) regeln Einsätze bei Unfällen mit Kohlenwasserstoffen oder anderen Schadstoffen und die Frage der Kosten solcher Einsätze. Diese Aspekte werden in der Verordnung über die Einsatzkosten bei Verschmutzungen (SGF 810.46) und im Beschluss über die Einsätze der Feuerwehren und der Ölwehren auf den Nationalstrassen (SGF 731.3.72) weiter ausgeführt. Die Reform der Feuerwehrorganisation betrifft auch diese Themen, weshalb die genannten Gesetzestexte ebenfalls geändert bzw. aufgehoben werden müssen.

Ursprünglich war nur eine Neuformulierung bestimmter Artikel vorgeschlagen worden, da später eine grössere Revision der Gesetzgebung vorgenommen werden sollte. Da jedoch ein neues System eingeführt wird und der Zeitpunkt

der Revision unklar war, wurde schliesslich beschlossen, die Gewässergesetzgebung schon jetzt an die neue Feuerwehrorganisation anzupassen. Die Neuorganisation betrifft nicht nur nachteilige Einwirkungen auf Gewässer gemäss der Gewässerschutzgesetzgebung, sondern auch alle Umwelteinwirkungen im Sinne des Bundesgesetzes über den Umweltschutz, wie z. B. die Verschmutzung von Luft und Boden.

Im GewR werden nur die Aufwendungen der Feuerwehr für Umweltschutz und Ölwehr geregelt, da der Staat, genauer gesagt das Amt für Umwelt (AfU), für den Umweltschutz zuständig ist. Ziel der Änderungen ist eine Entflechtung der Finanzflüsse bei gleichzeitiger Sicherstellung einer kohärenten Finanzierung. Die Finanzierung in diesem Bereich lässt sich wie folgt zusammenfassen:

- > Die **Betriebskosten** (Fahrzeugunterhalt, Ausbildung, Materialbeschaffung und -unterhalt) werden vom AfU übernommen. Die KGV überweist dem AfU den gesamten Betrag, den sie vom Bund für den Nationalstrassenfonds erhält und der für den Umweltschutz und die Ölwehr bestimmt ist, nach Abzug der Kosten für Einsätze auf den Nationalstrassen, die mit diesem Fonds gedeckt werden. Bisher stellten die Gemeinden dem AfU einen Betrag für die Miet- und Betriebskosten der Feuerwehrlokale in Rechnung, der sich nach deren Fläche richtete. Stattdessen werden die Kosten nun über die Kostenverteilung für kantonale Aufgaben von den Gemeindeverbänden getragen.
- > Die **Beschaffungskosten** der Fahrzeuge werden vom AfU übernommen. Die KGV überweist einen Beitrag, weil die Fahrzeuge bei manchen spezifischen Einsätzen auch der Feuerwehr und den Hauseigentümerinnen und Hauseigentümern zugutekommen könnten.
- > Die **Einsatzkosten** sind nun in der Gesetzgebung über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen geregelt, weil Umwelteinwirkungen zu den Gefahren in der Zuständigkeit der Feuerwehr gehören. Die Kosten für Einsätze auf den Strassen ohne Verschmutzung, die nicht zu den Aufgaben der Feuerwehr gehören, werden ihrerseits im Strassengesetz geregelt (s. Kap. 5.4).

5. Kommentar zu den einzelnen Artikeln

5.1. Gesetz über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (BBHG)

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand des Gesetzes

Der Gesetzesentwurf regelt die Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen bei Feuer- und Elementarschäden und in anderen Situationen mit Notfallcharakter

im Kanton Freiburg. Er befasst sich ausserdem mit der Organisation und der Funktionsweise des gesamten Feuerwehrsystems, d. h. unter anderem mit den zuständigen Behörden, mit der Detailorganisation und mit der Finanzierung in diesem Bereich.

Der Begriff «Brandbekämpfung und Hilfeleistungen» ersetzt die Terminologie, die früher für diesen Bereich verwendet wurde, d. h. «Bekämpfung von Bränden und Elementarschäden». Die neue Formulierung entspricht der Praxis der anderen Kantone (u. a. Waadt und Neuenburg) und umfasst alle Aufgaben, welche die Feuerwehr wahrnimmt. Unter «Brandbekämpfung» werden alle Mittel und Massnahmen, mit denen Brände bekämpft werden können, verstanden. Der Begriff «Hilfeleistungen» bezeichnet alle Mittel und Massnahmen, die es der Feuerwehr erlauben, bei Brand oder Elementarschäden Hilfe zu leisten.

Die Bestimmungen der Spezialgesetzgebung zu anderen Tätigkeiten im Bereich der Hilfeleistung bleiben vorbehalten.

Art. 2 Zweck

Mit der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen werden mehrere Ziele verfolgt. So sollen Personen, Tiere und Sachen, aber auch die Umwelt im Allgemeinen geschützt werden. Diese Definition entspricht dem Konzept «Feuerwehr 2015» der FKS.

Ziel des Gesetzesentwurfs ist es, die Aufgaben auf die Gemeinden und Gemeindeverbände, die KGV und die staatlichen Stellen zu verteilen und Möglichkeiten regionaler Zusammenarbeit zu fördern.

Besonders zu betonen ist die Absicht, die Aufgaben der verschiedenen Akteure zu entflechten. Die Aufgabenentflechtung ermöglicht eine Vereinfachung der kantonalen Organisation von Brandbekämpfung und Hilfeleistungen. So werden namentlich in finanzieller Hinsicht «Quersubventionierungen» abgeschafft und durch eine klare Lastenverteilung ersetzt (Art. 32 ff.). Die Gemeindeverbände werden in diesem Artikel ausdrücklich erwähnt, weil ihnen bei der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen eine entscheidende Rolle zukommt (Art. 14).

Art. 3 Grundsätze

Dieser Artikel verankert die oben definierten Grundsätze der Vision «Feuerwehr 2020+» auf gesetzlicher Ebene (s. Ziff. 3.1).

Dabei gilt die risikoorientierte Bereitstellung von Ressourcen unabhängig von politischen und administrativen Grenzen nur innerhalb des Kantons. Die Funktionsweise der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen auf kantonsübergreifender Ebene wird in interkantonalen Vereinbarungen geregelt.

Zu Absatz 3 sei ausgeführt, dass ein reines Milizsystem die Anstellung von ständigen Feuerwehrleuten mit notwendigen administrativen, technischen und didaktischen Aufgaben

nicht ausschliesst. Das vorgeschlagene Milizsystem unterscheidet sich also noch stärker von der Schaffung eines Korps professioneller diplomierter Feuerwehrleute, die beruflich im Dienst der Feuerwehr und im Einsatz stehen, wie dies in einigen grossen Schweizer Städten der Fall ist. Es ist im Gegenteil weiterhin möglich, ständige Feuerwehrleute anzustellen, deren Tätigkeit hauptsächlich darin besteht, den Unterhalt und die Wartung sowie die Vorbereitung und die administrative Nachbereitung sicherzustellen und sich erst in zweiter Linie als freiwillige Feuerwehrleute an Einsätzen beteiligen.

2. KAPITEL 2

Behörden

2.1 Staatsrat

Art. 4 Staatsrat

Dieser Artikel definiert die Aufgaben und Befugnisse des Staatsrats.

Der Vorentwurf sah vor, dass der Staatsrat abschliessend über Streitigkeiten zwischen den Partnern der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen entscheidet. In der Vernehmlassung wurde mehrfach kritisiert, dass der Staatsrat so gleichzeitig Richter und Partei wäre und damit eine Doppelrolle einnehmen würde. Neu wird ausgeführt, dass der Staatsrat mit Verfügung über Streitigkeiten zwischen der kantonalen Kommission für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen (BBHK), den Gemeindeverbänden, den Gemeinden und der KGV entscheidet (Art. 4 Abs. 2 Bst. e). Ausserdem wurde eine Bestimmung zum Rechtsweg hinzugefügt (Art. 41), um die Möglichkeiten zur Anfechtung der Entscheide aufzuzeigen.

2.2 Direktionen

Art. 5 Direktionen

Die mit der Sicherheit betraute Direktion ist für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen zuständig, während die mit dem Umweltschutz und dem Unterhalt der Kantonsstrassen betraute Direktion für die Prävention und für den Kampf gegen die Verschmutzung der Umwelt u. a. mit chemischen oder radioaktiven Stoffen und für die Ölwehr auf den Strassen (Einsatz ohne Verschmutzung) zuständig ist.

2.3 Kantonale Kommission für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen

Art. 6–9 Kantonale Kommission für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen

Die BBHK ist als neue Einheit für die Umsetzung der Freiburger Feuerwehrorganisation zuständig. Der Gesetzesentwurf legt die Grundsätze für die Zusammensetzung der neuen Behörde fest, die der Sicherheits- und Justizdirektion angegliedert ist. In der Vernehmlassung äusserten einige

Stellen den Wunsch, die Zahl der Sitze, welche die KGV in der BBHK einnimmt, zu reduzieren. Gleichzeitig sprachen sich andere Stellen für zusätzliche Vertreterinnen und Vertreter aus. Da diese Frage für die betroffenen Institutionen von grosser Bedeutung ist, wurden die Grundsätze für die Zusammensetzung der BBHK in den Gesetzesentwurf aufgenommen (Art. 7). Dabei wurde darauf geachtet, eine allzu umfangreiche und schwer zu führende Zusammensetzung zu vermeiden. Der Reglementsentwurf führt aus, dass der BBHK mindestens eine Vertreterin oder ein Vertreter des Freiburger Gemeindeverbands, eine Vertretung der Gemeindeverbände, eine Vertretung der Kantonalen Gebäudeversicherung (KGV) sowie die kantonale Feuerwehrinspektorin oder der kantonale Feuerwehrinspektor angehören müssen.

Die BBHK erlässt keine Verfügungen im Sinne des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege, sondern fällt operative Entscheide. Bei rechtsetzenden Erlassen besteht zudem grundsätzlich ein abstraktes Beschwerderecht beim Bundesgericht. Für Streitigkeiten, die sich mit einem Entscheid regeln lassen, ist hingegen gemäss Artikel 4 Abs. 2 Bst. e des Gesetzesentwurfs der Staatsrat zuständig.

Artikel 9 definiert die Kompetenzen der BBHK. Sie ist insbesondere dafür zuständig, die Aufgaben der Feuerwehr näher auszuführen und ihre Kategorie gemäss den Artikeln 16–19 des Gesetzesentwurfs festzulegen. Sie erhält auch die Kompetenz, dem Staatsrat Reglemente für den institutionellen Aspekt von Brandbekämpfung und Hilfeleistungen vorzuschlagen. Der operative Aspekt dieses Bereichs bleibt der KGV vorbehalten (z. B. technische Vorgaben und Richtlinien zu Ausbildung, Material oder Einsätzen). Die Richtlinien werden direkt von der BBHK erlassen.

Sie bestimmt auch die Regeln für die Aufteilung der Kosten, die durch die Zuteilung der kantonalen Aufgaben entstehen. Dies umfasst beispielsweise die Betriebskosten der Feuerwehrlokale je nach Raum, den die kantonale Aufgabe einnimmt, oder auch die Ausbildung und die Erneuerung des Materials, die für diese besondere Aufgabe erforderlich sind.

Des Weiteren hat die BBHK bei der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen für die Kostenkontrolle zu sorgen. Damit die Kontrolle durchführbar ist, kann die BBHK einheitliche Buchführungsregeln vorschreiben. So können die Unterschiede, die bei der Erarbeitung der vorliegenden Gesetzgebung in der Finanzanalyse festgestellt wurden, korrigiert und eine bessere Lesbarkeit der Buchführungsdaten und der darauf basierenden Analysen erreicht werden.

2.4 Kantonale Gebäudeversicherung

Art. 10 Kantonale Gebäudeversicherung

In diesem Artikel werden die Rolle und die Zuständigkeiten der KGV definiert, wobei letztere im Reglementsentwurf und im KGVR weiter ausgeführt werden.

Die Kompetenzen der KGV verändern sich verglichen mit der heutigen Situation kaum und betreffen hauptsächlich die operativen Aspekte der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen. So bleibt die KGV Vertreterin des Kantons bei interkantonalen und eidgenössischen Instanzen und Ansprechpartnerin für die Partner der Rettungskette. Ausserdem veranlasst sie die Organisation und den Betrieb der Einsatz- und Alarmzentrale 118. Die KGV kann jedoch Dritte mit der tatsächlichen Erfüllung dieser Aufgabe unter ihrer Verantwortung beauftragen.

Die Aspekte der internen Organisation der KGV sind in der entsprechenden Spezialgesetzgebung geregelt (KGVG und KGVR). Die KGV stützt sich bei der Erfüllung ihrer Aufgaben auf das Kompetenzzentrum für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen, auf die kantonale Feuerwehrkommission und auf den kantonalen Feuerwehrstab. Die Kompetenzen des Feuerwehrstabs werden in Artikel 62 KGVR ausgeführt. Er ist das Ausführungsorgan der KGV im Bereich Bevölkerungsschutz. Als solches hat er namentlich die Aufgabe, sich für Katastrophen und Grossereignisse bereit zu halten und gegebenenfalls die nötigen Massnahmen zu treffen. Ausserdem muss er bei grossen oder komplizierten Schadenfällen die Koordination gewährleisten und über den Einsatz besonderer Mittel oder interkantonaler Hilfe entscheiden.

Die kantonale Feuerwehrkommission ist die operative Referenzstelle für die Bataillone. Sie hat namentlich die Aufgabe, der KGV die operativen Konzepte vorzuschlagen und die operativen Anforderungen sowie die damit verbundenen Bedürfnisse an Material, Mitteln und Ausbildung zu ermitteln. In allgemeiner Hinsicht sorgt sie unter den verschiedenen operativen Akteuren für Kohärenz (z. B. Koordination der kantonalen mit der regionalen Ausbildung). Neben den Mitgliedern der KGV gehören der kantonalen Feuerwehrkommission und ihren Fachkommissionen hauptsächlich Vertreterinnen und Vertreter der Bataillone an. Sie sind eine eigentliche Instanz für Vorschläge an die KGV.

2.5 Oberamt männerkonferenz

Art. 11 Oberamt männerkonferenz

Obwohl die Oberamt männerkonferenz informell bereits seit vielen Jahren existiert, wurde sie erst im Dezember 2017 in das Gesetz über die Oberamt männer aufgenommen (Inkrafttreten am 1. Januar 2018). Sie spielt bei allen kantonalen Projekten, die eine Zusammenarbeit oder Absprache mit den Oberamt personen erfordern, eine zentrale Rolle. Aufgrund dieser Tatsache erteilt ihr Artikel 11 des Gesetzesentwurfs bestimmte Aufgaben in Zusammenhang mit der institutionellen Einteilung des Freiburger Kantonsgebiets.

2.6 Oberamt personen

Art. 12 Oberamt personen

Diese Bestimmung erinnert an die Rolle der Oberamt person als Aufsichtsbehörde über die Gemeinden und die Gemeindeverbände, die im Gesetz über die Gemeinden (GG) und im Gesetz über die Oberamt männer vorgesehen ist. Hat eine Oberamt person in einem Gemeindeverband eine Funktion inne, so wird die Aufsicht über den betreffenden Verband gemäss Artikel 146 Abs. 4 GG von einer anderen, vom Staatsrat bezeichneten Oberamt person ausgeübt.

Gemäss dem Gesetz über die Oberamt männer sind diese in ihrem Bezirk für die öffentliche Ordnung verantwortlich. Überdies sind gemäss Artikel 27 KGVR die Gemeinden und in zweiter Linie die Oberamt personen für die Gebäudesicherheit zuständig. Sie können dafür Polizeimassnahmen anordnen (Art. 170 RPBG).

Der Gesetzesentwurf erinnert daran, dass die Oberamt person im Schadenfall die zuständige Behörde ist. Diese Aufgabe wurde den Oberamt personen bereits mit dem Gesetz über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (Art. 22 Abs. 1 Bst. b KGVG) übertragen.

2.7 Gemeinden

Art. 13 Gemeinden

In Absatz 1 dieses Artikels werden die Aufgaben der Gemeinden definiert. Diese sind unter anderem dafür verantwortlich, dass zivile Opfer von Schadenfällen kostenlose Nothilfe erhalten. Diese Aufgabe ist eine Erinnerung an Artikel 9 des Gesetzes über den Bevölkerungsschutz (BevSG) über die Hilfe an Opfer von Katastrophen, mit dem die Bestimmung von Artikel 36 Abs. 2 der Verfassung des Kantons Freiburg konkretisiert wird.

Die Rekrutierung der Feuerwehrleute ist Aufgabe der Gemeinden. In diesem Zusammenhang betonen die Feuerwehrkorps, dass sie zunehmend Schwierigkeiten haben, genügend Freiwillige zu finden. Die Gemeinden werden bei der Lösung dieses Problems von der KGV unterstützt. Die Unterstützung erfolgt unter anderem in Form von Kampagnen für die Rekrutierung von Feuerwehrleuten. Die KGV organisiert diese Kampagnen gemeinsam mit den Gebäudeversicherungen anderer Westschweizer Kantone.

In der Vernehmlassung haben einige Stellen vorgeschlagen, für die Feuerwehr ein EO-System einzurichten. Die Schaffung einer solchen Versicherung erfordert jedoch eine erhebliche Koordination mit dem Bund und die Einführung eines komplexen Beitragssystems. Bis jetzt hat dies noch kein Kanton getan. Momentan scheint die Einführung eines solchen Systems im Kanton Freiburg illusorisch, weshalb die Idee nicht in den Gesetzesentwurf aufgenommen wurde.

Absatz 2 hält fest, dass sich die Gemeinden zu Gemeindeverbänden im Sinne von Artikel 109 GG zusammenschliessen. Das Beispiel des 2011 gegründeten Feuerwehrverbands der Region Murten zeigt die Vorteile einer solchen Organisation. Die verschiedenen Überlegungen im Rahmen der Arbeiten zum Vorentwurf zeigten auch, dass die Zusammenschlüsse für die Kostenaufteilung aus einer grossen Anzahl Gemeinden mit genügend Einwohnerinnen und Einwohnern bestehen müssen. Die institutionelle Form der Gemeindeübereinkunft im Sinne von Artikel 108 GG ist für den Zusammenschluss vieler Gemeinden und die allfällige Festanstellung von Personal nicht geeignet.

Bei manchen, grösseren Projekten zum Zusammenschluss von Gemeinden (namentlich für den Greyerzbezirk und Grossfreiburg) stellt sich die Frage nach der Zweckmässigkeit eines Gemeindeverbands. Die kantonale Gesetzgebung sollte jedoch darauf abzielen, die Steuerungsgrundsätze nach heutigem Wissensstand und aktueller Organisation der Gemeinden für den ganzen Kanton zu regeln.

2.8 Gemeindeverbände

Art. 14 Gemeindeverbände

Gemäss dem neuen Organisationskonzept wird der Gemeindeverband zur anerkannten Institutionsform für die Organisation und Umsetzung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen auf seinem Gebiet. Dieser Artikel legt die ihm übertragenen Aufgaben fest. Sie werden im Reglementsentswurf weiter ausgeführt.

Da Brandbekämpfung und Hilfeleistungen zu den Gemeindeaufgaben gehören, sind die Gemeindeverbände für ihre Organisation und für die Umsetzung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen auf dem von ihrem Bataillon abgedeckten Gebiet zuständig.

Gemäss dem Reglementsentswurf können die Gemeindeverbände eine Konferenz einberufen, namentlich um Entscheidungen im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen (insbesondere solche der BBHK und der KGV) zu kommunizieren und zu diskutieren.

3. KAPITEL Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen

3.1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 15 Gefahren in der Zuständigkeit der Feuerwehr

Entsprechend der Vorgehensweise, die das StKOM in seinem Zwischenbericht vom 22. Mai 2018 vorgeschlagen hat, wird in Absatz 1 zuerst festgelegt, für welche Gefahren die Feuerwehr zuständig ist, d.h. hauptsächlich die Gefahren von Bränden und Elementarschäden. Der Reglementsentswurf

führt die übrigen Gefahren wie Umwelteinwirkungen sowie atomare, biologische und chemische Gefährdungen auf.

Absatz 2 legt fest, dass die KGV aufgrund dieser Gefahrenliste eine Risikoanalyse für den Kanton Freiburg vornimmt. Der Reglementsentswurf führt aus, dass bei der Risikoanalyse zahlreiche Faktoren wie Bevölkerungs- und Beschäftigten-dichte, Naturgefahren und das Vorliegen besonderer Risiken (namentlich Betriebe, die der Störfallverordnung unterliegen, Spitäler, Pflegeheime und Schulen) berücksichtigt werden. Diese Kriterien werden in einem den ganzen Kanton überziehenden Schachbrettmuster mit 1 km²-grossen Feldern gewichtet und zusammengefasst (s. Anhang II).

Der Begriff «Gefahr» bezeichnet jedes Phänomen mit menschlicher oder natürlicher Ursache, das zu einem konkreten Risiko werden kann und das Eingreifen der Feuerwehr erfordert. Der Begriff «Risiko» bezeichnet die Wahrscheinlichkeit, dass eine Gefahr konkret wird, und die Konsequenzen dieser Konkretisierung.

Art. 16–19 Aufgaben der Feuerwehr

Die Aufgaben der Feuerwehr sind seit Inkrafttreten des FPolG deutlich vielfältiger geworden. Zusätzlich zu den traditionellen Einsatzaufgaben bei Bränden und Elementarschäden wurden der Feuerwehr im Lauf der Jahre weitere Aufgaben zugeteilt wie z.B. die Rettung von Personen mit Spezialgeräten oder Einsätze auf den Nationalstrassen. Dazu kommen unzählige gemeinnützige Dienste wie Verkehrsdienst, Parkeinweisung bei Veranstaltungen oder die Rettung von Tieren. Um die Aufgaben der Feuerwehr zu bündeln und zu klären, schlägt der Gesetzesentwurf vor, sie in drei Kategorien zu unterteilen: in Kernaufgabe, subsidiäre Aufgaben und freiwillige Aufgaben. Gemäss Artikel 9 des Gesetzesentwurfs ist die BBHK dafür zuständig, die Aufgaben der Feuerwehr festzulegen und sie den genannten Kategorien zuzuordnen.

In Artikel 17 Absatz 1 des Gesetzesentwurfs werden die Kernaufgaben der Feuerwehr festgelegt, d.h. Hilfeleistungsaufgaben bei Schäden, die durch Brände oder Naturgefahren verursacht werden, und bei anderen Ereignissen mit Notfallcharakter. Der Begriff «andere Ereignisse mit Notfallcharakter» umfasst namentlich Strassenrettungsaufgaben und Einsätze bei Einstürzen. Absatz 2 legt fest, welche Aufgaben die Feuerwehr bei ihren Einsätzen zu erfüllen hat.

Die subsidiären Aufgaben der Feuerwehr werden in Artikel 18 geregelt. Es handelt sich um Einsätze zur Unterstützung bei einem Notstand oder in einer Notlage, die nicht zu ihren Kernaufgaben gehören. Bei diesen Einsätzen nimmt die Feuerwehr eine unterstützende Rolle ein, sei dies für eine Person, einen Dienst oder ein Gemeinwesen. Zu dieser Aufgabenkategorie gehören Hilfe beim Tragen oder Unterstützung bei der Gewährleistung der Verkehrssicherheit.

Bei den letztgenannten Einsätzen gilt es, zwischen Einsätzen zum Schutz der Umwelt und solchen in Zusammenhang mit der Verkehrssicherheit zu unterscheiden. Erstere sind Kernaufgaben der Feuerwehr, während Letztere zu ihren subsidiären Aufgaben gehören. Die Verkehrssicherheit und die Verschmutzung durch Kohlenwasserstoffe aus dem Strassenverkehr gehören nicht zu den Gefahren, für welche die Feuerwehr zuständig ist. Um eine unnötige Mobilisierung der Feuerwehr zu verhindern, sind mehrere Massnahmen geplant, mit denen die Notwendigkeit eines Feuerwehreinsatzes geklärt werden soll: Prüfung des Notfallcharakters und der Verschmutzungsgefahr durch die Zentrale 118; Schulung zu Risikoanalyse und Ölwehr für Polizei und Bauämter der Gemeinden; Möglichkeit, Einsatz an Privatunternehmen zu delegieren; gezielter Einsatz der Feuerwehr zur Verhinderung von Verschmutzungen.

Artikel 19 schliesslich behandelt die freiwilligen Aufgaben. Diese Aufgaben, wie z.B. die Parkeinweisung bei lokalen Veranstaltungen, haben keinen Notfallcharakter und fallen grundsätzlich nicht in den Zuständigkeitsbereich der Feuerwehr. Es handelt sich um Aufgaben, welche die Feuerwehr im Einverständnis mit ihrem Gemeindeverband übernimmt.

Art. 20 Leistungsziele

Die Leistungsziele waren bisher im Bericht FriFire festgelegt, der sich auf das Konzept «Feuerwehr 2015» der FKS bezog. Es war wie folgt definiert:

«Die Feuerwehren müssen so organisiert, ausgebildet und ausgerüstet sein, dass sie im Schadenfall jederzeit einen raschen und wirksamen Einsatz leisten können. Insbesondere müssen sie innert fünfzehn Minuten nach Empfang des Alarms auf dem Schadenplatz einen ersten Einsatz leisten können, mit mindestens acht Feuerwehrangehörigen, von denen einer Offizier ist und vier Atemschutzgeräteträger sind. Vorbehalten bleiben die Fälle, in denen es bei einem Einsatz wegen einer grossen Entfernung des Schadenplatzes oder aus anderen besonderen Umständen nicht möglich ist, diese Frist einzuhalten.»

In Zukunft werden die Leistungsziele abhängig von der Dringlichkeit der Aufgabe festgelegt. Die BBHK wird also festlegen müssen, welche Aufgabe mit welchem Zeitziel zu erledigen ist, damit einerseits die Miliz-Feuerwehrlaute nicht unnötig unter Druck gesetzt werden und andererseits bestimmte Mittel so geografisch optimal verteilt werden, dass das gesamte Kantonsgebiet bestmöglich abgedeckt ist.

Der Reglementsentwurf erläutert, dass die Leistungsziele den Behörden nur als Indikatoren für die Effizienz des Dispositivs dienen sollen. Es handelt sich also nicht um Mindeststandards für die Sicherheit der Bürgerinnen und Bürger, sodass sich aus einer allfälligen Nicht-Erfüllung der Ziele keine Forderung ableiten lässt.

Art. 21 Risikodeckung

Nach der Ermittlung der Feuerwehraufgaben und der Festlegung ihrer Leistungsziele gilt es, die Risikodeckung auf die verschiedenen Ausrückstandorte der Feuerwehr zu verteilen. Dieser Vorgang wird in Artikel 21 des Gesetzesentwurfs geregelt.

Der Reglementsentwurf beschreibt die Einzelheiten und erläutert, dass die grössten Risiken als Erstes gedeckt werden. Anschliessend folgen in absteigender Reihenfolge die nächsten Risiken. Ab einer bestimmten Risikostufe gelten die Leistungsziele schliesslich nicht mehr. Dabei handelt es sich namentlich um Bergzonen sowie abgelegene und schwer zugängliche Orte. Bei den grössten Risiken wird verlangt, dass rasch ein zweiter Ausrückstandort eingesetzt werden kann, um eine doppelte Risikodeckung sicherzustellen.

Der Reglementsentwurf behandelt auch den Sonderfall der Grenzgebiete. Dort dürfen bei der Aufteilung der Risikodeckung auch die Feuerwehrdispositive anderer Kantone berücksichtigt werden. Ebenso kann sich das Feuerwehrdispositiv des Kantons Freiburg an der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen der Grenzgebiete anderer Kantone beteiligen.

Bei der Erarbeitung des Gesetzesentwurfs wurde eine erste Karte erstellt, auf der die Risikodeckung konkret dargestellt ist (s. Anhang III). Die Aufteilung bezieht auch Bestehendes mit ein. So wurden die Kasernen und die kommunalen Feuerwehrlokale geortet und entsprechend ihrer Kapazität für die Aufnahme von Material, Geräten und Personen klassiert.

3.2 Politische und administrative Steuerung

Art. 22 Institutionelle Einteilung

Dieser Artikel beschreibt die Einteilung des Kantonsgebiets in Perimeter oder, in anderen Worten, den Zusammenschluss der Gemeinden in Gemeindeverbänden. Bei dieser institutionellen Einteilung werden mehrere Faktoren wie die Einsatzkarte (Art. 25) und die Kostenverteilung (Art. 32 ff.) berücksichtigt. Gemäss Reglementsentwurf müssen zudem alle Gemeinden auf Freiburger Gebiet einbezogen werden, damit keine Gemeinde oder Gemeindegruppierung ausgeschlossen wird.

Ausserdem muss der Perimeter eines Gemeindeverbands mindestens 30 000 Einwohnerinnen und Einwohner umfassen, damit seine Anteile an Bevölkerung, Risiken und Territorium für eine ausgewogene Verteilung der Kosten und Ressourcen ausreichen. Mit einem kleineren Bevölkerungsanteil könnte die neue Feuerwehrorganisation nicht umgesetzt werden und das System der Kostenzusammenlegung wäre wirkungslos. Aus diesem Grund ist eine Mindestbevölkerungszahl vorzusehen, die für Skaleneffekte ausreicht und die Anstellung von eingeteilten Feuerwehrlaute als technische und/oder administrative Mitarbeitende erlaubt.

Die Erfahrung zeigt, dass es für die «kleinen» Feuerwehrstützpunkte schwierig ist, Ressourcen und Kompetenzen zu finanzieren und zu akquirieren, ohne dabei auf Teilleistungen zurückgreifen zu müssen. Aufgrund der Grösse der Gemeindeverbände werden in Zukunft selbst die kleinen Gemeindeverbände eingeteilte Feuerwehrleute als ständige Mitarbeitende einstellen können. Mit diesen Mitarbeitenden lässt sich zudem teilweise das Problem der verminderten Einsatzkapazität während des Tages lösen.

An der institutionellen Einteilung sind verschiedene Behörden beteiligt. Nach Anhörung der Gemeinden macht die Oberamtmännerkonferenz der BBHK einen Vorschlag (Art. 11). Diese beschliesst die institutionelle Einteilung (Art. 9) und lässt sie vom Staatsrat genehmigen (Art. 4). Den Gemeinden und Oberamtspersonen wird empfohlen, den Bevölkerungsanteil von 30 000 Einwohnerinnen und Einwohnern bei diesen Gesprächen als strikte Untergrenze und nicht als Zielwert anzusehen. Aufgrund der neuen Feuerwehrorganisation werden Gemeindeverbände mit einem grossen Bevölkerungsanteil sowohl auf operativer wie auf finanzieller Ebene effizienter sein.

Art. 23 Organisation der Gemeindeverbände

Artikel 23 des Gesetzesentwurfs erläutert die Rolle der Gemeindeverbände bei der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen. Die interne Organisation der Gemeindeverbände bleibt ihnen überlassen. Sie ist gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeinden in den Statuten zu regeln.

Im Reglementsentwurf werden einige besondere Fälle geklärt, namentlich die Mitgliedschaft einer Gemeinde in mehreren Gemeindeverbänden und die Beteiligung von Grenzgemeinden des Kantons Freiburg oder anderer Kantone.

3.3. Gebietsmässige Organisation

Art. 24 Gebietsmässige Organisation

Dieser Artikel legt in Absatz 1 die gebietsmässige Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen fest, d. h. die Einteilung des Freiburger Kantonsgebiets in die Einsatzperimeter der Ausrückstandorte. Absatz 2 sieht vor, dass das Kantonsgebiet für die Zuteilung von besonderen Aufgaben und Mitteln (z. B. Chemiewehr oder Reserven von besonderem Material) gleichzeitig in Einsatzzonen unterteilt ist.

Art. 25 Einsatzkarte

Absatz 25 des Gesetzesentwurfs bedarf keines besonderen Kommentars. Er nennt die Kriterien, die bei der Erstellung der Einsatzkarte berücksichtigt werden.

3.4. Einsatzorganisation

Art. 26 Einsatzorganisation der Feuerwehr

Dieser Artikel definiert die operative Organisationsstruktur der Feuerwehr. Diese basiert auf einer Struktur von Bataillonen, die in Kompanien unterteilt sind, die wiederum aus einem oder mehreren Ausrückstandorten bestehen. Die Kompanien können zusätzlich Sektionen oder Gruppen bilden, die für ihre Tätigkeit erforderlich sind.

Der Reglementsentwurf stellt klar, dass der Perimeter jedes Gemeindeverbands (politische Ebene der Feuerwehrorganisation) aus einem Bataillon (operative Ebene) besteht. Der Entwurf erläutert ausserdem die Rolle und Zusammensetzung der operativen Einheiten. Dazu gehören der kantonale Stab, die Bataillone und ihre Stäbe, die Kompanien und ihre Kommandantinnen und Kommandanten sowie die Ausrückstandorte.

Art. 27 Einsatz- und Alarmzentrale der Feuerwehr

Bisher verfügte die Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen über eine Alarmzentrale 118, die den Auftrag hatte, die Feuerwehr der (inter)kommunalen Organisation, zu welcher der Schadenplatz gehört, zu alarmieren. Die von der Kantonspolizei betriebene Zentrale leistete anschliessend keinerlei Unterstützung bei der Leitung oder beim Einsatz. Gemäss Artikel 27 des Gesetzesentwurfs und damit der Grundsatz der «schnellstmöglichen angemessenen Hilfe» (s. Ziff. 3.1) garantiert ist, muss eine Einsatz- und Alarmzentrale der Feuerwehr geschaffen werden. Diese «Zentrale 118» wird auch als Einsatzzentrale dienen, damit die Mobilisierung dem Bedarf und den verfügbaren Mitteln entsprechend erfolgt. Für die Einrichtung der Zentrale ist die KGV zuständig. Diese hat unter anderem die Kompetenz, Richtlinien für diesen Bereich zu erlassen. Zudem steht es der KGV frei, die nötigen Vereinbarungen für die Gewährleistung des eigentlichen Betriebs abzuschliessen, namentlich mit anderen Partnern der Rettungskette (z. B. Polizei und Ambulanz). Zu gegebener Zeit wäre es ideal, eine Einsatz- und Alarmzentrale für alle Blaulichtorganisationen des Kantons zu schaffen («Blaulichtzentrale»).

Die Kosten des Mobilisierungssystems wurden bisher hälftig zwischen der KGV und den Gemeinden aufgeteilt. Gemäss Gesetzesentwurf gehen die Kosten für die reine Mobilisierung der Feuerwehr weiterhin zu Lasten der Gemeindeverbände. Denn Pager, Mobiltelefone und Telefonabonnemente gehören zur persönlichen Ausrüstung der Feuerwehrleute (Art. 34 Abs. 1 Bst. c). Die übrigen allgemeinen Kosten der Zentrale werden hingegen von der KGV übernommen (Art. 33 Abs. 1 Bst. d).

Da all diese Kosten zuerst von der KGV bezahlt werden, kann diese den Gemeindeverbänden für die Mobilisierungskosten eine Pauschalbeteiligung pro Feuerwehrmann oder Feuerwehrfrau verrechnen. Wenn es das Gesamtbudget zulässt,

kann die KGV ganz oder teilweise darauf verzichten, diese Beteiligung in Rechnung zu stellen.

Der Reglementsentwurf führt verschiedene Bestimmungen zu den Einsätzen der Feuerwehr ein, insbesondere die Pflichten, die sie zu erfüllen haben. Die Gemeindeverbände können für die Feuerwehrleute ihres Perimeters weitere Pflichten vorsehen.

Im Reglementsentwurf werden zudem einige Einsatzregeln definiert. So werden Einsätze für Kernaufgaben und subsidiäre Aufgaben von einer Einsatzleiterin oder einem Einsatzleiter geleitet, während Einsätze für freiwillige Aufgaben unter der Leitung einer Detachementsleiterin oder eines Detachementsleiters stehen. Die Aufgabe der Einsatzleiterin oder des Einsatzleiters besteht namentlich darin, den Einsatz zu leiten, Sofortmassnahmen zu ergreifen und das Ende des Einsatzes zu bestimmen, d. h. den Moment, ab dem das Schadenereignis unter Kontrolle ist und die noch erforderliche Überwachung zur Wiederherstellungsphase gehört und nicht mehr Kernaufgabe der Feuerwehr ist. Bei der Detachementsleiterin bzw. beim Detachementsleiter handelt es sich um jenes Mitglied der Feuerwehr, unter dessen Leitung die anderen Feuerwehrleute im Einsatz stehen, und zwar aufgrund der Kompetenzen und nicht des Grades. Da die freiwilligen Aufgaben keinen Notfallcharakter aufweisen (z. B. gemeinnützige Dienste), sind für diese Einsätze nicht die Kompetenzen einer Einsatzleiterin oder eines Einsatzleiters erforderlich.

Art. 28 Requisition ziviler Personen und Sachen

Dieser Artikel bedarf keines besonderen Kommentars. Er regelt die Möglichkeit, auf die Hilfe von Zivilpersonen und die Bereitstellung von Räumlichkeiten und anderer beim Einsatz benötigter Mittel zurückzugreifen.

Art. 29 Dienstpflicht

Die geltende Gesetzgebung sieht vor, dass die Gemeinden die in ihrem Gebiet ansässigen Frauen und Männer, die das 20. Altersjahr vollendet haben und noch nicht 52 Jahre alt sind, zum Feuerwehrdienst verpflichten können. Im Bedarfsfall können die Altersgrenzen auf 18 bzw. 60 Jahre festgesetzt werden.

Im Vorentwurf des Gesetzes wurden zwei Varianten vorgeschlagen. Die erste Variante sah die Abschaffung der Dienstpflicht vor. Anderslautende vertragliche Bestimmungen sollten jedoch vorbehalten bleiben. Dies hätte insbesondere das Bataillonpersonal und die Gemeindeangestellten, die durch ihren Vertrag zum Feuerwehrdienst verpflichtet sind, betroffen.

In der zweiten Variante wurde das aktuelle System mit einer Anpassung der Altersgrenzen an die heutige Gesellschaft übernommen. Einerseits ergibt es keinen Sinn mehr, die untere Altersgrenze auf das vollendete 20. Altersjahr festzusetzen, wo die Volljährigkeit doch mit 18 Jahren erreicht wird. Andererseits ist die obere Altersgrenze auf 40 bzw. im

Bedarfsfall (z. B. bei Bestandsproblemen) auf 50 Jahre zu begrenzen, um den körperlichen Anforderungen von Feuerwehreinsätzen und der Dauer der erforderlichen Ausbildung Rechnung zu tragen.

In der Vernehmlassung wurde die zweite Variante fast einstimmig bevorzugt. Es wurde demnach diese Variante gewählt. Die Altersgrenze gilt nur für die Dienstpflicht und damit auch für die Erhebung der Ersatzabgabe. Für die Ausübung der Feuerwehrtätigkeit wird im Gesetz hingegen keine Altersgrenze festgelegt.

Art. 30 Feuerwehr-Ersatzabgabe

Dieser Artikel steht in Zusammenhang mit Artikel 29 des Gesetzesentwurfs, denn er sieht die Möglichkeit vor, dienstpflichtige Personen, die in keinem Feuerwehr-Bataillon eingeteilt sind, zur Entrichtung einer Ersatzabgabe zu verpflichten. Diese Abgabe ist möglich, weil die Dienstpflicht nicht aufgehoben wurde (s. Kap. 5.1, Art. 29).

Die Feuerwehr-Ersatzabgabe ist eine Gebühr im Sinne von Art. 121 Abs. 2 GG. Im Gegensatz zu den anderen öffentlichen Abgaben, die in diesem Artikel genannt werden (Steuern), kann eine solche Abgabe von den Gemeindeverbänden erhoben werden. Diese können die Aufgabe wiederum an ihre Mitgliedergemeinden delegieren. Die Einzelheiten der Ersatzabgabe (Bemessungsgrundlage, Höhe der Abgabe, befreite Personen, Abstimmung mit Gemeindereglementen) werden von den Gemeindeverbänden in deren Statuten festgelegt. Die KGV kann in diesem Zusammenhang Statuten-Vorlagen mit einer Liste möglicher Steuerbefreiungen vorschlagen kann. Den Gemeindeverbänden steht es anschliessend frei, diese zu übernehmen oder anzupassen.

Im Übrigen wurde im Vorentwurf des Gesetzes auf das Gesetz über die Gemeindesteuern verwiesen. Da jedoch Artikel 21 GStG aufgehoben wurde (s. Kap. 4.1) und die Gemeindeverbände befugt sind, die Ersatzabgabe zu erheben, ist dieser Verweis nun obsolet.

Art. 31 Spezialmassnahmen für Risikobetriebe

Hier wurde Artikel 65 KGVG übernommen.

KAPITEL 4 **Finanzierung**

4.1 *Finanzierung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen*

Art. 32 Grundsätze

Dieser Artikel soll die Geldflüsse im Bereich Brandbekämpfung und Hilfeleistungen mit einer klaren Kostentrennung klären. Die Finanzierung wird in diesem Bereich hauptsächlich von den Gemeindeverbänden und der KGV sichergestellt, wobei der Staat ebenfalls einige Kosten übernimmt. Mit dem

revidierten System wird das finanzielle Gleichgewicht des aktuellen Systems so weit wie möglich beibehalten.

In der Vernehmlassung schlugen einige Stellen vor, dass den Eigentümerinnen und Eigentümern privater Quellen eine Anschlussgebühr und eine jährliche Gebühr für den Unterhalt des Löschwassernetzes verrechnet wird, damit sie sich ebenfalls an dessen Unterhalt beteiligen. Diese Abgaben werden jedoch im Gesetz über das Trinkwasser (SGF 821.32.1) geregelt. Dieses sieht in Artikel 37 vor, dass die Modalitäten der Trinkwasserverteilung und insbesondere die Berechnung und die Erhebung der Anschlussgebühr, der jährlichen Grundgebühr und der Betriebsgebühr in einem allgemeinverbindlichen Gemeindereglement geregelt werden. Dieses wird der zuständigen Direktion zur Genehmigung vorgelegt. Diese Kompetenz liegt also in der Autonomie der Gemeinden. Überdies sehen einige Gemeindereglemente bereits die Zahlung einer Brandbekämpfungsabgabe für Quellen vor.

Art. 33–35

Der Gesetzesentwurf führt in den Artikeln 33–35 im Einzelnen aus, welche Kosten die KGV, die Gemeindeverbände und der Staat Freiburg übernehmen.

Die KGV finanziert unter anderem die Beschaffung der Einsatzmittel, welche die Ausrückstandorte für ihre Aufgaben benötigen, während die Gemeindeverbände die Mittel finanzieren, die an den Betrieb der Ausrückstandorte gebunden sind (z. B. HR-Kosten).

Die KGV trägt die Kosten für die Beschaffung der **Feuerwehrfahrzeuge** und **-geräte** sowie jene für die Beschaffung des **Einsatzmaterials**, d. h. das Material, mit dem die Fahrzeuge und Geräte ausgerüstet sind. Die Kosten für die Benützung und den Unterhalt des Einsatzmaterials, die auch die Ersatzkosten umfassen, werden dann von den Gemeindeverbänden getragen.

Der Begriff «Grossunterhalt» (Art. 33 Abs. 1 Bst. a) bezeichnet den gewichtigeren Teil des Unterhalts von Fahrzeugen und Geräten (z. B. Versicherungen, Steuern, Expertisen, Wartung und Reparationen des Fahrgestells und von fahrzeugspezifischen technischen Teilen). Die Kosten für den laufenden Unterhalt der Fahrzeuge (z. B. gewöhnliche Reparaturen, Reinigung, Verschleissteile, Pneus, Ölwechsel, Hydraulikflüssigkeiten und Franchise bei Unfällen) werden von den Gemeindeverbänden übernommen.

Konkret werden die Fahrzeuge von der KGV beschafft und anschliessend an die Bataillone ausgeliefert, wobei sie bereits mit Einsatzmaterial ausgerüstet und einheitlich eingerichtet sind. Gemäss Reglementsentwurf kann die KGV den Bataillonen anschliessend einen Betrag für die Deckung des Grossunterhalts der Fahrzeuge oder für einen teilweisen Ersatz des Einsatzmaterials überweisen. Dieser Betrag richtet sich nach den Aufgaben, welche die Ausrückstandorte erfül-

len und ist so berechnet, dass er die durchschnittlichen Kosten eines Fahrzeugs über seine gesamte Lebensdauer deckt. Mit diesem Finanzierungssystem kann den Bataillonen beim Management dieser Kosten grosse Autonomie gewährt werden. Es eröffnet zudem ein Sparpotenzial und die Möglichkeit, die erforderlichen Kompetenzen im Bataillon zu behalten. Um dem harmonisierten Rechnungslegungsmodell MCH2 zu entsprechen, wird mit dem Reglementsentwurf eine gesetzliche Grundlage geschaffen, die es den Gemeindeverbänden erlaubt, diesen Spezialfonds ähnlich einem Umlauffonds über mehrere Jahre zu verwenden.

Die Einsatzkosten werden gemäss den Kriterien, die in den Artikeln 38–40 vorgesehen sind, hauptsächlich von den Gemeindeverbänden getragen. Eine Ausnahme bilden die Kosten von Einsätzen auf den Nationalstrassen, die dann von der KGV übernommen werden, wenn sie nicht Dritten verrechnet werden können. Die Kosten von Einsätzen für den Umweltschutz gehen als Kernaufgabe ebenfalls zu Lasten der Gemeindeverbände. Hierzu ist anzumerken, dass in der Praxis die meisten dieser Einsätze dem Störer oder der Störerin in Rechnung gestellt werden können, sodass die Gemeindeverbände jährlich nur einen geringen Betrag für solche Einsätze zu tragen hätten.

Der Staat übernimmt die Kosten für die Arbeit der BBHK, die Kosten, die sich aus dem Gewässergesetz und dem Umweltschutzgesetz ergeben (s. Kap. 4.4), und die Kosten für den Einsatz kantonaler Spezialistinnen und Spezialisten (z. B. Ingenieurinnen/Ingenieure, Chemiker/innen, Tierärztinnen/Tierärzte).

In der Vernehmlassung äusserten mehrere Stellen ihre Besorgnis betreffend die Feuerwehrausbildung. Zudem hatten einige der angehörten Akteure der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen Mühe, die Finanzierung der kantonalen Ausbildung von jener der regionalen Ausbildung zu unterscheiden. Die kantonale Ausbildung umfasst namentlich die von der KGV organisierten Grund- und Spezialkurse. Die regionale Ausbildung beinhaltet vor allem die Übungen in den Bataillonen und allfällige Zusatzausbildungen. Die KGV übernimmt den Grossteil der Kosten der kantonalen Feuerwehrausbildung (Art. 33 Abs. 1 Bst. c; namentlich Ausbildungszentrum und Korps der Instruktorinnen und Instrukturen), während die Kosten für die regionale Ausbildung zu Lasten der Gemeindeverbände gehen (Art. 34 Abs. 1 Bst. b). Zur Erinnerung: Die Gemeindeverbände übernehmen auch die personengebundenen Kosten (Sold, Reisespesen, persönliche Ausrüstung usw.).

Mit Artikel 34 Abs. 2 wird der Grundsatz eingeführt, wonach die Kosten von kantonal zugeteilten Aufgaben aufgeteilt werden. Die Funktionsweise der Kostenaufteilung wird in Artikel 37 des Gesetzesentwurfs ausgeführt. Die Tarifgestaltung für diese Kosten (z. B. Mietkosten der Räumlichkeiten

gemäss belegter Fläche) wird von der BBHK vorgenommen (Art. 9 Abs. 1 Bst. h des Gesetzesentwurfs).

Darüber hinaus können die Gemeindeverbände auch beschliessen, andere Kosten untereinander aufzuteilen. In diesem Fall sind sie selbst für die Organisation und die Verwaltung dieser Aufteilung zuständig.

Art. 36 Beschaffungsgrundsätze

Der Gesetzesentwurf führt für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen mehrere Beschaffungsgrundsätze ein. So ist die KGV dafür verantwortlich, die Anschaffungen für die Gemeindeverbände zu koordinieren und zu zentralisieren, wenn eine Harmonisierung zweckmässig scheint. Mit diesem System sollten die Gemeindeverbände Skaleneffekte erzielen können.

Für das Verfahren zur Beschaffung von Fahrzeugen ist die kantonale Feuerwehrkommission zuständig, die sich dabei auf die Fachkommission Fachtechnik stützt («FAKO-FT»; Art. 59 Abs. 1 Bst. c zusammen mit Art. 60 Abs. 1 Bst. c und Abs. 2 KGVR). Der Fachtechnikkommission gehören eine Technikverantwortliche oder ein Technikverantwortlicher der KGV und die Materialverantwortlichen der Bataillone an. Die Beschaffungsstrategie wird für mehrere (wahrscheinlich fünf) Jahre erstellt. Die Gemeindeverbände und die beteiligten Partner (z. B. das Amt für Umwelt) werden bei der Erarbeitung der Strategie angehört.

Art. 37 Kostenaufteilung

Wie in der Vernehmlassung gewünscht wurde im Gesetzesentwurf ein neuer Artikel eingefügt, mit dem der Verteilschlüssel für die Aufteilung der Kosten unter den Gemeindeverbänden genauer bestimmt wird. Der Verteilschlüssel richtet sich nach zwei Faktoren: nach der zivilrechtlichen Bevölkerung des Gemeindeverbands und nach dem Versicherungswert seiner Gebäude. Der zweite Faktor rechtfertigt sich damit, dass der von der KGV berechnete Versicherungswert die Risiken in Sachen Brandbekämpfung und Hilfeleistungen einbezieht.

Die Verwaltung der Kostenaufteilung wird in Absatz 2 ausgeführt. Konkret werden die Kosten, die den Bataillonen entstehen und für die dieser Grundsatz gilt, jährlich verbucht (wahrscheinlich mit einer gemeinsamen Software) und gemäss dem Verteilschlüssel aufgeteilt. Die Differenz zwischen den von den Bataillonen getragenen Kosten und dem ihnen zugewiesenen Anteil wird ihnen jährlich in Rechnung gestellt bzw. überwiesen. Die KGV übernimmt die Verwaltung der Kostenaufteilung. In Absprache mit dem kantonalen Vorstand des Freiburger Gemeindeverbands hat sich herausgestellt, dass die KGV am besten in der Lage ist, diese Abrechnungen durchzuführen. Dies weil die Zusammensetzung der Einsatzkosten kontrolliert werden muss und weil die KGV über das nötige Fachwissen für diese Aufgabe verfügt.

4.2 *Einsatzkosten*

Art. 38 Kernaufgaben

Mit diesem Artikel wird das Prinzip eingeführt, wonach die Einsatzkosten, für welche die Gemeindeverbände aufkommen, aufgeteilt werden. Heute trägt die Gemeinde, in der das Schadenereignis auftritt, die Einsatzkosten alleine. Diese können bei grösseren Schadenfällen beachtlich sein. Das System der Verrechnung zwischen den betroffenen Gemeinden hat bei diesen ausserdem unnötigen administrativen Aufwand zur Folge. Der Gesetzesentwurf führt echte kantonale Solidarität ein mit dem Vorschlag, die vorgenannten Kosten jährlich auf kantonaler Ebene zusammenzulegen und sie nach dem in Artikel 37 festgelegten Prinzip auf die Gemeindeverbände aufzuteilen.

Art. 39 Subsidiäre und freiwillige Aufgaben

Artikel 39 legt fest, dass die Einsatzkosten bei subsidiären und freiwilligen Aufgaben in erster Linie der Person, der Behörde oder der Organisation auferlegt werden, der die Hilfe der Feuerwehr zugutekommt. Erst in zweiter Linie gehen sie zu Lasten der Gemeindeverbände. Der Nutzniesser der Hilfeleistung entspricht dem Träger des Risikos oder der Gefahr bei einem Einsatz. So kommt beispielsweise ein Einsatz zur Rettung von Tieren deren Eigentümer zugute, der in der Folge die entsprechenden Kosten zu tragen hat. Ein Einsatz für eine Person, die in einem Lift feststeckt, kommt der Eigentümerin oder dem Eigentümer des Lifts zugute, weil er oder sie für den guten Zustands der Sache verantwortlich ist. Die Hilfe beim Tragen kommt den Ambulanzdiensten zugute, da es sich um eine Aufgabe in ihrer Zuständigkeit handelt. Die Unterstützung bei einer Gemeindeveranstaltung schliesslich kommt der Gemeinde zugute, sodass diese die Kosten zu tragen hat.

In der Vernehmlassung wiesen mehrere Stellen darauf hin, dass die Tarifgestaltung für freiwillige Aufgaben den Gemeindeverbänden überlassen werden sollte, damit die Feuerwehr Aufgaben zur Unterstützung lokaler Vereine weiterhin zu einem vorteilhaften Tarif ausführen kann. Zwar ist die BBHK dafür zuständig, einen Tarif für die Einsatzkosten der Feuerwehr zu erlassen, aber die Tarifgestaltung für freiwillige Aufgaben wird von den einzelnen Gemeindeverbänden beschlossen.

Art. 40 Übrige Grundsätze

Dieser Artikel erlaubt es, die Einsatzkosten dem Störer oder der Störerin, d.h. der Person, die den Feuerwehreinsatz verursacht hat, in Rechnung zu stellen. Die darin aufgeführten gelten sowohl für Kernaufgaben, als auch für subsidiäre und freiwillige Aufgaben. Sie erlauben es den Personen, Behörden, Organen und Verbänden, die gemäss den Artikeln 38 und 39 die Einsatzkosten tragen, diese den für den Einsatz verantwortlichen Personen zu verrechnen.

Um eine zu strenge Anwendung des Artikels zu vermeiden, ist ein gewisser Grad an Verantwortlichkeit der Störerin oder des Störers erforderlich. So können bei Elementarschäden nur Störerinnen und Störer verantwortlich gemacht werden, die vorsätzlich oder grobfahrlässig gehandelt haben. Wenn also die Entstehung eines Elementarschadens (Überschwemmung, Steinschlag usw.) darauf zurückzuführen ist, dass eine Bedingung der Baubewilligung nicht erfüllt wurde, werden die Einsatzkosten der Eigentümerin oder dem Eigentümer auferlegt. Dies gilt auch, wenn die Eigentümerin oder der Eigentümer den Schaden durch krassen oder wiederholten mangelhaften Unterhalt verursacht (z. B. verstopfte Gitterroste, die wiederholt zu einer Überschwemmung und zu einem Feuerwehreinsatz führen).

Kosten, die bei der Bekämpfung von Bränden entstehen, werden der Störerin oder dem Störer nur dann auferlegt, wenn die Person den Brand vorsätzlich oder fahrlässig verursacht hat.

Absatz 2 dieses Artikels führt aus, dass die Kosten von Einsätzen in Zusammenhang mit bestimmten Sachen (Fahrzeuge, Schiffe, Luftfahrzeuge oder nicht bei der KGV versicherte Gebäude) deren Eigentümerinnen oder Eigentümern oder deren Inhaberinnen oder Inhabern auferlegt werden, wenn die Störerin oder der Störer unbekannt oder zahlungsunfähig ist.

KAPITEL 5 Rechtsmittel

Art. 41

Auf die Problematik der Rechtsmittel wurde in der Vernehmlassung hingewiesen. Der Staatsrat sollte die Kompetenz erhalten, abschliessend über Streitigkeiten zwischen der BBHK, den Gemeindeverbänden, den Gemeinden und der KGV zu entscheiden. Damit wäre ihm jedoch gleichzeitig eine Richter- und eine Parteirolle eingeräumt worden, was die Governance-Grundsätze verletzt. Ausserdem war für den Fall von Streitigkeiten kein Rechtsmittel vorgesehen.

Aufgrund dieser Bemerkungen wurde Artikel 4 Abs. 2 Bst. e des Gesetzesentwurfs geändert (s. Kap. 5.1, Art. 4). Mit einer zusätzlichen Bestimmung wurde klargestellt, dass Entscheide in Anwendung dieses Gesetzes, einschliesslich der obgenannten Entscheide des Staatsrats, mit Beschwerde anfechtbar sind.

KAPITEL 6 Übergangsregelung für die Umsetzung der Reform der Brandbekämpfung

Art. 42 Provisorische BBHK

Um von Beginn weg eine gute Umsetzung des Gesetzes zu gewährleisten, sind gewisse Vorarbeiten erforderlich. Der Staatsrat muss bei der Festlegung des Datums für das

Inkrafttreten dieses Gesetzes berücksichtigen, wie lange die Durchführung dieser Arbeiten dauern wird.

Damit die neue Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen umgesetzt werden kann, müssen sich die Gemeinden in dieser Vorbereitungsphase zu Gemeindeverbänden zusammenschliessen (Art. 45). Vorher muss der Staatsrat die Mitglieder der provisorischen BBHK ernennen, damit diese die folgenden Arbeiten (in chronologischer Reihenfolge) ausführen kann: Genehmigung der von der KGV durchgeführten Risikoanalysen; Beschluss der Einsatzkarte; Festlegung der Standards für den Feuerwehrpersonalbestand der Ausrückstandorte; Beschluss der institutionellen Einteilung, welche die Oberamt männerkonferenz nach Anhörung der Gemeinden vorschlägt. Erst wenn diese Arbeiten abgeschlossen sind, können sich die Gemeinden zu Gemeindeverbänden zusammenschliessen.

Da die provisorische BBHK eine so wichtige Rolle einnimmt, wird sie im Vergleich zur «definitiven» BBHK vergrössert, damit alle Akteure der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen beteiligt werden können.

Art. 43 Fahrzeuge und Geräte

Betreffend die Übernahme von Feuerwehrfahrzeugen und -geräten wird die KGV zuerst ermitteln, welche Mittel für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen benötigt werden. Anschliessend wird sie diese Mittel gegebenenfalls durch Abkauf und nach den Schuldentilgungsregeln der Gesetzgebung über die Gemeinden, die bis 31. Dezember 2020 angewandt werden, übernehmen. Die KGV wird damit zu deren Eigentümerin. Die Mittel, die nicht benötigt werden, bleiben Eigentum der Gemeinden, die frei darüber verfügen können.

Artikel 43 Abs. 4 des Gesetzesentwurfs erlaubt der KGV, sofort nach der Promulgierung des Gesetzes Feuerwehrfahrzeuge zu beschaffen. So soll die Sicherheit und die Effizienz der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen bis zur Umsetzung der neuen Feuerwehrorganisation sichergestellt werden.

Art. 44 Feuerwehrlokale

Über die Feuerwehrlokale, die nicht in die Einsatzkarte aufgenommen werden, können die Gemeinden frei verfügen, ohne den von der KGV geleisteten Beitrag rückerstatten zu müssen.

Art. 45 Gemeindeverbände

Damit die neue Feuerwehrorganisation umgesetzt werden kann, müssen sich die Gemeinden unverzüglich zu Gemeindeverbänden zusammenschliessen. Der Staatsrat wird darauf achten, das Inkrafttreten des Gesetzes so festzusetzen, dass die verschiedenen betroffenen Organe die nötigen Vorarbeiten ausführen können (s. Kap. 5.1, Art. 42).

Die Oberamtspersonen haben den Auftrag, den Zusammenschluss so rasch wie möglich umzusetzen. Die KGV wird die Oberamtspersonen bei dieser Aufgabe unterstützen. Die Unterstützung wird namentlich in Form einer Bereitstellung von Musterstatuten für die Gemeindeverbände erfolgen. Die ursprünglich im Vorentwurf vorgesehene Frist von zwei Jahren wurde aufgegeben, da die Befugnis, das Datum für das Ende der Übergangsregelung festzulegen, dem Staatsrat übertragen wurde (s. Kap. 5.1, Art. 46).

In der Vernehmlassung wurde eine Frist von fünf Jahren vorgeschlagen. Dies scheint jedoch übertrieben. Da die Vorarbeiten in einigen Regionen weit fortgeschritten sind, und im Hinblick auf die Unterstützung der Oberamtspersonen und der KGV dürfte das neue System schon früher, d. h. in schätzungsweise 18 Monaten, anwendbar sein.

KAPITEL 7

Übergangsrecht

Art. 46 Übergangsregelung für die Umsetzung

Das vorliegende Gesetz wird das System der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen in unserem Kanton grundlegend verändern. Wie oben erwähnt (s. Kap. 5.1, Art. 45), werden die Gemeinden insbesondere verpflichtet sein, für die Erfüllung ihrer Aufgaben Gemeindeverbände zu bilden. Es ist deshalb eine Übergangsphase notwendig, damit das alte System weiter gelten kann, während das neue System eingeführt wird.

Ab dem (vom Staatsrat festgelegten) Inkrafttreten des BBHG und bis zu dem Zeitpunkt, zu dem die Gemeinden in Gemeindeverbänden zusammengeschlossen sind, ist nur die Übergangsregelung für die Umsetzung des Gesetzes anwendbar.

In dieser Phase richten sich die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen weiterhin nach Kapitel 5 KGVG. Die Artikel 1–41 des Gesetzes werden dennoch eine gewisse Tragweite haben, da sie Begriffe wie BBHK, Risikoanalyse, Einsatzkarte oder institutionelle Einteilung definieren. Die Artikel entfalten ihre Wirkung jedoch nur insofern, als sie für die Anwendung der Übergangsregelung des BBHG von Nutzen sind.

Der Staatsrat wird das Datum für das Ende der Übergangsregelung festlegen und sich dabei nach dem Zeitpunkt richten, zu dem die Gemeinden in Gemeindeverbänden zusammengeschlossen sind. Ab diesem Zeitpunkt wird das neue System der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen anwendbar sein.

Art. 47 Subventionierung der Feuerwehrlokale

Das geltende Recht zur Subventionierung von Feuerwehrlokalen bleibt unter gewissen Bedingungen anwendbar. In diesen Fällen gelten die bisherigen Methoden und Bedingungen

weiterhin. Dabei wird kontrolliert, ob der gewählte Standort zweckmässig ist und ob er mit dem Feuerwehrkonzept übereinstimmt.

5.2. Gesetz über die Gemeindesteuern (GStG)

Art. 21 (aufgehoben)

Artikel 21 des Gesetzes über die Gemeindesteuern (GStG) sieht vor, dass die Gemeinden eine jährliche Feuerwehrpflichtersatzabgabe nach Massgabe des Gesetzes über die Feuerpolizei erheben können (Abs. 1) und dass diese Abgabe so lange erhoben werden kann, wie die Feuerwehrpflicht besteht (Abs. 2).

Diese Bestimmung verweist also auf das aufgehobene Gesetz über die Feuerpolizei und erteilt den Gemeinden die Zuständigkeit für die Erhebung der Ersatzabgabe. Da der Gesetzesentwurf vorsieht, dass die Gemeindeverbände die Kompetenz für die Erhebung dieser Abgabe erhalten (s. Kap. 5.1, Art. 30), ist dieser Artikel aufzuheben.

5.3. Gesetz über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG)

Art. 8 Abs. 2 Bst. j (geändert)

Einsprachen gegen Entscheide der KGV wurden bisher von deren Verwaltungsrat behandelt. Um das Einspracheverfahren zu vereinfachen und zu beschleunigen, wird diese Zuständigkeit nun der Direktion übertragen. Der Verwaltungsrat behält jedoch das Recht, die Behandlung von Einsprachen und Beschwerden mitzuverfolgen und der Direktion Anweisungen zu erteilen.

Art. 22 Abs. 1 Bst. a und b (aufgehoben);

Art. 23 Abs. 1 Bst. a (geändert)

Die Befugnisse der Oberamtspersonen und der Gemeinden im Bereich Brandbekämpfung und Hilfeleistungen, die bisher im KGVG vorgesehen waren, wurden in das BBHG verschoben.

Art. 32 Abs. 2 (geändert); Art. 34 Abs. 1 (geändert)

Es handelt sich um eine formale Änderung, die klarstellen soll, dass der genannte Beitrag sowohl die Prävention als auch die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen betrifft.

Art. 52 Abs. 1 (geändert) und Abs. 2 (neu)

Mit der Änderung von Artikel 52 KGVG soll die aktuelle Praxis geklärt werden. Diese entspricht gemäss der Botschaft zum KGVG (s. Botschaft 2015-DSJ-127 des Staatsrats vom 16. Februar 2016) dem Willen des Gesetzgebers und besteht darin, die Kompetenz zur Organisation Kaminreinigung der

KGV zu übertragen und den Tarif für die Reinigungen unter Berücksichtigung der Vorschriften der Vereinigung Kantonalen Feuerversicherungen (VKF) festzulegen. Dies ist nun in einer formellen gesetzlichen Grundlage umgesetzt.

**Art. 58 Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (geändert);
Art. 59–75 (aufgehoben); Art. 76 (aufgehoben)**

Das Kapitel 5 über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (bisher «Bekämpfung von Bränden und Elementarschäden») wird aufgehoben, weil sich die dazugehörigen Bestimmungen nun im Gesetzesentwurf befinden. Es wird vorgeschlagen, in einem einzigen Artikel (Art. 58) einen Verweis auf das Gesetz über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen einzufügen. Dieser Artikel gibt an, dass die KGV ebenso wie im Bereich der Prävention ein Kompetenzzentrum für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen einrichtet.

Art. 107 Abs. 2 (neu)

In der Praxis erfordert die Regelung eines Elementarschadens selten eine Entschädigungsentscheidung. Dies liegt daran, dass nur selten Gründe für eine Kürzung (z. B. Fahrlässigkeit) vorliegen. Aus Gründen der Verfahrensökonomie gilt das Protokoll der Schadensschätzung in diesen Fällen als Entschädigungsentscheid.

Art. 110 Abs. 1 (geändert)

Es handelt sich um eine formale Änderung zur Vereinheitlichung der Terminologie für die Beschreibung ästhetischer Schäden, die in Artikel 140 KGV definiert werden.

Art. 128 Abs. 2 (geändert)

Vgl. Kommentar zu Artikel 8 Abs. 2 Bst. j KGVG.

5.4. Strassengesetz (StrG)

**Art. 81 Abs. 5 (neu); Art. 82 Abs. 2 (neu);
Art. 83 Abs. 2 (neu)**

Im Strassengesetz werden deshalb die Grundsätze von Artikel 45 GewR übernommen. Die Bestimmung sieht nun vor, dass die Einsatzkosten in erster Linie der Störerin oder dem Störer auferlegt werden. Subsidiär gehen sie bei den Kantonsstrassen zu Lasten des Staates, bei den Gemeindestrassen zu Lasten der Gemeinden und bei Privatstrassen zu Lasten der Eigentümer. Einsätze auf den Nationalstrassen gehören zu den Kernaufgaben der Feuerwehr und sind deshalb im BBHG geregelt (Art. 33 Abs. 1 Bst. e).

Der Begriff Einsatzkosten, der im Strassengesetz verwendet wird, umfasst alle mit dem Einsatz verbundenen Kosten. Dazu gehören sowohl die Einsatzkosten der Feuerwehr als auch jene von staatlichen Diensten und jene von Dritten, die für den Einsatz beauftragt wurden.

5.5. Gewässergesetz (GewG)

Art. 21 Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (neu)

Der Ausdruck «Unfall mit Kohlenwasserstoffen oder anderen Schadstoffen» wird durch «Umweltverschmutzung» ersetzt. Die Bestimmung enthält nun einen Vorbehalt der Gesetzgebung über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen.

Artikel 21 Abs. 2 GewG erfasst nachteilige Einwirkungen im Sinne des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer und alle Einwirkungen auf die Umwelt im Sinne des Bundesgesetzes über den Umweltschutz (s. Kap. 4.4).

**Art. 55 Abs. 1 (geändert), Abs. 3 (aufgehoben),
Abs. 6 (neu)**

Artikel 55 Abs. 6 GewG verweist in Bezug auf die Feuerwehreinsatzkosten im Wesentlichen auf die Gesetzgebung über die Brandbekämpfung und die (im Übrigen s. Kap. 4.4).

6. Auswirkungen des Entwurfs

6.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen

6.1.1. Gemeindeverbände und KGV

Die Überlegungen und Arbeiten, die das Amt für Gemeinden gemeinsam mit der KGV und gestützt auf die Studie einer unabhängigen Treuhänderin durchgeführt hat, haben gezeigt, dass es schwierig oder gar unmöglich ist, einen Finanzierungsmodus zu finden, der sich auf alle Gemeinden des Kantons Freiburg übertragen lässt. Die Auswirkungen auf die Gemeindefinanzen hängen ausserdem wesentlich von der Organisation der Gemeindeverbände und insbesondere von deren Bevölkerungsanteil ab. Diese Aspekte sind zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht bekannt, da sie in der Autonomie der Gemeindeverbände liegen.

Im Übrigen sei daran erinnert, dass einige Regionslasten ausschliesslich von bestimmten Gemeinden getragen werden (z. B. administrative Kosten in Zusammenhang mit dem Einkauf von Material). Deshalb wurde 2013 und bis zum Abschluss der vorliegenden Gesetzesreform eine provisorische Kompensation eingeführt und der KGV auferlegt («FriFire SP»; z. B. Bereitschaftsdienst, Spezialausbildung der Stützpunkte, Beteiligung an der Vergütung der SP-Kommandanten). Diese Beträge verfälschen die aktuellen Rechnungen der Hauptorte. Da es sich um eine Übergangslösung handelt, wird die Subvention der KGV auf jeden Fall verschwinden, sodass diese Aufwendungen auf die eine oder andere Weise auf die Gemeinden zurückfallen.

In der Vernehmlassung gingen zahlreiche Bemerkungen zu den finanziellen Auswirkungen der neuen Feuerwehrorganisation ein. Beklagt wurde insbesondere, dass für das neue System keine Prognose zu den Finanzen vorlag. Um diesen

Mangel zu beheben, führte die Arbeitsgruppe für die Fertigstellung des Gesetzesentwurfs für das neue Feuerwehrsysteem eine Finanzanalyse zu den folgenden vier Aspekten durch:

- > Ermittlung von Standardbeständen für die Feuerwehrebataillone und Kostenschätzung;
- > Schätzung der Einsatzkosten pro Kopf bei einer Kostenaufteilung;
- > Ermittlung der Kosten von Brandbekämpfung und Hilfeleistungen pro Kopf auf der Grundlage des Pilotprojekts der Feuerwehr im Broyebezirk;
- > Vergleich der Kosten von Brandbekämpfung und Hilfeleistungen pro Kopf mit verschiedenen Nachbarkantonen.

Nach Gesprächen mit den verschiedenen Akteuren der Brandbekämpfung (namentlich Kommandanten der Stützpunkte und Amt für Gemeinden) wurde auf der Grundlage dieser Hypothesen ein Finanzbericht verfasst. Ziel des Berichts war es aufzuzeigen, wie hoch die Kosten der Brandbekämpfung sein werden, wenn das neue System eingeführt und betriebsbereit ist. Der Bericht wurde an das Treuhandbüro CORE Fiduciaire Revicor SA übermittelt, das ihn am 28. August 2020 validiert hat.

Aus dem Bericht geht hervor, dass die Gemeindeverbände für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen bis ins Jahr 2030 durchschnittliche Kosten von rund CHF 48.40 pro Kopf und Jahr zu tragen hätten. Diese Zahl entspricht den Bruttokosten der Brandbekämpfung für die Gemeindeverbände, ihre Finanzierung mit den Einnahmen aus der Ersatzabgabe wurde demnach nicht berücksichtigt. Die KGV würde die Brandbekämpfung und die Hilfeleistung mit CHF 34.20 pro Kopf finanzieren. Die auf rund 2,5 Millionen Franken pro Jahr geschätzte Erhöhung des KGV-Beitrags wird durch den Beschluss über die Subventionierung der Wasserleitungsnetze ermöglicht (dieser war nach dem Inkrafttreten des KGVG und nach einer Übergangsphase vorgesehen). Da der Zweck dieser Subventionierung, nämlich die Erneuerung des gesamten Freiburger Wasserleitungsnetzes, nun erfüllt ist, wurde nun ihre Einstellung beschlossen.

Zusammenfassend kommt die Analyse zum Schluss, dass die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen den Kanton Freiburg ungefähr CHF 82.60 pro Kopf kosten werden, was mit den umliegenden Kantonen vergleichbar ist. Die Kosten werden zu 59% von den Gemeindeverbänden und zu 41% von der KGV übernommen.

6.1.2. Staat Freiburg

Zu den finanziellen Auswirkungen des Gesetzesentwurfs für den Staat ist auf Folgendes hinzuweisen. Neu fallen Kosten für die Arbeit der BBHK an. Sie dürften pro Jahr einige Sitzungsgelder für jene Mitglieder der BBHK umfassen, die

nicht bereits von ihrem Arbeitgeber oder von dem durch sie vertretenen Organ entschädigt werden.

Des Weiteren wurde die Verteilung der Feuerwehrkosten für Umweltschutz und Ölwehr geändert (s. Kap. 4.4). Diese Änderung betrifft die Investitionskosten (Fahrzeugbeschaffung), also einen Bereich, der ausschliesslich in die Kompetenz des AfU fällt und in dem die jährlichen Kosten davon abhängen, ob und wie viele neue Fahrzeuge zu beschaffen sind. Die Kosten des AfU dürften dabei stabil bleiben.

In personeller Hinsicht hat der Gesetzesentwurf für den Staat Freiburg keine Auswirkungen.

6.2. Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung Staat-Gemeinden, Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und Evaluation der Projektnachhaltigkeit

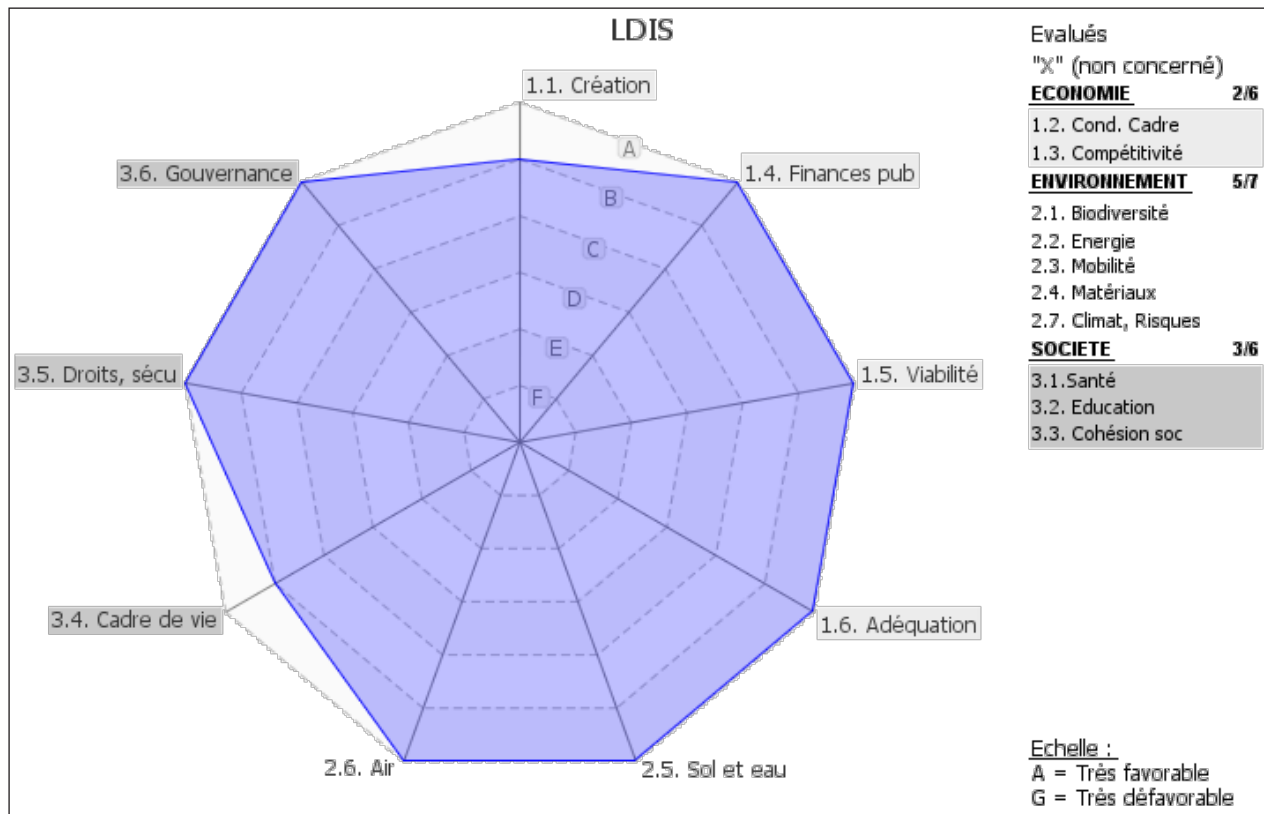
Der Entwurf hat keine direkten Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. So bleiben einerseits die Gemeinden verantwortlich für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen, während andererseits der Staat Freiburg über den Staatsrat weiterhin die Oberaufsicht in diesem Bereich ausübt. Mit dem Gesetzesentwurf erfolgt hingegen eine Entflechtung der Aufgaben von KGV und Gemeinden, indem für jeden Akteur die Aufgaben in den Bereichen Brandbekämpfung und Hilfeleistungen klar abgegrenzt werden.

Obwohl die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden nicht verändert wird, werden mit der Umsetzung der Feuerwehrorganisation neue Zuständigkeiten geschaffen. Insbesondere wird mit der BBHK eine neue Behörde für die Umsetzung der Neuorganisation geschaffen.

Der vorliegende Entwurf steht im Einklang mit übergeordnetem Recht, d. h. mit europäischem Recht, mit Bundesrecht und mit der Kantonsverfassung.

Die Prüfung der Nachhaltigkeit des Gesetzesentwurfs ergibt für die relevanten Evaluationskriterien ein sehr positives Ergebnis.

Anhang I: Boussole 21



Anhang II: Risikoanalyse

Die Risikoanalyse umfasst zahlreiche Faktoren, die auf einem den ganzen Kanton überziehenden Schachbrettmuster mit 1 km²-grossen Feldern gewichtet und zusammengefasst sind, ohne die politischen Grenzen der Gemeinden zu berücksichtigen.

Sie wird anhand einer Karte dargestellt, auf der die Risiken farblich hervorgehoben sind (s. Legende unten).

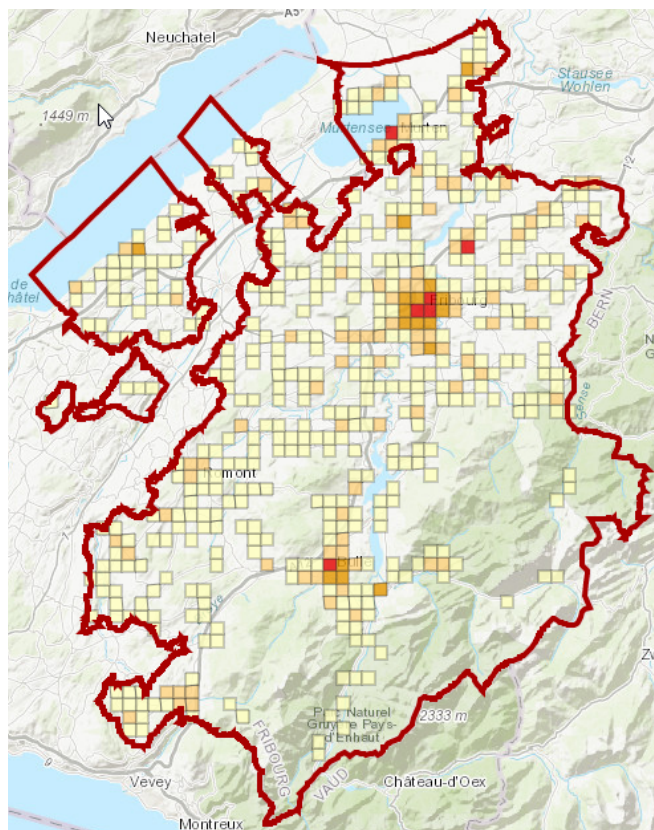
Das Ergebnis dieser ersten Analyse zeigt vier besonders risikoreiche Zonen auf, und zwar die Agglomerationen von Bulle, Grossfreiburg, Düdingen und Murten.

Die Risiken 4 liegen im Allgemeinen rund um die Risiken 5, d.h. in den Regionen Marly, Villars-sur-Glâne, Broc, Estavayer, Kerzers und Courtepin.

Die Risiken 3 und 2 folgen auf die bebauten Zonen.

Die sehr tiefen Risiken (Risiken 1 und 0) liegen ausserhalb der Perimeter.

Digitale Klassierung	Visuelle Darstellung in Farbe
0 = 0-1	Transparent – ausserhalb des Perimeters
1 = 1-2	Transparent – ausserhalb des Perimeters
2 = 2-3	gelb – geringes Risiko
3 = 3-4	lachsfarben – mässiges Risiko
4 = 4-4,5	orange – mittleres bis hohes Risiko
5 = 4,5-5	rot – hohes Risiko



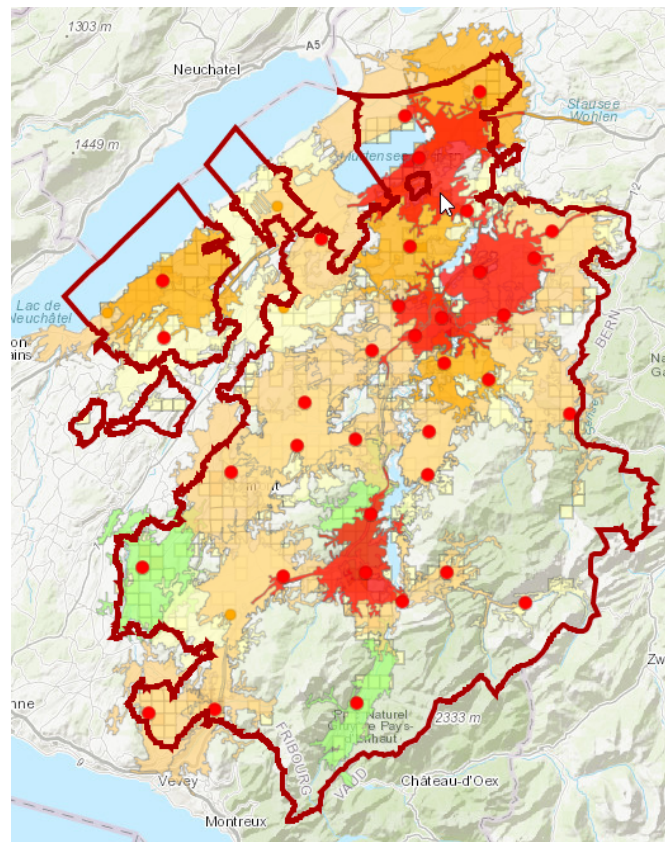
Anhang III: Risikodeckung

Auf dieser Karte ist die Risikodeckung unter Berücksichtigung der bereits bestehenden Feuerwehrrasernen und -lokale abgebildet.

Die Zielzonen eines festen Punktes (Ausrückstandort) berücksichtigen das Strassennetz und das von der Aufgabe abhängige Leistungsziel.

Gemäss der im Gesetzesentwurf definierten Logik werden die höchsten Risiken zuerst gedeckt. Anschliessend folgen in absteigender Reihenfolge die nächsten Risiken.

Dieses Vorgehen ergibt, dass der Kanton Freiburg für die Deckung aller Risiken ohne Berücksichtigung der interkantonalen Hilfe 39 Ausrückstandorte benötigen würde. Dabei müssten nur drei Kasernen gebaut werden.



Loi sur la défense incendie et les secours (LDIS)

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **731.3.1**
Modifié(s): 632.1 | 732.1.1 | 741.1 | 812.1
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2020-DSJ-172 du Conseil d'Etat du 9 décembre 2020;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

1 Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ La présente loi règle l'organisation de la défense incendie et des secours dans le canton de Fribourg en cas de dommages causés par le feu ou les éléments naturels ou dans d'autres situations présentant un caractère d'urgence.

² Les dispositions de la législation spéciale réglant d'autres activités en matière de secours sont réservées.

Gesetz über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (BBHG)

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **731.3.1**
Geändert: 632.1 | 732.1.1 | 741.1 | 812.1
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DSJ-172 des Staatsrats vom 9. Dezember 2020;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

¹ Dieses Gesetz regelt die Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen im Kanton Freiburg bei Feuer- und Elementarschäden und in anderen Situationen mit Notfallcharakter.

² Die Bestimmungen der Spezialgesetzgebung zu anderen Tätigkeiten im Bereich der Hilfeleistung bleiben vorbehalten.

Art. 2 Buts

¹ La présente loi a pour buts, dans le domaine de la défense incendie et des secours:

- a) d'organiser la protection des personnes, des animaux et des biens ainsi que celle de l'environnement;
- b) de répartir les tâches entre les communes et associations de communes, l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ci-après: l'ECAB) et les services de l'Etat;
- c) de favoriser les possibilités de coopération entre les régions.

Art. 3 Principes généraux

¹ Lors d'événements relevant des sapeurs-pompiers, le dispositif en place doit permettre de fournir l'aide adéquate la plus rapide. Les communes, les associations de communes, l'ECAB, les services de l'Etat et les autres partenaires coopèrent, chacun selon ses prérogatives, pour assurer que le dispositif atteigne ses objectifs en tout temps et soit financièrement durable.

² A l'intérieur du canton, les ressources sont mises à disposition en fonction des risques, indépendamment de toutes frontières politiques ou administratives. Les conventions intercantionales sont réservées.

³ Le dispositif mis en place se fonde sur un système de milice. Toutefois, l'encadrement de celui-ci peut être professionnel.

2 Autorités

2.1 Conseil d'Etat

Art. 4

¹ Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance en matière de défense incendie et de secours.

² Il assume en particulier les attributions suivantes:

- a) nommer les membres de la Commission cantonale de défense incendie et secours (ci-après: la CDIS);
- b) approuver le découpage institutionnel adopté par la CDIS;

Art. 2 Zweck

¹ Dieses Gesetz hat zum Zweck, im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen:

- a) den Schutz von Menschen, Tieren und Sachen sowie der Umwelt zu organisieren;
- b) die Aufgaben unter den Gemeinden und Gemeindeverbänden, der Kantonalen Gebäudeversicherung (die KGV) und den staatlichen Ämtern aufzuteilen;
- c) Möglichkeiten der interregionalen Zusammenarbeit zu fördern.

Art. 3 Allgemeine Grundsätze

¹ Bei Ereignissen in der Zuständigkeit der Feuerwehr muss das bereitstehende Dispositiv die schnellstmögliche angemessene Hilfe ermöglichen. Die Gemeinden, die Gemeindeverbände, die KGV, die staatlichen Ämter und die übrigen Partnerinnen und Partner kooperieren im Rahmen ihrer Befugnisse, um zu gewährleisten, dass das Dispositiv seine Ziele jederzeit erreicht und dabei finanziell nachhaltig bleibt.

² Innerhalb des Kantons richten sich die bereitgestellten Ressourcen unabhängig von politischen und administrativen Grenzen nach den jeweiligen Risiken. Interkantonale Vereinbarungen bleiben vorbehalten.

³ Das eingesetzte Dispositiv basiert auf dem Milizsystem. Es kann jedoch professionell unterstützt werden.

2 Behörden

2.1 Staatsrat

Art. 4

¹ Der Staatsrat übt im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen die Oberaufsicht aus.

² Er hat insbesondere folgende Befugnisse:

- a) Er ernennt die Mitglieder der kantonalen Kommission für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen (die BBHK).
- b) Er genehmigt die institutionelle Einteilung, welche die BBHK beschliesst.

- c) adopter les règlements sous l'angle institutionnel;
- d) adopter le tarif sur les frais d'intervention des sapeurs-pompiers;
- e) approuver l'adhésion aux conventions intercantionales en matière de défense incendie et de secours conformément à l'article 7 al. 1 de la loi du 11 septembre 2009 concernant les conventions intercantionales;
- f) trancher, par voie de décision, les litiges entre la CDIS, les associations de communes, les communes et l'ECAB.

2.2 Directions

Art. 5

¹ La Direction chargée de la sécurité ¹⁾ est compétente en matière de défense incendie et de secours.

² La Direction chargée de la protection de l'environnement et de l'entretien des routes cantonales ²⁾ est compétente en matière de prévention et de lutte contre la pollution environnementale et les hydrocarbures routiers.

2.3 Commission cantonale de défense incendie et secours

Art. 6 Rôle

¹ La CDIS est l'entité chargée de mettre en œuvre l'organisation des sapeurs-pompiers dans le canton de Fribourg.

² La CDIS peut être consultée par le Conseil d'Etat pour les questions ressortissant à son domaine de compétence.

Art. 7 Composition et organisation

¹ La CDIS est composée de sept à onze membres, nommés par le Conseil d'Etat et choisis selon leurs compétences, leur expérience et leur fonction dans le domaine de la défense incendie et des secours.

² Le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice de la sécurité et de la justice en est membre d'office et la présidente.

¹⁾ Actuellement: Direction de la sécurité et de la justice.

²⁾ Actuellement: Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions.

- c) Er beschliesst Reglemente zu institutionellen Aspekten.
- d) Er beschliesst einen Tarif für die Einsatzkosten der Feuerwehr.
- e) Er genehmigt den Beitritt zu interkantonalen Vereinbarungen in den Bereichen Brandbekämpfung und Hilfeleistungen gemäss Artikel 7 Abs. 1 des Gesetzes vom 11. September 2009 über die interkantonalen Verträge.
- f) Er entscheidet mit Verfügung über Streitigkeiten zwischen der BBHK, den Gemeindeverbänden, den Gemeinden und der KGV.

2.2 Direktionen

Art. 5

¹ Die mit der Sicherheit beauftragte Direktion ¹⁾ ist für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen zuständig.

² Die mit dem Umweltschutz und dem Unterhalt der Kantonsstrassen beauftragte Direktion ²⁾ ist für die Prävention und für den Kampf gegen Umweltverschmutzung und für die Ölwehr auf den Strassen zuständig.

2.3 Kantonale Kommission für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen

Art. 6 Rolle

¹ Die BBHK hat den Auftrag, die Organisation der Feuerwehr im Kanton Freiburg umzusetzen.

² Der Staatsrat kann die BBHK bei Fragen zu deren Kompetenzbereich anhören.

Art. 7 Zusammensetzung und Organisation

¹ Die BBHK besteht aus sieben bis elf Mitgliedern, die vom Staatsrat ernannt und aufgrund ihrer Kompetenzen, ihrer Erfahrung und ihrer Funktion im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen ausgewählt werden.

² Die Vorsteherin oder der Vorsteher der für Sicherheit und Justiz zuständigen Direktion ist von Amtes wegen Mitglied der Kommission und führt den Vorsitz.

¹⁾ Heute: Sicherheits- und Justizdirektion.

²⁾ Heute: Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion.

³ Pour le surplus, sa composition et son organisation sont précisées dans la réglementation d'exécution.

Art. 8 Durée du mandat et rétribution

¹ La loi réglant la durée des fonctions publiques accessoires est applicable aux membres de la CDIS.

² La rétribution de ces derniers est fixée par le Conseil d'Etat.

Art. 9 Compétences

¹ La CDIS exerce notamment les attributions suivantes:

- a) préciser les missions des sapeurs-pompiers et déterminer leur catégorie selon les articles 16 et suivants;
- b) arrêter les objectifs de performance des missions des sapeurs-pompiers;
- c) approuver les analyses des risques;
- d) arrêter la carte opérationnelle de couverture des risques;
- e) fixer les standards minimaux de dotation en effectif sapeurs-pompiers;
- f) sur ces bases-là, adopter le découpage institutionnel;
- g) proposer au Conseil d'Etat des règlements et adopter des directives sous l'angle institutionnel;
- h) proposer au Conseil d'Etat un tarif sur les frais d'intervention des sapeurs-pompiers;
- i) déterminer les règles de répartition des frais induits par l'attribution des missions cantonales;
- j) veiller à la maîtrise des coûts de la défense incendie et des secours, notamment en imposant des règles comptables harmonisées.

2.4 Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments

Art. 10

¹ L'ECAB est le centre de compétence cantonal en matière de défense incendie et de secours.

² Dans ces domaines, il exerce notamment les attributions suivantes:

³ Die Einzelheiten ihrer Zusammensetzung und Organisation werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

Art. 8 Amtsdauer und Vergütung

¹ Für die Mitglieder der BBHK gilt das Gesetz betreffend die Dauer der öffentlichen Nebenämter.

² Ihre Vergütung wird vom Staatsrat festgelegt.

Art. 9 Kompetenzen

¹ Die BBHK hat namentlich folgende Befugnisse:

- a) Sie bestimmt die Aufgaben der Feuerwehr näher und legt ihre Kategorie gemäss den Artikeln 16 ff. fest.
- b) Sie beschliesst die Leistungsziele für die Aufgaben der Feuerwehr.
- c) Sie genehmigt die Risikoanalysen.
- d) Sie beschliesst die Einsatzkarte für die Risikodeckung.
- e) Sie legt Mindeststandards für den Bestand an Feuerwehrleuten fest.
- f) Sie beschliesst auf dieser Grundlage die institutionelle Einteilung.
- g) Sie schlägt dem Staatsrat Reglemente vor und verabschiedet Richtlinien zu institutionellen Aspekten.
- h) Sie schlägt dem Staatsrat einen Tarif für die Einsatzkosten der Feuerwehr vor.
- i) Sie ermittelt die Regeln für die Verteilung der Kosten, die durch die Zuteilung der kantonalen Aufgaben entstehen.
- j) Sie sorgt für die Kostenkontrolle bei der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen, indem sie namentlich einheitliche Buchführungsregeln durchsetzt.

2.4 Kantonale Gebäudeversicherung

Art. 10

¹ Die KGV ist das Kompetenzzentrum des Kantons in Sachen Brandbekämpfung und Hilfeleistungen.

² In diesen Bereichen hat sie namentlich folgende Befugnisse:

- a) représenter le canton de Fribourg auprès des instances fédérales et inter-cantoniales;
- b) assurer la surveillance générale de la défense incendie et des secours;
- c) édicter des directives pour les sapeurs-pompiers;
- d) contribuer financièrement à la défense incendie et aux secours conformément à l'article 33;
- e) assurer la formation cantonale des sapeurs-pompiers;
- f) veiller à l'exploitation de la centrale d'engagement et d'alarme conformément à l'article 27;
- g) exécuter les tâches qui lui sont confiées par la législation spéciale;
- h) former et conduire un état-major cantonal des sapeurs-pompiers qui constitue l'entité de référence au niveau opérationnel pour l'ECAB, les autres parties prenantes et les autres partenaires;
- i) proposer au Conseil d'Etat les conventions intercantionales, en collaboration avec les associations de communes concernées.

2.5 Conférence des préfets

Art. 11

¹ La Conférence des préfets exerce les attributions suivantes:

- a) établir et proposer à la CDIS le découpage institutionnel conformément à l'article 22;
- b) réexaminer ce découpage à intervalles réguliers et proposer les éventuelles modifications.

2.6 Préfets

Art. 12

¹ Le préfet est, dans son district:

- a) autorité de surveillance selon la loi sur les communes et la loi sur les préfets;
- b) organe de référence en cas de sinistre.

- a) Sie vertritt den Kanton Freiburg bei interkantonalen und eidgenössischen Instanzen.
- b) Sie übt die allgemeine Aufsicht über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen aus.
- c) Sie erlässt Richtlinien für die Feuerwehr.
- d) Sie beteiligt sich gemäss Artikel 33 an der Finanzierung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen.
- e) Sie sorgt für die kantonale Feuerwehrausbildung.
- f) Sie sorgt für den Betrieb der Einsatz- und Alarmzentrale gemäss Artikel 27.
- g) Sie erfüllt die Aufgaben, die ihr in der Spezialgesetzgebung zugewiesen werden.
- h) Sie bildet und führt einen kantonalen Feuerwehrstab, welcher der KGV, den anderen Beteiligten und den übrigen Partnerinnen und Partnern auf operativer Ebene als Referenzstelle dient.
- i) Sie schlägt dem Staatsrat in Zusammenarbeit mit den betroffenen Gemeindeverbänden interkantonale Vereinbarungen vor.

2.5 Oberamt männerkonferenz

Art. 11

¹ Die Oberamt männerkonferenz hat folgende Befugnisse:

- a) Sie erstellt die institutionelle Einteilung gemäss Artikel 22 und schlägt sie der BBHK vor.
- b) Sie überprüft die Einteilung regelmässig und schlägt allfällige Änderungen vor.

2.6 Oberamtspersonen

Art. 12

¹ Die Oberamtsperson ist in ihrem Bezirk:

- a) Aufsichtsbehörde gemäss dem Gesetz über die Gemeinden und dem Gesetz über die Oberamt männer;
- b) zuständige Behörde im Schadenfall.

2.7 Communes

Art. 13

¹ En matière de défense incendie et de secours, les communes exercent les attributions suivantes:

- a) établir et gérer les réseaux d'eau nécessaires à la défense incendie sur leur territoire, en particulier veiller à une couverture suffisante en adduction d'eau et en réserve d'eau;
- b) contribuer au recrutement des sapeurs-pompiers de milice;
- c) lors de sinistres, prononcer les mesures de police conformément à la législation spéciale et prêter leur concours aux forces d'intervention;
- d) fournir une aide d'urgence gratuite aux victimes civiles de sinistres, qui comprend en particulier l'accueil et l'hébergement.

² Pour leurs autres attributions en matière de défense incendie et de secours, les communes se groupent en associations au sens de la loi sur les communes.

2.8 Associations de communes

Art. 14

¹ Les associations de communes sont chargées d'organiser et de mettre en œuvre l'organisation et la gestion de la défense incendie et des secours pour les territoires couverts par leur bataillon, conformément à la carte opérationnelle.

² En matière de défense incendie et de secours, les associations de communes exercent les attributions suivantes:

- a) assurer la mise en œuvre et le respect des objectifs de performance;
- b) exploiter et organiser les bases de départ de leur périmètre ainsi que veiller à leur dotation humaine, à la disponibilité des locaux et à l'entretien du matériel;
- c) veiller à ce que les bases de départ qui leur sont rattachées soient en tout temps aptes à l'engagement et, le cas échéant, prendre les mesures nécessaires;
- d) assumer la formation régionale au sein de leur bataillon;

2.7 Gemeinden

Art. 13

¹ Im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen haben die Gemeinden folgende Befugnisse:

- a) Sie erstellen und unterhalten die für die Brandbekämpfung auf ihrem Gebiet notwendigen Wasserleitungsnetze und sorgen insbesondere für eine ausreichende Versorgung mit Wasserzuleitungen und Wasserreserven.
- b) Sie tragen zur Rekrutierung der Miliz-Feuerwehrleute bei.
- c) Sie ordnen im Schadenfall die polizeilichen Massnahmen gemäss Spezialgesetzgebung an und leisten den Einsatzkräften Unterstützung.
- d) Sie leisten den zivilen Opfern von Schadenfällen kostenlose Nothilfe, die insbesondere Aufnahme und Unterbringung umfasst.

² Für ihre übrigen Aufgaben in den Bereichen Brandbekämpfung und Hilfeleistungen schliessen sich die Gemeinden zu Verbänden im Sinne des Gesetzes über die Gemeinden zusammen.

2.8 Gemeindeverbände

Art. 14

¹ Die Gemeindeverbände haben den Auftrag, die Organisation und das Management der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen für die von ihrem Bataillon abgedeckten Gebiete gemäss der Einsatzkarte zu organisieren und umzusetzen.

² Im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen haben die Gemeindeverbände folgende Befugnisse:

- a) Sie sorgen für die Umsetzung und Erreichung der Leistungsziele.
- b) Sie betreiben und organisieren die Ausrückstandorte in ihrem Perimeter und sorgen für deren personelle Ausstattung sowie für die Verfügbarkeit der Räumlichkeiten und den Unterhalt des Materials.
- c) Sie sorgen dafür, dass die ihnen zugewiesenen Ausrückstandorte jederzeit einsatzbereit sind, und treffen gegebenenfalls die nötigen Massnahmen.
- d) Sie sorgen für die regionale Ausbildung ihres Bataillons.

- e) conclure les assurances nécessaires pour leur personnel, les sapeurs-pompiers ainsi que les civils requis au sens de l'article 28, notamment contre les conséquences d'accidents survenus ou de maladies contractées lors d'exercice et d'intervention;
- f) contribuer financièrement à la défense incendie et aux secours conformément à l'article 34;
- g) assumer les charges liées à l'intervention conformément aux articles 38 à 40.

3 Organisation de la défense incendie et des secours

3.1 Généralités

Art. 15 Dangers relevant des sapeurs-pompiers

¹ Les dangers relevant des sapeurs-pompiers sont principalement ceux qui sont liés au feu et aux éléments naturels. La réglementation d'exécution règle les détails.

² Sur cette base, l'ECAB effectue régulièrement une analyse des risques du canton de Fribourg.

Art. 16 Missions des sapeurs-pompiers – Principes généraux

¹ Sur la base des dangers établis, les missions relevant des sapeurs-pompiers sont classées en trois catégories, soit principales, subsidiaires et volontaires.

Art. 17 Missions des sapeurs-pompiers – Missions principales

¹ Les sapeurs-pompiers ont des missions de secours en cas de sinistres causés par le feu ou les éléments naturels et lors d'autres événements présentant un caractère d'urgence.

² Lors de leurs interventions, ils doivent notamment:

- a) porter secours aux personnes et aux animaux;
- b) limiter les dommages causés à l'environnement et les dégâts matériels;
- c) écarter les dangers imminents par des mesures appropriées.

- e) Sie schliessen für ihr Personal, für die Feuerwehrleute und für die aufbotenen Zivilpersonen im Sinne von Artikel 28 die erforderlichen Versicherungen ab, namentlich gegen Unfälle und Krankheiten infolge von Einsätzen.
- f) Sie beteiligen sich gemäss Artikel 34 an der Finanzierung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen.
- g) Sie tragen die mit einem Einsatz verbundenen Kosten gemäss den Artikeln 38–40.

3 Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen

3.1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 15 Gefahren in der Zuständigkeit der Feuerwehr

¹ Die Feuerwehr ist hauptsächlich für die Brand- und Naturgefahren zuständig. Die Einzelheiten werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

² Auf dieser Grundlage führt die KGV regelmässig eine Risikoanalyse für den Kanton Freiburg durch.

Art. 16 Aufgaben der Feuerwehr – Grundsätze

¹ Auf der Grundlage der ermittelten Gefahren werden die Aufgaben der Feuerwehr in drei Kategorien unterteilt: Kernaufgaben, subsidiäre Aufgaben und freiwillige Aufgaben.

Art. 17 Aufgaben der Feuerwehr – Kernaufgaben

¹ Bei Schäden, die durch Brände oder Naturgefahren verursacht werden, sowie bei anderen Ereignissen mit Notfallcharakter hat die Feuerwehr Hilfeleistungsaufgaben.

² Bei ihren Einsätzen hat sie namentlich:

- a) Personen und Tieren Hilfe zu leisten;
- b) Umwelt- und Materialschäden zu begrenzen;
- c) unmittelbar drohende Gefahren mit geeigneten Massnahmen abzuwenden.

Art. 18 Missions des sapeurs-pompiers – Missions subsidiaires

¹ Les sapeurs-pompiers interviennent également en appui dans d'autres cas d'urgence ou de nécessité, notamment lorsque des personnes sont en danger.

Art. 19 Missions des sapeurs-pompiers – Missions volontaires

¹ En accord avec leur association de communes, les sapeurs-pompiers peuvent également assumer d'autres missions qui ne présentent pas de caractère d'urgence et qui ne relèvent en principe pas de leur responsabilité, notamment les services à la communauté.

Art. 20 Objectifs de performance

¹ Les objectifs de performance sont arrêtés en fonction des missions des sapeurs-pompiers et de leur degré d'urgence.

Art. 21 Couverture des risques

¹ La couverture des risques pour le canton est répartie entre les différentes bases de départ de sapeurs-pompiers.

² L'emplacement et la dotation des bases de départ sont déterminés en fonction des missions des sapeurs-pompiers et de leurs objectifs de performance.

³ L'engagement lors de sinistres se fonde sur le principe de l'aide adéquate la plus rapide. Il se fait en fonction des besoins et des ressources à disposition, conformément à l'article 3.

3.2 Gouvernance politique et administrative

Art. 22 Découpage institutionnel

¹ Le territoire du canton de Fribourg est découpé en périmètres capables de couvrir un bassin de population, un volume de risques et un territoire suffisants, de manière à permettre une mutualisation adéquate des frais et des ressources, tout en tenant compte de la carte opérationnelle définie à l'article 25.

² A chaque périmètre correspond une association de communes.

³ Le périmètre d'une association de communes doit grouper 30 000 habitants au moins.

⁴ Le Conseil d'Etat peut accorder des dérogations.

Art. 18 Aufgaben der Feuerwehr – Subsidiäre Aufgaben

¹ Die Feuerwehr leistet auch in anderen Notfällen oder bei Bedarf Unterstützung, namentlich wenn Personen in Gefahr sind.

Art. 19 Aufgaben der Feuerwehr – Freiwillige Aufgaben

¹ In Absprache mit ihrem Gemeindeverband kann die Feuerwehr auch andere Aufgaben wahrnehmen, die keinen Notfallcharakter haben und grundsätzlich nicht in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, namentlich gemeinnützige Dienste.

Art. 20 Leistungsziele

¹ Die Leistungsziele werden nach den Aufgaben der Feuerwehr und deren Dringlichkeitsgrad festgelegt.

Art. 21 Risikodeckung

¹ Die Risikodeckung für den Kanton ist auf die verschiedenen Feuerwehrrückstandorte verteilt.

² Die Standorte und die Ausrüstung der Ausrückstandorte werden nach den Aufgaben der Feuerwehr und nach deren Leistungszielen festgelegt.

³ Der Einsatz im Schadenfall basiert auf dem Grundsatz der schnellstmöglichen angemessenen Hilfe. Er orientiert sich gemäss Artikel 3 am Bedarf und an den zur Verfügung stehenden Ressourcen.

3.2 Politische und administrative Steuerung

Art. 22 Institutionelle Einteilung

¹ Das Gebiet des Kantons Freiburg ist in Perimeter aufgeteilt, deren Anteile an Bevölkerung, Risiken und Gebiet eine angemessene Aufteilung der Kosten und Ressourcen erlauben, wobei gleichzeitig die Einsatzkarte nach Artikel 25 berücksichtigt wird.

² Jedem Perimeter entspricht ein Gemeindeverband.

³ Der Perimeter eines Gemeindeverbands muss mindestens 30 000 Einwohnerinnen und Einwohner umfassen.

⁴ Der Staatsrat kann Ausnahmen gestatten.

Art. 23 Organisation des associations de communes

¹ L'association de communes est responsable de la défense incendie et des secours dans son périmètre.

² Elle est responsable de la gestion et de l'exploitation des bases de départ sises sur son périmètre.

³ Elle assure la mise en œuvre et le respect des objectifs de performance.

⁴ L'organisation interne de l'association de communes est réglée dans ses statuts, conformément à la législation sur les communes.

3.3 Organisation territoriale

Art. 24 Organisation territoriale

¹ Le territoire du canton de Fribourg est réparti en bases de départ, dont le périmètre d'intervention est délimité en fonction des risques, des missions attribuées et des objectifs de performance.

² Parallèlement, pour l'attribution de missions et de moyens particuliers, le territoire du canton de Fribourg est réparti en zones de secours inspirées de l'organisation des partenaires de la chaîne de secours.

Art. 25 Carte opérationnelle

¹ Une carte opérationnelle est établie en fonction des bases de départ nécessaires à la couverture des risques sur le territoire cantonal.

3.4 Organisation opérationnelle

Art. 26 Organisation opérationnelle des sapeurs-pompiers

¹ Sur le plan opérationnel, l'organisation des sapeurs-pompiers repose sur une structure en bataillons.

² Les bataillons sont composés de compagnies, lesquelles sont constituées d'une ou de plusieurs bases de départ.

Art. 23 Organisation der Gemeindeverbände

¹ Die Gemeindeverbände sind in ihrem Perimeter für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen verantwortlich.

² Sie sind für die Verwaltung und den Betrieb der Ausrückstandorte in ihrem Perimeter zuständig.

³ Sie sorgen für die Umsetzung und Erreichung der Leistungsziele.

⁴ Die interne Organisation der Gemeindeverbände wird gemäss der Gesetzgebung über die Gemeinden in ihren Statuten festgelegt.

3.3 Gebietsmässige Organisation

Art. 24 Gebietsmässige Organisation

¹ Das Gebiet des Kantons Freiburg ist in Ausrückstandorte unterteilt, deren Einsatzperimeter sich in ihrer Begrenzung nach den Risiken, den erteilten Aufgaben und den Leistungszielen richten.

² Für die Zuteilung von besonderen Aufgaben und Mitteln ist das Gebiet des Kantons Freiburg gleichzeitig in Einsatzzonen unterteilt, die sich an der Organisation der Partnerinnen und Partner der Rettungskette orientieren.

Art. 25 Einsatzkarte

¹ Es wird eine Einsatzkarte erstellt, die sich nach den Ausrückstandorten richtet, die für die Risikodeckung auf dem Kantonsgebiet erforderlich sind.

3.4 Einsatzorganisation

Art. 26 Einsatzorganisation der Feuerwehr

¹ Auf operativer Ebene basiert die Organisation der Feuerwehr auf einer Bataillonstruktur.

² Die Bataillone sind in Kompanien unterteilt, die auf einen oder mehrere Ausrückstandorte verteilt sind.

Art. 27 Centrale d'engagement et d'alarme des sapeurs-pompiers

¹ La centrale d'engagement et d'alarme mobilise et engage les sapeurs-pompiers en fonction des besoins et des moyens nécessaires.

² La centrale appuie l'engagement des sapeurs-pompiers.

³ L'ECAB met en place l'organisation et l'exploitation de la centrale et conclut les conventions nécessaires.

⁴ L'exploitation de la centrale doit se faire en collaboration avec les partenaires de la chaîne de secours.

Art. 28 Réquisition de personnes et de biens civils

¹ En cas de nécessité, le ou la chef-fe d'intervention peut requérir le concours de personnes civiles ainsi que la mise à disposition de locaux ou d'autres moyens nécessaires.

² Une indemnité équitable est versée aux personnes réquisitionnées ainsi qu'aux propriétaires des biens réquisitionnés sur la base du tarif cantonal d'intervention des sapeurs-pompiers.

Art. 29 Obligation de servir

¹ Les associations de communes peuvent astreindre les personnes domiciliées sur leur territoire, âgées entre 18 et 40 ans et quelle que soit leur nationalité, à s'incorporer dans un bataillon de sapeurs-pompiers.

² Les statuts des associations de communes peuvent prévoir de prolonger la limite maximale d'âge à 50 ans en cas de nécessité.

³ Les statuts des associations de communes fixent les autres conditions et règles particulières.

Art. 30 Taxe d'exemption

¹ Les associations de communes peuvent prélever une taxe annuelle d'exemption du service de sapeurs-pompiers.

² Les personnes astreintes à l'obligation de servir et qui ne sont pas incorporées dans un bataillon de sapeurs-pompiers peuvent être soumises au paiement d'une taxe annuelle d'exemption.

Art. 27 Einsatz- und Alarmzentrale der Feuerwehr

¹ Die Einsatz- und Alarmzentrale mobilisiert die Feuerwehr und setzt sie dem Bedarf und den erforderlichen Mitteln entsprechend ein.

² Die Zentrale unterstützt den Einsatz der Feuerwehr.

³ Die KGV veranlasst die Organisation und den Betrieb der Zentrale und schliesst die nötigen Vereinbarungen ab.

⁴ Die Zentrale wird in Zusammenarbeit mit den Partnerinnen und Partnern der Rettungskette betrieben.

Art. 28 Requisition ziviler Personen und Sachen

¹ Bei Bedarf kann die Einsatzleitung die Unterstützung von Zivilpersonen sowie die Bereitstellung von Räumlichkeiten und anderer benötigter Mittel anfordern.

² Die so aufgeborenen Personen und die Eigentümer der requirierten Objekte erhalten eine angemessene Entschädigung, die sich nach dem kantonalen Feuerwehreinsatztarif richtet.

Art. 29 Dienstpflicht

¹ Die Gemeindeverbände können die in ihrem Gebiet ansässigen Personen zwischen 18 und 40 Jahren unabhängig von ihrer Staatsangehörigkeit durch Einteilung in ein Bataillon dazu verpflichten, Feuerwehrdienst zu leisten.

² Die Statuten der Gemeindeverbände können vorsehen, dass das Höchstalter bei Bedarf auf 50 Jahre angehoben wird.

³ Die übrigen Bedingungen und besonderen Regelungen werden in den Statuten der Gemeindeverbände festgelegt.

Art. 30 Feuerwehr-Ersatzabgabe

¹ Die Gemeindeverbände können eine jährliche Feuerwehr-Ersatzabgabe erheben.

² Dienstpflichtige Personen, die nicht in einem Feuerwehrebataillon eingeteilt sind, können verpflichtet werden, eine jährliche Feuerwehr-Ersatzabgabe zu entrichten.

³ L'assiette et le montant de la taxe ainsi que les catégories de personnes qui peuvent en être exemptées sont déterminés dans les statuts des associations de communes.

Art. 31 Mesures spéciales pour les établissements à risque particulier

¹ La réglementation d'exécution détermine les mesures que les établissements à risque particulier doivent prendre sur le plan organisationnel pour assurer une sécurité suffisante lorsque les dangers d'incendie ou de pollution, le taux d'occupation ou les dimensions de l'exploitation l'exigent.

² Le préfet est compétent, sur le préavis de l'autorité communale et de l'ECAB, pour exiger de ces établissements l'élaboration d'un concept de sécurité instituant notamment la création d'un groupe de sécurité ou d'intervention lié au risque particulier.

4 Finances

4.1 Financement de la défense incendie et des secours

Art. 32 Principes généraux

¹ Le financement de la défense incendie et des secours est assuré par les associations de communes et l'ECAB, selon la répartition définie aux articles 33 et suivants.

² L'engagement financier de l'ECAB est limité aux moyens dont il dispose dans ce domaine selon la législation sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels.

³ L'Etat assume pour sa part les frais liés au fonctionnement de la CDIS ainsi que ceux qui découlent de la législation spéciale.

Art. 33 Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments

¹ L'ECAB assume les frais liés:

- a) à l'acquisition et au gros entretien des véhicules et des engins d'intervention nécessaires aux bases de départ selon leurs missions;
- b) à l'acquisition du matériel d'intervention;

³ Die Bemessungsgrundlage und die Höhe der Abgabe sowie die Kategorien von Personen, die von dieser Verpflichtung befreit werden können, werden in den Statuten der Gemeindeverbände festgesetzt.

Art. 31 Spezialmassnahmen für Risikobetriebe

¹ In den Ausführungsbestimmungen werden die Massnahmen festgelegt, die Risikobetriebe auf organisatorischer Ebene zu treffen haben, um eine ausreichende Sicherheit gewährleisten zu können, wenn Brand- oder Verschmutzungsgefahren, die Personenbelegung oder die Grösse des Betriebs es erfordern.

² Die Oberamtsperson kann von diesen Betrieben die Erarbeitung eines Sicherheitskonzepts verlangen, das namentlich die Bildung einer Sicherheits- oder Einsatzgruppe für das besondere Risiko einführt; sie holt vorgängig die Stellungnahmen der Gemeindebehörde und der KGV ein.

4 Finanzen

4.1 Finanzierung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen

Art. 32 Allgemeine Grundsätze

¹ Die Finanzierung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen wird von den Gemeindeverbänden und der KGV gemäss der Aufteilung nach den Artikeln 33 ff. sichergestellt.

² Die finanzielle Beteiligung der KGV beschränkt sich auf die Mittel, über die sie gemäss der Gesetzgebung über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand- und Elementarschäden in diesem Bereich verfügt.

³ Der Staat übernimmt die Kosten in Zusammenhang mit der Arbeit der BBHK und jene, die sich aus der Spezialgesetzgebung ergeben.

Art. 33 Kantonale Gebäudeversicherung

¹ Die KGV trägt die Kosten für:

- a) die Beschaffung und den Grossunterhalt der Fahrzeuge und Einsatzgeräte, welche die Ausrückstandorte ihren Aufgaben entsprechend benötigen;
- b) die Beschaffung des Einsatzmaterials;

- c) à la formation cantonale des sapeurs-pompiers;
- d) à la centrale d'engagement et d'alarme des sapeurs-pompiers;
- e) aux frais d'intervention sur les routes nationales, au moyen du fonds pour les routes nationales;
- f) à l'état-major cantonal des sapeurs-pompiers.

² Les détails et les cas particuliers sont réglés dans des règlements ou directives particuliers.

Art. 34 Associations de communes

¹ Les associations de communes assument les frais liés:

- a) à l'exploitation du bataillon, des compagnies et des bases de départ;
- b) à la formation régionale des sapeurs-pompiers;
- c) à l'équipement des sapeurs-pompiers;
- d) aux soldes des sapeurs-pompiers;
- e) à l'entretien courant des véhicules et des engins des sapeurs-pompiers;
- f) à l'entretien et au remplacement du matériel d'intervention;
- g) à l'acquisition, à l'entretien et à l'utilisation du matériel des sapeurs-pompiers;
- h) à la construction ou la location et à l'entretien des locaux nécessaires à la défense incendie et aux secours;
- i) aux coûts des biens consommables;
- j) à leur propre fonctionnement;
- k) aux frais d'intervention, sous réserve de l'article 33 al. 1 let. e et de la loi sur les routes.

² Les frais induits par l'attribution de missions cantonales, notamment les frais d'exploitation et d'entretien des bases de départ, sont mutualisés au niveau cantonal et répartis entre les associations de communes selon l'article 37.

³ Les associations de communes peuvent également mutualiser entre elles tout ou partie des autres frais qu'elles doivent assumer.

- c) die kantonale Feuerwehrausbildung;
- d) die Einsatz- und Alarmzentrale der Feuerwehr;
- e) die Einsätze auf den Nationalstrassen, über den Nationalstrassenfonds;
- f) den kantonalen Feuerwehrstab.

² Einzelheiten und Sonderfälle werden in besonderen Reglementen oder Richtlinien geregelt.

Art. 34 Gemeindeverbände

¹ Die Gemeindeverbände tragen die Kosten für:

- a) den Betrieb des Bataillons, der Kompanien und der Ausrückstandorte;
- b) die regionale Feuerwehrausbildung;
- c) die Ausrüstung der Feuerwehrleute;
- d) den Sold der Feuerwehrleute;
- e) den laufenden Unterhalt der Feuerwehrfahrzeuge und -geräte;
- f) den Unterhalt und den Ersatz des Einsatzmaterials;
- g) die Beschaffung, den Unterhalt und die Benutzung des Feuerwehrmaterials;
- h) den Bau oder die Miete und den Unterhalt der Lokale, die für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen benötigt werden;
- i) Verbrauchsgüter;
- j) ihre eigene Tätigkeit;
- k) die Feuerwehreinsätze; Artikel 33 Abs. 1 Bst. e und das Strassengesetz bleiben vorbehalten.

² Die Kosten, die aufgrund der Zuweisung kantonaler Aufgaben entstehen, namentlich die Betriebs- und Unterhaltskosten der Ausrückstandorte, werden auf kantonaler Ebene zusammengelegt und gemäss Artikel 37 unter den Gemeindeverbänden aufgeteilt.

³ Die Gemeindeverbände können auch die übrigen Kosten, die sie zu tragen haben, solidarisch unter sich aufteilen.

Art. 35 Etat de Fribourg

¹ En sus des frais prévus à l'article 32 al. 3, l'Etat assume les frais liés à l'intervention de spécialistes cantonaux tels que collaborateurs et collaboratrices ou mandataires de l'Etat.

Art. 36 Principes d'acquisition

¹ L'ECAB peut participer à des acquisitions groupées à l'échelle intercantonale ou nationale.

² Il peut coordonner et centraliser, pour le compte des associations de communes, les opérations d'acquisition du matériel et de l'équipement individuel harmonisés des sapeurs-pompiers.

³ L'ECAB établit une planification pluriannuelle de ses acquisitions, qu'il présente préalablement aux associations de communes et aux éventuels partenaires impliqués.

Art. 37 Mutualisation des frais

¹ La mutualisation des frais déterminés aux articles 34 et 38 est effectuée selon la clef de répartition suivante:

- a) 50% selon le nombre d'habitants (population légale);
- b) 50% selon la valeur assurée des bâtiments.

² L'ECAB est chargé de répartir annuellement les frais mutualisés entre les associations de communes. Les coûts liés à la gestion administrative de cette répartition sont assumés par ces dernières.

4.2 Frais d'intervention

Art. 38 Missions principales

¹ Les associations de communes assument les frais d'intervention liés aux missions principales des sapeurs-pompiers.

² Conformément au principe de solidarité, ces frais d'intervention à la charge des associations de communes sont mutualisés au niveau cantonal et répartis entre elles selon l'article 37.

Art. 35 Staat Freiburg

¹ Neben den Kosten nach Artikel 32 Abs. 3 trägt der Staat die Kosten für den Einsatz kantonaler Spezialistinnen und Spezialisten wie Mitarbeitende oder Beauftragte des Staates.

Art. 36 Beschaffungsgrundsätze

¹ Die KGV kann sich an interkantonalen oder nationalen Sammelbeschaffungen beteiligen.

² Sie kann im Auftrag der Gemeindeverbände die Operationen zur Beschaffung des vereinheitlichten Feuerwehrmaterials und der vereinheitlichten persönlichen Ausrüstung der Feuerwehrleute koordinieren und zentralisieren.

³ Die KGV erstellt für ihre Beschaffungen eine Mehrjahresplanung, die sie den betroffenen Gemeindeverbänden und allfälligen Partnerinnen und Partnern im Vorfeld unterbreitet.

Art. 37 Kostenaufteilung

¹ Die Aufteilung der Kosten gemäss den Artikeln 34 und 38 erfolgt nach folgendem Verteilschlüssel:

- a) 50% nach der Einwohnerzahl (zivilrechtliche Bevölkerung);
- b) 50% nach dem Versicherungswert der Gebäude.

² Die KGV ist für die jährliche Verteilung der zusammengelegten Kosten auf die Gemeindeverbände zuständig. Diese übernehmen die Administrationskosten für die Aufteilung.

4.2 Einsatzkosten

Art. 38 Kernaufgaben

¹ Die Gemeindeverbände tragen die Kosten von Einsätzen, die zu den Kernaufgaben der Feuerwehr gehören.

² Die Einsatzkosten zu Lasten der Gemeindeverbände werden nach dem Solidaritätsprinzip auf kantonaler Ebene zusammengelegt und gemäss Artikel 37 unter ihnen aufgeteilt.

Art. 39 Missions subsidiaires et volontaires

¹ Les frais d'intervention liés aux missions subsidiaires et volontaires sont mis:

- a) principalement, à la charge de la personne, de l'autorité ou de l'organe qui bénéficie du soutien des sapeurs-pompiers;
- b) subsidiairement, à la charge des associations de communes.

² L'ECAB est en droit de facturer l'utilisation des véhicules et des engins d'intervention mis à disposition en cas d'engagement pour des missions subsidiaires ou volontaires, selon les principes de l'alinéa 1.

Art. 40 Autres principes

¹ Les frais d'intervention sont refacturés à la personne qui a provoqué l'intervention (ci-après: le perturbateur ou la perturbatrice). Les règles suivantes s'appliquent:

- a) si plusieurs personnes sont impliquées, elles assument les frais proportionnellement à leur part de responsabilité;
- b) les frais liés à la lutte contre l'incendie sont uniquement mis à la charge du perturbateur ou de la perturbatrice si celui-ci ou celle-ci a causé l'incendie intentionnellement ou par négligence;
- c) les frais liés à la lutte contre les dommages dus aux éléments naturels sont mis à la charge du perturbateur ou de la perturbatrice si celui-ci ou celle-ci a provoqué l'intervention intentionnellement ou par négligence grave.

² Si le perturbateur ou la perturbatrice est inconnu-e ou insolvable, les frais liés aux interventions sur les biens sinistrés suivants sont refacturés à la personne qui possède ou qui détient le bien:

- a) les véhicules;
- b) les bateaux;
- c) les aéronefs;
- d) les bâtiments ou les installations qui ne sont pas assurés auprès de l'ECAB.

Art. 39 Subsidiaire und freiwillige Aufgaben

¹ Die Kosten von Einsätzen, die zu den subsidiären und freiwilligen Aufgaben gehören, gehen:

- a) grundsätzlich zu Lasten der Person, der Behörde oder der Organisation, der die Hilfe der Feuerwehr zugutekommt;
- b) subsidiär zu Lasten der Gemeindeverbände.

² Die KGV hat das Recht, die Benützung von Fahrzeugen und Einsatzgeräten, die bei subsidiären und freiwilligen Aufgaben für den Einsatz zur Verfügung gestellt werden, gemäss den Grundsätzen von Absatz 1 in Rechnung zu stellen.

Art. 40 Übrige Grundsätze

¹ Die Einsatzkosten werden der Person, die den Einsatz verursacht hat (der Störerin oder dem Störer), in Rechnung gestellt. Dabei gelten folgende Regeln:

- a) Wenn mehrere Personen beteiligt sind, tragen sie die Kosten im Verhältnis zu ihrem Anteil an der Verantwortung.
- b) Kosten, die bei der Bekämpfung von Bränden entstehen, werden der Störerin oder dem Störer nur dann auferlegt, wenn die Person den Brand vorsätzlich oder fahrlässig verursacht hat.
- c) Kosten, die bei der Bekämpfung von Elementarschäden entstehen, werden der Störerin oder dem Störer nur dann auferlegt, wenn die Person den Einsatz vorsätzlich oder durch Grobfahrlässigkeit verschuldet hat.

² Wenn die Störerin oder der Störer unbekannt oder zahlungsunfähig ist, werden die Kosten von Einsätzen in Zusammenhang mit folgenden Sachen deren Eigentümerin oder Eigentümer oder deren Inhaberin oder Inhaber in Rechnung gestellt:

- a) Fahrzeuge;
- b) Schiffe;
- c) Luftfahrzeuge;
- d) Gebäude und Anlagen, die nicht bei der KGV versichert sind.

5 Voies de droit

Art. 41

¹ Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours, conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

6 Régime transitoire de mise en œuvre de la réforme sur la défense incendie

Art. 42 CDIS provisoire

¹ Le Conseil d'Etat nomme les membres de la CDIS provisoire jusqu'à la constitution définitive de la CDIS.

² La CDIS provisoire est composée de trois personnes représentant l'Association des communes fribourgeoises, d'une personne représentant la Conférence des préfets, du directeur ou de la directrice et de la personne responsable du département compétent de l'ECAB (actuellement: Département Prévention et Intervention) ainsi que de l'inspecteur ou de l'inspectrice cantonal-e des sapeurs-pompiers. Le Conseil d'Etat peut également nommer comme membres avec voix consultative des partenaires de la chaîne de secours.

³ Le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice de la sécurité et de la justice en est membre d'office et la préside.

⁴ Le secrétariat de la CDIS provisoire est assumé par la Direction chargée de la sécurité et de la justice ³⁾.

⁵ La CDIS provisoire exerce notamment les attributions suivantes:

- a) approuver les analyses des risques;
- b) arrêter la carte opérationnelle de couverture des risques;
- c) fixer les standards minimaux de dotation en effectif sapeurs-pompiers;
- d) sur ces bases-là, adopter le découpage institutionnel selon la procédure prévue dans la présente loi.

³⁾ Actuellement: Direction de la sécurité et de la justice.

5 Rechtsmittel

Art. 41

¹ Die in Anwendung dieses Gesetzes gefällten Entscheide können mit Beschwerde gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden.

6 Übergangsregelung für die Umsetzung der Reform der Brandbekämpfung

Art. 42 Provisorische BBHK

¹ Der Staatsrat ernennt bis zur definitiven Konstituierung der BBHK die Mitglieder der provisorischen BBHK.

² Die BBHK besteht aus drei Vertreterinnen und Vertretern des Freiburger Gemeindeverbands, einer Vertreterin oder einem Vertreter der Oberamtmännerkonferenz, der Direktorin oder dem Direktor sowie der Leiterin oder dem Leiter der zuständigen Abteilung der Kantonalen Gebäudeversicherung (Heute: Abteilung Prävention und Intervention) sowie der kantonalen Feuerwehrenspektorin oder dem kantonalen Feuerwehrenspektor. Der Staatsrat kann auch Partner der Rettungskette zu Mitgliedern mit beratender Stimme ernennen.

³ Die Vorsteherin oder der Vorsteher der für Sicherheit und Justiz zuständigen Direktion ist von Amtes wegen Mitglied der Kommission und führt den Vorsitz.

⁴ Das Sekretariat der provisorischen BBHK wird von der für Sicherheit und Justiz zuständigen Direktion ³⁾ geführt.

⁵ Die provisorische BBHK hat namentlich folgende Befugnisse:

- a) Sie genehmigt die Risikoanalysen.
- b) Sie beschliesst die Einsatzkarte für die Risikodeckung.
- c) Sie legt Mindeststandards für den Bestand an Feuerwehrleuten fest.
- d) Sie beschliesst auf dieser Grundlage die institutionelle Einteilung nach dem in diesem Gesetz vorgesehenen Verfahren.

³⁾ Heute: Sicherheits- und Justizdirektion.

Art. 43 Véhicules et engins

¹ L'ECAB détermine les véhicules et les engins des sapeurs-pompiers qui sont repris, dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires à la défense incendie et aux secours.

² L'ECAB rachète les véhicules et les engins selon les règles d'amortissement de la législation sur les communes, soit en calculant une dépréciation de 15% l'an, après déduction du subside versé par l'ECAB. Les conventions ou les décisions contraires sont réservées.

³ Les communes disposent librement des véhicules et des engins non repris, sans remboursement du subside versé par l'ECAB.

⁴ Afin de garantir la sécurité et l'efficacité de la défense incendie et des secours sur le territoire cantonal, l'ECAB peut déjà procéder à des acquisitions de véhicules et d'engins conformément à l'article 33 al. 1.

Art. 44 Locaux sapeurs-pompiers

¹ Les communes disposent librement des locaux sapeurs-pompiers non repris dans le cadre de la carte opérationnelle, sans remboursement du subside versé par l'ECAB.

Art. 45 Associations de communes

¹ Les communes se groupent sans tarder en associations, en tenant compte de la carte opérationnelle.

² Les préfets sont chargés de mettre en œuvre ce groupement dans les délais les plus brefs. L'ECAB assiste les préfets dans cette tâche.

7 Droit transitoire

Art. 46 Régime transitoire de mise en œuvre

¹ Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et jusqu'au moment où les communes sont groupées en associations conformément à l'article 45, seul le régime transitoire de mise en œuvre est applicable.

Art. 43 Fahrzeuge und Geräte

¹ Die KGV entscheidet, welche Fahrzeuge und Geräte der Feuerwehr übernommen werden, weil sie für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen benötigt werden.

² Die KGV kauft die Fahrzeuge und Geräte gemäss den Amortisierungsregeln der Gesetzgebung über die Gemeinden zurück, d. h. indem sie nach Abzug des von der KGV überwiesenen Betrags eine Wertminderung von 15% pro Jahr berechnet. Anderslautende Vereinbarungen oder Entscheide bleiben vorbehalten.

³ Über die nicht übernommenen Fahrzeuge und Geräte können die Gemeinden frei verfügen, ohne den von der KGV geleisteten Beitrag rückerstatten zu müssen.

⁴ Um die Sicherheit und die Effizienz der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen auf dem Kantonsgebiet zu gewährleisten, kann die KGV bereits Fahrzeuge und Geräte gemäss Artikel 33 Abs. 1 beschaffen.

Art. 44 Feuerwehrlokale

¹ Über die Feuerwehrlokale, die nicht in die Einsatzkarte aufgenommen werden, können die Gemeinden frei verfügen, ohne den von der KGV geleisteten Beitrag rückerstatten zu müssen.

Art. 45 Gemeindeverbände

¹ Die Gemeinden schliessen sich unter Berücksichtigung der Einsatzkarte unverzüglich zu Gemeindeverbänden zusammen.

² Die Oberamtspersonen haben den Auftrag, den Zusammenschluss so rasch wie möglich umzusetzen. Die KGV unterstützt die Oberamtspersonen bei dieser Aufgabe.

7 Übergangsrecht

Art. 46 Übergangsregelung für die Umsetzung

¹ Bei Inkrafttreten dieses Gesetzes und bis zum Zeitpunkt, zu dem die Gemeinden in Gemeindeverbänden nach Artikel 45 zusammengeschlossen sind, gilt nur die Übergangsregelung für die Umsetzung.

² La défense incendie et les secours restent régis par la section 5 de la loi du 9 septembre 2016 sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB).

³ Le Conseil d'Etat arrête la date de la fin du régime transitoire en fonction du moment où les communes seront groupées en associations.

Art. 47 Subventionnement des locaux sapeurs-pompiers

¹ L'ancien droit relatif au subventionnement des locaux sapeurs-pompiers reste applicable si:

- a) la demande de subside est déposée dans les deux ans qui suivent la fin de la période transitoire;
- b) le décompte final est adressé à l'ECAB dans les trois ans qui suivent le dépôt de la demande; si le décompte final n'est pas adressé dans ce délai, la base de calcul du subside sera l'état des factures à son échéance.

II.

1.

L'acte RSF 632.1 (Loi sur les impôts communaux (LICO), du 10.05.1963) est modifié comme il suit:

Art. 21

Abrogé

2.

L'acte RSF 732.1.1 (Loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB), du 09.09.2016) est modifié comme il suit:

Art. 8 al. 2

² Il a les attributions suivantes:

² Die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen richten sich weiterhin nach Abschnitt 5 des Gesetzes vom 9. September 2016 über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG).

³ Der Staatsrat legt das Datum für das Ende der Übergangsregelung fest und richtet sich dabei nach dem Zeitpunkt, zu dem die Gemeinden in Gemeindeverbänden zusammengeschlossen sind.

Art. 47 Subventionierung der Feuerwehrlokale

¹ Das alte Recht zur Subventionierung von Feuerwehrlokalen bleibt anwendbar, wenn:

- a) das Beitragsgesuch innert 2 Jahren nach dem Ende der Übergangsregelung eingereicht wird;
- b) die Schlussabrechnung innert 3 Jahren nach Einreichen des Gesuchs an die KGV übermittelt wird. Geht die Schlussabrechnung nicht innert dieser Frist ein, so dient der Rechnungsstand am Fälligkeitstag als Berechnungsgrundlage für den Beitrag.

II.

1.

Der Erlass SGF 632.1 (Gesetz über die Gemeindesteuern (GStG), vom 10.05.1963) wird wie folgt geändert:

Art. 21

Aufgehoben

2.

Der Erlass SGF 732.1.1 (Gesetz über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG), vom 09.09.2016) wird wie folgt geändert:

Art. 8 Abs. 2

² Er hat folgende Befugnisse:

j) (*modifié*) il exerce la surveillance du traitement des réclamations et des recours contre les décisions de l'Etablissement et, le cas échéant, adresse des instructions à la direction;

Art. 22 al. 1

¹ Le préfet est, dans son district:

- a) *Abrogé*
- b) *Abrogé*

Art. 23 al. 1

¹ La commune est responsable:

- a) (*modifié*) de prononcer et de prendre toutes les mesures préventives propres à éviter la survenance de sinistres, notamment en veillant à l'entretien des canalisations d'évacuation des eaux, des cours d'eau et des plans d'eau;

Intitulé de section après Art. 31 (*modifié*)

3.2 Prime d'assurance et contribution à la prévention, à la défense incendie et aux secours

Art. 32 al. 2 (*modifié*)

² Les primes sont composées de la prime d'assurance proprement dite et d'une contribution à la prévention, à la défense incendie et aux secours.

Art. 34 al. 1 (*modifié*)

Contribution à la prévention, à la défense incendie et aux secours (*titre médian modifié*)

¹ Le taux maximal de la contribution à la prévention, à la défense incendie et aux secours à la charge des propriétaires est fixé dans le règlement d'exécution.

j) (*geändert*) Er übt die Aufsicht über die Behandlung von Einsprachen und Beschwerden gegen Entscheide der KGV aus und gibt der Direktion gegebenenfalls Anweisungen.

Art. 22 Abs. 1

¹ Die Oberamtsperson ist in ihrem Bezirk:

- a) *Aufgehoben*
- b) *Aufgehoben*

Art. 23 Abs. 1

¹ Die Gemeinde ist zuständig für:

- a) (*geändert*) das Beschliessen und Ergreifen aller Präventionsmassnahmen zur Vermeidung der Entstehung von Schäden, namentlich durch die Sicherstellung des Unterhalts der Kanalisationen für die Abwasserbeseitigung sowie der Fliessgewässer und der stehenden Gewässer;

Abschnittsüberschrift nach Art. 31 (*geändert*)

3.2 Versicherungsprämie und Beitrag zu Prävention, Brandbekämpfung und Hilfeleistungen

Art. 32 Abs. 2 (*geändert*)

² Die Prämien setzen sich aus der eigentlichen Versicherungsprämie und einem Beitrag zur Prävention, zur Brandbekämpfung und zu den Hilfeleistungen zusammen.

Art. 34 Abs. 1 (*geändert*)

Beitrag zu Prävention, Brandbekämpfung und Hilfeleistungen (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die Obergrenze des Beitrags zur Prävention, zur Brandbekämpfung und zu den Hilfeleistungen zulasten des Eigentümers oder der Eigentümerin wird in der Ausführungsverordnung festgelegt.

Art. 52 al. 1 (modifié), **al. 2** (nouveau)

¹ L'organisation du ramonage, en particulier la concession, les fréquences et les tarifs sont réglés par l'Etablissement selon les principes fixés dans la législation d'exécution.

² Le tarif des prestations de contrôle et de ramonage des installations thermiques est uniforme sur l'ensemble du canton de Fribourg. Il est établi compte tenu des recommandations techniques en la matière et des salaires de la branche. Il comprend:

- a) une taxe de base servant à couvrir les frais généraux, soit les frais qui ne peuvent être directement imputés à chaque objet;
- b) une taxe d'objet, calculée selon un temps forfaitaire imparti pour effectuer le travail en fonction de l'installation thermique;
- c) des cas particuliers tels que les travaux de contrôle ou les nettoyages avec produits alcalins.

Intitulé de section après Art. 57 (modifié)

5 Défense incendie et secours

Intitulé de section après section 5

5.1 (abrogé)

Art. 58 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié)

Rôle et compétences de l'Etablissement (*titre médian modifié*)

¹ L'Etablissement met en œuvre la législation spéciale en matière de défense incendie et de secours.

² Il se dote d'un centre de compétence dans le domaine de la défense incendie et des secours. Ses tâches et compétences sont fixées dans la réglementation particulière.

Art. 59

Abrogé

Art. 60

Abrogé

Art. 52 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (neu)

¹ Die Organisation der Kaminreinigung, insbesondere die Konzession, die Häufigkeit und die Tarife werden nach den in der Ausführungsgesetzgebung festgelegten Grundsätzen von der KGV geregelt.

² Der Tarif für die Kontrolle und Reinigung der Wärmeanlagen ist im gesamten Kanton einheitlich. Er wird unter Berücksichtigung der technischen Empfehlungen und der branchenüblichen Löhne erstellt. Er umfasst:

- a) eine Grundtaxe zur Deckung der allgemeinen Kosten, das heisst der Kosten, die nicht direkt einem Objekt angerechnet werden können;
- b) eine Objekttaxe, deren Berechnung auf einer Zeitpauschale basiert, die je nach Wärmeanlage für die Arbeit erforderlich ist;
- c) besondere Fälle wie Kontrollarbeiten oder Reinigungen mit alkalischen Produkten.

Abschnittsüberschrift nach Art. 57 (geändert)

5 Brandbekämpfung und Hilfeleistungen

Abschnittsüberschrift nach Abschnitt 5

5.1 (aufgehoben)

Art. 58 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert)

Rolle und Zuständigkeiten der KGV (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die KGV setzt die Spezialgesetzgebung im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen um.

² Sie setzt dafür ein Kompetenzzentrum für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen ein. Dessen Aufgaben und Zuständigkeiten werden in einem besonderen Reglement festgelegt.

Art. 59

Aufgehoben

Art. 60

Aufgehoben

Art. 61

Abrogé

Art. 62

Abrogé

Art. 63

Abrogé

Art. 64

Abrogé

Art. 65

Abrogé

Art. 66

Abrogé

Art. 67

Abrogé

Art. 68

Abrogé

Art. 69

Abrogé

Art. 70

Abrogé

Art. 71

Abrogé

Art. 61

Aufgehoben

Art. 62

Aufgehoben

Art. 63

Aufgehoben

Art. 64

Aufgehoben

Art. 65

Aufgehoben

Art. 66

Aufgehoben

Art. 67

Aufgehoben

Art. 68

Aufgehoben

Art. 69

Aufgehoben

Art. 70

Aufgehoben

Art. 71

Aufgehoben

Art. 72

Abrogé

Art. 73

Abrogé

Art. 74

Abrogé

Art. 75

Abrogé

Intitulé de section après Art. 75

5.2 (*abrogé*)

Art. 76

Abrogé

Art. 107 al. 2 (nouveau)

² En cas de sinistre causé par les éléments naturels et en l'absence de facteurs de réduction, le procès-verbal de l'estimation du dommage vaut décision d'indemnité. L'Etablissement règle les détails.

Art. 110 al. 1 (modifié)

¹ Une indemnité équitable de dépréciation peut être accordée pour des dégâts qui ne peuvent pas être réparés ou dont les frais de réparation sont manifestement disproportionnés, par exemple pour des fissures, ou en cas de dommages esthétiques.

Art. 128 al. 2 (modifié)

² La direction est l'autorité compétente pour traiter des réclamations.

Art. 72

Aufgehoben

Art. 73

Aufgehoben

Art. 74

Aufgehoben

Art. 75

Aufgehoben

Abschnittsüberschrift nach Art. 75

5.2 (*aufgehoben*)

Art. 76

Aufgehoben

Art. 107 Abs. 2 (neu)

² Bei Elementarschäden und wenn keine Kürzungsfaktoren vorliegen, gilt das Protokoll der Schadensschätzung als Entschädigungsentscheid. Die KGV regelt die Einzelheiten.

Art. 110 Abs. 1 (geändert)

¹ Eine angemessene Entschädigung der Wertminderung kann gewährt werden für Schäden, die nicht repariert werden können oder deren Reparaturkosten offensichtlich unverhältnismässig sind, beispielsweise für Mauerrisse oder für ästhetische Schäden.

Art. 128 Abs. 2 (geändert)

² Zuständig für die Behandlung von Einsprachen ist die Direktion.

3.

L'acte RSF 741.1 (Loi sur les routes (LR), du 15.12.1967) est modifié comme il suit:

Intitulé de section après Art. 80 (modifié)

3.3 Frais d'entretien et d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes cantonales

Art. 81 al. 5 (nouveau)

Principes (*titre médian modifié*)

⁵ Les frais d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes cantonales sont à la charge de celui qui a provoqué l'intervention (le perturbateur) et, subsidiairement, à la charge de l'Etat.

Intitulé de section après Art. 81 (modifié)

3.4 Frais d'entretien et d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes communales

Art. 82 al. 2 (nouveau)

Principes (*titre médian modifié*)

² Les frais d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes communales sont à la charge de celui qui a provoqué l'intervention (le perturbateur) et, subsidiairement, à la charge de la commune.

Intitulé de section après Art. 82a (modifié)

3.5 Frais d'entretien et d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes et chemins privés affectés à l'usage commun

Art. 83 al. 2 (nouveau)

Principes (*titre médian modifié*)

² Les frais d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes et chemins privés affectés à l'usage commun sont à la charge de celui qui a provoqué l'intervention (le perturbateur) et, subsidiairement, à la charge du propriétaire.

3.

Der Erlass SGF 741.1 (Strassengesetz (StrG), vom 15.12.1967) wird wie folgt geändert:

Abschnittsüberschrift nach Art. 80 (geändert)

3.3 Unterhalts- und Einsatzkosten für Kantonsstrassen (ohne Umweltverschmutzung)

Art. 81 Abs. 5 (neu)

Grundsätze (*Artikelüberschrift geändert*)

⁵ Die Kosten von Einsätzen auf den Kantonsstrassen (ohne Umweltverschmutzung) gehen zulasten der Person, die den Einsatz verursacht hat (der Störer), und subsidiär zulasten des Staates.

Abschnittsüberschrift nach Art. 81 (geändert)

3.4 Unterhalts- und Einsatzkosten für Gemeindestrassen (ohne Umweltverschmutzung)

Art. 82 Abs. 2 (neu)

Grundsätze (*Artikelüberschrift geändert*)

² Die Kosten von Einsätzen auf Gemeindestrassen (ohne Umweltverschmutzung) gehen zulasten der Person, die den Einsatz verursacht hat (der Störer), und subsidiär zulasten der Gemeinde.

Abschnittsüberschrift nach Art. 82a (geändert)

3.5 Unterhalts- und Einsatzkosten für Privatstrassen und -wegen im Gemeindegebrauch (ohne Umweltverschmutzung)

Art. 83 Abs. 2 (neu)

Grundsätze (*Artikelüberschrift geändert*)

² Die Kosten von Einsätzen auf Privatstrassen und -wegen im Gemeindegebrauch (ohne Umweltverschmutzung) gehen zulasten der Person, die den Einsatz verursacht hat (der Störer), und subsidiär zulasten des Eigentümers.

4.

L'acte RSF 812.1 (Loi sur les eaux (LCEaux), du 18.12.2009) est modifié comme il suit:

Art. 21 al. 1 (modifié), **al. 2** (nouveau)

Intervention en cas de pollution environnementale et police de la protection des eaux (art. 49 LEaux) (*titre médian modifié*)

¹ L'intervention en cas de pollution environnementale et la police de la protection des eaux sont assurées par les organismes désignés par le règlement d'exécution. La législation sur la défense incendie et les secours est réservée.

² L'intervention couvre les atteintes nuisibles au sens de la loi fédérale sur la protection des eaux. Elle couvre en outre toutes les atteintes à l'environnement au sens de la loi fédérale sur la protection de l'environnement.

Art. 55 al. 1 (modifié), **al. 3** (abrogé), **al. 6** (nouveau)

Frais d'intervention en cas d'atteinte nuisible (*titre médian modifié*)

¹ Les frais d'intervention résultant d'une atteinte nuisible (art. 59 de la loi fédérale sur la protection de l'environnement et art. 54 de la loi fédérale sur la protection des eaux) sont mis à la charge de celui ou celle qui a provoqué l'intervention (le perturbateur ou la perturbatrice).

³ *Abrogé*

⁶ Les frais d'intervention des sapeurs-pompiers sont réglés dans la législation sur la défense incendie et les secours.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

4.

Der Erlass SGF 812.1 (Gewässergesetz (GewG), vom 18.12.2009) wird wie folgt geändert:

Art. 21 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (neu)

Einsätze bei Umweltverschmutzung und Gewässerschutzpolizei (Art. 49 GSchG) (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Das Ausführungsreglement bezeichnet die Stellen, die für die Gewässerschutzpolizei und für Einsätze bei einer Umweltverschmutzung verantwortlich sind. Die Gesetzgebung über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen bleibt vorbehalten.

² Die Einsätze umfassen die nachteiligen Einwirkungen im Sinne des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer. Sie umfassen ausserdem alle Umwelteinwirkungen im Sinne des Bundesgesetzes über den Umweltschutz.

Art. 55 Abs. 1 (geändert), **Abs. 3** (aufgehoben), **Abs. 6** (neu)

Einsatzkosten bei nachteiliger Einwirkung (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die Kosten von Einsätzen, die aufgrund einer nachteiligen Einwirkung erfolgen (Art. 59 des Bundesgesetzes über den Umweltschutz und Art. 54 des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer), werden der Person auferlegt, die den Einsatz verursacht hat (die Störerin oder der Störer).

³ *Aufgehoben*

⁶ Die Einsatzkosten der Feuerwehr werden in der Gesetzgebung über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen geregelt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat:

- a) fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi en tenant compte de la période nécessaire au régime transitoire de mise en œuvre;
- b) arrête, conformément à l'article 46 al. 3, la date de la fin de ce régime transitoire.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat:

- a) legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest und berücksichtigt dabei die Zeit, die für die Umsetzung der Übergangsregelung erforderlich ist;
- b) legt gemäss Artikel 46 Abs. 3 das Datum für das Ende der Übergangsregelung fest.

CORE



CORE
Fiduciaire Revicor SA

Avenue Beauregard 1
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

CORE
Services en fiduciaire

Comptabilité
Révision
Fiscalité & TVA
Conseil d'entreprise &
juridique
Conseils prévoyance

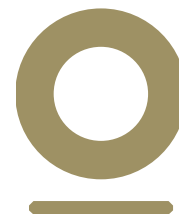
Entreprise certifiée
EXPERTsuisse et membre
de FIDUCIAIRE | SUISSE

core-partner.ch

**Rapport d'audit succinct
sur la projection financière LDIS**

Direction de la sécurité et de la justice DSJ

Fribourg



Fribourg, le 28 août 2020

**Rapport d'audit succinct sur la projection financière dans le cadre du projet de loi sur la défense incendie et les secours (LDIS)
Direction de la sécurité et de la justice DSJ
Fribourg**

Conformément au mandat qui nous a été confié, nous avons vérifié la projection financière dans le cadre du projet de loi sur la défense incendie et les secours (LDIS) établie par l'ECAB et relative au coût de la défense incendie pour les communes du canton de Fribourg à l'horizon 2030 selon la Norme d'audit suisse 940 « Examen d'informations financières prévisionnelles ».

Cette projection financière présentée dans l'annexe « Projection financière dans le cadre du projet de loi sur la défense incendie et les secours (LDIS) établie par l'ECAB » et les hypothèses sur la base desquelles elle a été établie relèvent de la responsabilité de la Direction de la sécurité et de la justice DSJ.

Cette projection financière a été préparée pour déterminer le coût brut total par habitant de la défense incendie pour les communes à l'horizon 2030. Elle repose sur un ensemble d'éléments comprenant des hypothèses théoriques sur des événements futurs qui ne se produiront peut-être pas nécessairement. En conséquence, les destinataires sont avertis que cette projection financière ne peut pas être utilisée à d'autres fins.

Sur la base de notre examen des éléments corroborant les hypothèses retenues pour les projections dans l'annexe « Projection financière dans le cadre du projet de loi sur la défense incendie et les secours (LDIS) établie par l'ECAB », rien ne nous est apparu qui nous conduit à penser que celles-ci ne constituent pas une base raisonnable pour la projection financière.

Selon notre appréciation, la projection financière est correctement préparée sur la base des hypothèses décrites et présentée en conformité avec les principes comptables de la loi suisse.

Même si les événements sous-tendant les hypothèses retenues dans l'annexe « Projection financière dans le cadre du projet de loi sur la défense incendie et les secours (LDIS) établie par l'ECAB » se produisent, les réalisations peuvent néanmoins différer des projections de manière significative, dès lors que tous les événements ne se produisent pas toujours comme prévu.

Markus Jungo
Expert-comptable diplômé
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

pp Célien Berthold
Expert-comptable diplômé
Expert-réviseur agréé

Annexes

- Rapport d'audit détaillé sur la projection financière LDIS
- Projection financière dans le cadre du projet de loi sur la défense incendie et les secours (LDIS) établie par l'ECAB

CORE
Fiduciaire Revicor SA

Avenue Beauregard 1
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

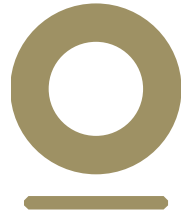
CORE
Services en fiduciaire

Comptabilité
Révision
Fiscalité & TVA
Conseil d'entreprise &
juridique
Conseils prévoyance

Entreprise certifiée
EXPERTsuisse et membre
de FIDUCIAIRE | SUISSE

core-partner.ch

CORE



CORE
Fiduciaire Revicor SA

Avenue Beauregard 1
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

CORE
Services en fiduciaire

Comptabilité
Révision
Fiscalité & TVA
Conseil d'entreprise &
juridique
Conseils prévoyance

Entreprise certifiée
EXPERTsuisse et membre
de FIDUCIAIRE | SUISSE

core-partner.ch

Rapport d'audit détaillé
sur la projection financière LDIS

Direction de la sécurité et de la justice DSJ

Fribourg



Fribourg, le 28 août 2020

Rapport d'audit détaillé sur la projection financière dans le cadre du projet de loi sur la défense incendie et les secours (LDIS) à l'attention de la Direction de la sécurité et de la justice DSJ Fribourg

1. Mandat
2. Niveau d'assurance modéré
3. Méthodologie et procédures d'examen
4. Travaux effectués
 - 4.1. Vérification des hypothèses significatives
 - 4.2. Vérification de la projection financière (charges et produits)
5. Appréciation

CORE
Fiduciaire Revicor SA

Avenue Beauregard 1
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

CORE
Services en fiduciaire

Comptabilité
Révision
Fiscalité & TVA
Conseil d'entreprise &
juridique
Conseils prévoyance

Entreprise certifiée
EXPERTsuisse et membre
de FIDUCIAIRE | SUISSE

core-partner.ch

1. Mandat

Dans le cadre de la consultation de l'avant-projet de loi sur la défense-incendie et les secours (LDIS), une projection financière des conséquences de cette réforme sur les communes a été établie par l'Établissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB) en collaboration avec le Service des Communes (Scom).

L'objectif de la projection financière est de déterminer les coûts annuels moyens liés à cette nouvelle loi à l'horizon 2030 pour les communes du canton de Fribourg.

Vous nous avez chargés d'examiner ces informations financières prévisionnelles et de vous faire part de notre appréciation. À ce titre, nous avons réuni des éléments probants suffisants et appropriés pour former notre appréciation.

2. Niveau d'assurance modéré

La nouvelle loi aura pour conséquence des modifications importantes dans l'organisation et le financement de la défense incendie du canton de Fribourg, notamment avec la création d'associations de communes qui formeront des bataillons de sapeurs-pompier. Il est estimé que la période transitoire pour la réalisation des objectifs de cette nouvelle législation se terminera en 2030.

Un des objectifs de cette réorganisation est de réduire significativement le nombre de casernes et le nombre de sapeurs-pompier à l'horizon 2030, notamment puisque le périmètre d'une association de communes devra regrouper au moins 30'000 habitants.

Les hypothèses et les informations financières prévisionnelles ont dès lors été établies en considérant que les objectifs de la loi seront atteints, bien que la responsabilité de la défense incendie reste une compétence communale et est dès lors décentralisée.

Dans ce cadre, nous précisons que les informations financières prévisionnelles se rapportent à des événements qui ne se sont pas encore produits et qui peuvent ne pas se produire du tout. Bien que certains éléments probants soient disponibles pour étayer les hypothèses, ces derniers sont en général axés sur l'avenir et sont donc spéculatifs par nature.

Nous ne sommes dès lors pas en mesure d'émettre une assurance positive quant à la détermination du coût futur par habitant des communes et de l'ECAB ni du coût total par habitant de la défense incendie, mais uniquement un niveau d'assurance modéré.

3. Méthodologie et procédures d'examen

Pour planifier les travaux de vérification, nous avons pris en compte les éléments suivants :

- Les probabilités d'anomalies significatives ;
- Les connaissances acquises lors des missions précédentes (analyse financière du projet ECALEX) ;
- Les compétences des collaborateurs impliqués dans l'établissement des projections ;
- L'impact du jugement sur les projections ;
- L'adéquation et la fiabilité des données utilisées.

Sur cette base, les procédures d'audit suivantes ont été réalisées :

- Prise de connaissance du projet de législation et de l'environnement actuel ;
- Évaluation de la source et la fiabilité des éléments étayant les hypothèses ;
- Vérification si toutes les hypothèses significatives sont présentées dans la synthèse ;
- Plausibilisation des réflexions menées et recherche d'éventuelles incohérences ou contradictions ;

- Réconciliation des données sources utilisées avec des documents internes ou externes (inspection) ;
- Entretiens avec les personnes informées et impliquées dans les projections (demande d'informations) ;
- Vérification de l'exactitude mathématique des calculs effectués et de leur cohérence globale (contrôle arithmétique).

4. Travaux effectués

Les travaux de vérification ont été effectués par M. Markus Jungo (responsable de mandat, expert-comptable diplômé) et M. Célien Berthold (expert-comptable diplômé).

Nous avons rencontré les différents intervenants du projet à 3 reprises :

- 1) Le 19 février 2020 pour définir le mandat ainsi que la méthodologie. Personnes présentes : Mélanie Mailard Russier (DSJ), Didier Carrard (ECAB), Vincent Perriard (ECAB), Gérald Mutrux (SCom), Gilles Ballaman (SCom), Markus Jungo (CORE) ;
- 2) Le 6 juillet 2020 pour la présentation des hypothèses, de la méthodologie et des résultats. Personnes présentes : Vincent Perriard (ECAB), Gilles Ballaman (Scom), Markus Jungo (CORE), Célien Berthold (CORE) ;
- 3) Le 22 juillet 2020 dans le cadre des vérifications et de nos demandes complémentaires. Personnes présentes : Vincent Perriard (ECAB), Markus Jungo (CORE), Célien Berthold (CORE).

Les travaux effectifs de vérifications ont été réalisés dans nos bureaux et par téléphone/email directement avec M. Perriard du 6 au 26 août 2020.

4.1. Vérification des hypothèses significatives

4.1.1. Nombre d'habitants (2030) : 353'045

Le nombre d'habitants dans le canton de Fribourg sur la base des statistiques cantonales est de 321'535 au 31.12.2019.

Le nombre d'habitant a été adapté sur la base de l'indice pour la population résidante permanente du canton de Fribourg à l'horizon 2020 transmis par l'Office fédéral de la statistique. Cet indice vaut 109.8 au 31 décembre 2030 en prenant pour base 100 la valeur au 31 décembre 2019 et le calcul correspondant est correct.

4.1.2. Nombre de bataillons : 5

Nous avons vérifié si la répartition retenue de 5 bataillon est conforme aux prescriptions légales du projet de la LDIS. Sur la base de l'annuaire statistique du canton 2020, le nombre d'habitants au 31.12.2018 couverts par les bataillons sont les suivants :

Sarine	Sud (Gruyère, Veveyse, Glâne)	Singine	Lac	Broye	Total
106'136	98'894	43'990	36'800	32'894	318'714
33%	31%	14%	12%	10%	100%

Les bassins de population correspondants respectent la limite inférieure du périmètre prescrite par la loi (30'000 habitants par association de communes, art. 12 RDIS).

Cette hypothèse table sur un regroupement des districts du Sud en un seul bataillon qui, sur la base des informations actuelles, est probable.

4.1.3. Points de départ spécialistes : 7

Les points de départ spécialistes sont l'équivalent des actuels 7 centres de renfort qui sont situés à Fribourg, Guin, Bulle, Morat, Romont, Estavayer-le-Lac et Châtel-St-Denis.

Cette hypothèse part du principe que la répartition actuelle ne sera pas modifiée.

4.1.4. Bases de départ : 39

Le nombre de bases de départ correspond au futur nombre de casernes (les 7 points de départ spécialistes sont inclus) nécessaire à la couverture des risques. Pour déterminer les besoins, un rapport intermédiaire « Sapeurs-Pompiers 2020+ » a été établi par l'État de Fribourg (DSJ) en 2018.

Ce rapport définit les objectifs et les missions des sapeurs-pompiers ainsi que les risques du canton qui sont liés. Pour couvrir l'ensemble des risques sans tenir compte de l'aide intercommunal, il a été déterminé sur la base d'une carte opérationnelle que le canton de Fribourg a besoin de 39 bases de départ.

Il est important de préciser que cette hypothèse induit la suppression d'un nombre important de bases de départ car il existe actuellement 72 corps de sapeurs-pompiers dans le canton.

Selon le droit transitoire, les communes disposent librement des locaux sapeurs-pompiers non repris dans le cadre de la carte opérationnelle ; cette hypothèse est dès lors valide uniquement si les locaux sont effectivement réaffectés à d'autres objectifs que la défense incendie.

4.1.5. Nombre de sapeurs : 2'500

Le nombre de sapeurs-pompiers déterminé correspond à l'analyse détaillée de l'Inspecteur cantonal des sapeurs-pompiers.

Il ressort de cette analyse que les besoins en sapeurs-pompiers varient selon les missions des casernes et le degré de risque de la zone à couvrir ; de 40 sapeurs-pompiers pour une caserne standard à 80 sapeurs-pompiers pour un centre de renfort. Le besoin total a été estimé à 1'970 sapeurs-pompiers.

Une marge de prudence de 25% a été ajoutée afin de tenir compte des incertitudes et porte le total à 2'500 sapeurs-pompiers.

Cette estimation est très fortement dépendante du nombre de bases de départ.

4.1.6. Indices macroéconomiques (inflation, salaires, constructions)

À la suite de nos recommandations, un horizon temporel a été défini et des indices macroéconomiques ont été pris en considération.

À défaut de prévisions d'organismes officiels (Office fédéral de la statistique, Banque nationale suisse), une approche historique a été privilégiée. Nous avons à ce titre réconcilié les données utilisées avec les sources appropriées.

Cette approche historique est prudente car elle mène à un renchérissement des coûts et est dès lors considérée comme appropriée. Les indices présentés sont également cohérents mais il est important de souligner leur nature extrêmement spéculative.

4.1.7. Taux des loyers : 4%

Le taux est composé de l'amortissement annuel (1.5%), du coût du capital (1.5%) et des frais d'entretien du bâtiment (1%).

L'amortissement annuel et le coût du capital sont appliqués aux coûts de constructions nets des bâtiments (après déduction de la subvention ECAB) tandis que les frais d'entretien sont appliqués aux coûts de constructions bruts (sans déduction de la subvention ECAB). Cette approche est considérée appropriée étant donné que l'actuel droit relatif au subventionnement des locaux des sapeurs-pompiers reste applicable moyennant certaines conditions (demande de subside dans les 2 ans).

Conformément au nouveau modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2) qui entrera en vigueur dans le canton de Fribourg au 01.01.2022, l'amortissement des actifs appartenant au patrimoine administratif s'effectue en fonction de la durée d'utilisation et de la catégorie d'immobilisations. L'amortissement a été défini à 1.5% ce qui correspond à une durée d'utilisation des bâtiments de 65 ans que nous jugeons comme une moyenne appropriée.

Le coût du capital est la moyenne pondérée du coût des capitaux de tiers et du capital propre. Compte tenu des conditions actuelles d'emprunt à taux fixe sur le marché hypothécaire à long terme, nous jugeons 1.5% comme prudent et adapté.

Les frais d'entretien du bâtiment de 1% sont en ligne avec ce qui est usuellement considéré comme approprié.

4.2. Vérification de la projection financière (charges et produits)

Les données utilisées ainsi que les calculs ont fait l'objet de procédures d'examen approfondies qui sont détaillées ci-dessous. Ces procédures correspondent à des techniques d'audit usuelles telles que des demandes d'informations, des inspections et des contrôles arithmétiques.

4.2.1. Salaires et soldes

- Demandes d'informations détaillées par entretien ;
- Plausibilisation des salaires de base et des taux d'assurances sociales ;
- Plausibilisation du nombre d'équivalents plein temps par bataillon ;
- Réconciliation par sondage des données utilisées avec les comptes des communes ;
- Réconciliation par sondage des données utilisées avec les registres comptables de l'ECAB ;
- Vérification que les hypothèses significatives soient correctement intégrées dans les calculs ;
- Vérification arithmétique des calculs.

4.2.2. Cours et instructions

- Demandes d'informations détaillées par entretien ;
- Réconciliation par sondage des données utilisées avec les registres comptables de l'ECAB ;
- Plausibilisation des extrapolations réalisées sur la base du budget Bataillon Broye ;
- Vérification que les hypothèses significatives soient correctement intégrées dans les calculs ;
- Vérification arithmétique des calculs.

4.2.3. Autres charges de personnel

- Demandes d'informations détaillées par entretien ;
- Vérification par entretien de la cohérence des données utilisées ;
- Plausibilisation des extrapolations réalisées sur la base du budget Bataillon Broye ;
- Réconciliation par sondage des données utilisées avec les comptes des communes ;
- Vérification que les hypothèses significatives soient correctement intégrées dans les calculs ;
- Vérification arithmétique des calculs.

4.2.4. Frais de locaux

- Demandes d'informations détaillées par entretien ;
- Vérification par entretien de la cohérence des données utilisées et des calculs ;
- Réconciliation des coûts de construction nets avec les dossiers de subventions signés ;
- Vérification que les hypothèses significatives soient correctement intégrées dans les calculs ;
- Vérification arithmétique des calculs.

4.2.5. Cotisations

- Demandes d'informations détaillées par entretien ;
- Réconciliation par sondage des données utilisées avec les comptes des communes ;
- Vérification que les hypothèses significatives soient correctement intégrées dans les calculs ;
- Vérification arithmétique des calculs.

4.2.6. Communication

- Demandes d'informations détaillées par entretien.

4.2.7. Véhicules et Enveloppes ECAB

- Demandes d'informations détaillées par entretien ;
- Analyse des types de véhicules et plausibilisation du nombre total nécessaire ;
- Plausibilisation des coûts annuels récurrents par véhicule ;
- Plausibilisation des durées de vie ;
- Réconciliation par sondage des données utilisées avec les comptes des communes ;
- Vérification si la répartition des coûts entre l'ECAB et les bataillons est conforme au projet de loi ;
- Vérification que les hypothèses significatives soient correctement intégrées dans les calculs ;
- Vérification arithmétique des calculs.

4.2.8. Matériel et engins

- Demandes d'informations détaillées par entretien ;
- Plausibilisation des durées de vie ;
- Plausibilisation des extrapolations réalisées sur la base du budget Bataillon Broye ;
- Vérification par sondage des prix d'acquisition du matériel selon les contrats ;
- Vérification que les hypothèses significatives soient correctement intégrées dans les calculs ;
- Vérification arithmétique des calculs.

4.2.9. Équipements personnels

- Demandes d'informations détaillées par entretien ;
- Vérification par sondage des prix d'acquisition des tenues feu sur la base d'une offre d'un fournisseur ;
- Plausibilisation des durées de vie, des autres prix du matériel et des lavages ;
- Vérification que les hypothèses significatives soient correctement intégrées dans les calculs ;
- Vérification arithmétique des calculs.

4.2.10. Consommables

- Demandes d'informations détaillées par entretien ;
- Plausibilisation des extrapolations réalisées sur la base du budget Bataillon Broye ;
- Vérification arithmétique des calculs.

4.2.11. Frais d'intervention (charges et produits)

- Demandes d'informations détaillées par entretien ;
- Vérification de la documentation établie par le Service des communes (SCom) ;
- Vérification des populations par district avec les statistiques cantonales ;
- Réconciliation des données utilisées avec les informations du Service de l'environnement (SEn) ;
- Réconciliation par sondage des données utilisées avec les comptes des communes ;
- Vérification que les hypothèses significatives soient correctement intégrées dans les calculs ;
- Vérification arithmétique des calculs.

5. Appréciation

Durant la réalisation de nos vérifications, nous avons émis des recommandations relatives aux hypothèses, à la présentation et aux variables utilisées dans les calculs.

Ces recommandations ont fait l'objet de discussion durant les séances de travail et ont été prises en considération avec la plus grande diligence, notamment concernant la définition d'un horizon temporel précis et la prise en considération de l'évolution de la population et des indices macroéconomiques (indices d'inflation, de construction et des salaires).

Sur la base des travaux effectués et des modifications effectuées, nous sommes en mesure d'apprécier que :

- Les hypothèses retenues ne sont pas déraisonnables et sont cohérentes avec l'objectif des informations prévisionnelles ;
- Les informations financières prévisionnelles sont préparées et calculées de manière appropriée sur la base des hypothèses retenues ;
- Les informations financières prévisionnelles sont correctement présentées et toutes les hypothèses significatives sont publiées de manière appropriée.

Selon notre appréciation, la projection financière est correctement préparée sur la base des hypothèses décrites et présentée en conformité avec les principes comptables de la loi suisse.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et restons à disposition pour toute information complémentaire.

Nous vous adressons, Mesdames, Messieurs, nos salutations les plus distinguées.

Markus Jungo
Expert-comptable diplômé

pp Célien Berthold
Expert-comptable diplômé

Projection financière dans le cadre du projet de loi sur la défense incendie et les secours (LDIS)

-

Coût de la défense incendie pour les communes du canton de Fribourg à l'horizon 2030



Table des matières

Synthèse	2
Résumé de la projection financière	4
Méthodologie	5
Hypothèses	7
Notes	11
Projection détaillée	12
Commentaire de la projection financière - Charges	14
Commentaire de la projection financière - Produits	21

Introduction

La présente projection a été établie à la demande du comité de pilotage LDIS sur requête du groupe de travail de finalisation « GT5 », répondant ainsi aux demandes de clarification de l'Association des communes fribourgeoises. Il a été établi par l'ECAB avec la très précieuse collaboration du Service des communes. Il est adressé au COPIL qui décidera de son usage et sa communication.

Synthèse

La nouvelle loi cantonale sur la défense incendie et les secours (LDIS) aura pour conséquence un désenchevêtrement important dans l'organisation de la défense incendie dans le canton de Fribourg. Si la responsabilité de la défense incendie reste une compétence communale, son financement va être modifié. En effet, celui-ci fonctionne actuellement sur un mode de subventionnement, octroyé par l'établissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB).

L'avant-projet de loi mis en consultation en 2019 a donné lieu à un certain nombre de remarques, qui ont permis de remanier le projet de loi afin d'aboutir à la répartition décrite dans le paragraphe suivant. Une analyse financière déterminant le coût de la défense incendie pour les communes a également été souhaitée et fait l'objet du présent document.

Dans le futur, le projet de loi prévoit que la fourniture des véhicules et modules équipés en matériel ainsi que les aspects liés à l'exploitation de la centrale d'alarme et d'engagement seront assurés par l'ECAB, alors que la gestion des RH, la fourniture des équipements personnels, le renouvellement et l'entretien du matériel seront de la responsabilité des communes, elles-mêmes réunies en associations afin de former des bataillons de sapeurs-pompiers. L'entretien des véhicules sera assuré par ces mêmes bataillons, mais financé par l'ECAB via des enveloppes correspondant à la dotation attribuée. Finalement, des enveloppes intégrant une participation au renouvellement du matériel pourront également être octroyées afin d'équilibrer le système (voir chapitre « Hypothèses »).

D'un point de vue méthodologique, cette analyse vise à **représenter le coût par habitant moyen sur une base annuelle à l'horizon 2030**, permettant ainsi d'estimer les coûts une fois le système mis en place. L'analyse conclut à un coût de la défense incendie pour les communes se situant entre **46 CHF et 50,9 CHF par habitant**. A noter que ces chiffres reflètent le coût brut de la défense incendie pour les communes, c'est-à-dire sans prise en compte du financement de la défense incendie par les produits de la taxe ou l'impôt.

Les paramètres utilisés ont été établis, outre l'avant-projet de loi et son rapport, sur la base des discussions avec différents commandants de centres de renfort et du premier

budget de la future association de défense-incendie de la Broye, afin de prendre en compte le plus possible les intentions et les besoins du terrain. Cependant, il apparaît important de mentionner que ces paramètres dépendront directement des choix de gestion qui seront effectués par les associations de communes en pleine autonomie. Il paraît évident que plus l'association de commune couvre un bassin de population important et un nombre important de base de départ, plus les économies d'échelles ont une influence sur le coût de la défense incendie.

Synthèse		
Communes	Coûts annuels totaux des communes à l'horizon 2030 selon projection financière	17 100 000 CHF
	Coût brut par habitant	48,44 CHF
	<i>Estimation haute (+5%)</i>	50,9 CHF
	<i>Estimation basse (-5%)</i>	46,0 CHF
ECAB	Part "Intervention" des charges DPI (ECAB)	12 060 000 CHF
	Coût par habitant	34,16 CHF
Total	Coût brut défense incendie par habitant (arrondi)	82,60 CHF
	<i>Estimation haute (+5%)</i>	86,7 CHF
	<i>Estimation basse (-5%)</i>	78,5 CHF
	Part communes	58,6%
	Part ECAB	41,4%

Note : L'ECAB augmente sa contribution de 9,7 (moyenne 2016-2018) à 12,1 mio environ (+7,4-/hab.).

Durant l'élaboration du projet de loi, la DSJ et l'ECAB ont bénéficié du support de Team Consult, entreprise expérimentée dans l'accompagnement de réformes organisationnelles, notamment en matière de défense-incendie. Ceux-ci ont pu fournir, à titre de comparaison, des estimations des coûts dans le canton de Neuchâtel¹ et de Vaud². Si ces chiffres doivent être relativisés, dû à un horizon temporel différent ainsi qu'à des organisations et répartitions différentes, la comparaison fait cependant état d'un coût de la défense-incendie (part communes + ECAB) dans un ordre de grandeur similaire aux cantons voisins.

Comparatif			
Canton	Part ECAB/ECAP/ECA	Part des communes	CHF / hab.
FR	42%	58%	82,60 CHF
NE (ECAP+canton)	35%	65%	90,00 CHF
VD	60%	40%	78,00 CHF

¹ Situation avant la réforme et la création de 4 régions, Rapport du CE au GC, 2011.
https://www.ne.ch/autorites/GC/objets/Documents/Rapports/2012/12004_CE.pdf

² Rapport de Commission sur la LSDIS, 2010.
https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/gc/fichiers_pdf/205_RC.pdf

Résumé de la projection financière

Hypothèses

Nombre d'habitants (projection 2030)	353 045	Selon statistiques cantonales 31.12.2019 (321'535 hab.) et projection OFS (+10,2% en 2030)
Nombre de bataillons	5	1 bataillon par district, le Sud forme un bataillon (Glâne-Gruyère-Veveyse).
Points de départ spécialistes	7	Correspond aux CR actuels
Bases de départ	39	Scénario 35-39 bases de départ dans le canton. Les points de départ spécialistes cumulent avec le statut de bases de départ.
Nombre de sapeurs	2500	Estimation à 2000 SP min (estimation dotations ECAB) + prise en compte d'une marge d'erreur de 25% à la hausse.
Coefficient renouvellement mat.	0,3	Aide au renouvellement du matériel sur durée de vie des véhicules/modules.
Ratio Nbr SP BD/Nbr SP PDS	80/20	
Porteurs d'appareils respiratoires	80%	
Indice inflation 2030	101,00	Extrapolé sur la base des chiffres OFS 2010-2019.
Indice salaires 2030	107,01	Extrapolé sur la base des chiffres OFS 2011-2019.
Indice constructions 2030	102,50	Extrapolé sur la base des chiffres OFS 2010-2020.
Taux des loyers	4%	Prise en compte du coût des bâtiments (1,5% amortissement, 1,5% coût du capital, 1% entretien).

Projection

	Postes	Montants	Commentaires
Charges	Salaires	7 760 000 CHF	Salaires, soldes d'exercices, soldes de piquets, indemnités de fonction, frais de déplacement
	Cours et instructions	640 000 CHF	Frais de cours et d'instruction, cours cantonaux, formations complémentaires
	Autres charges de personnel	420 000 CHF	Manifestations, visites médicales, tests physiques, subsistance interventions
	Autres charges d'exploitation	50 000 CHF	Signalétique, marquage, divers
	Frais de locaux	4 430 000 CHF	Loyers (amortissement et entretien), mobilier, informatique et téléphonie
	Cotisations	80 000 CHF	JSP, FFSP, FSSP
	Communications	510 000 CHF	Frais de mobilisation
	Véhicules	680 000 CHF	Pneus, entretien courant, répartitions - franchises, frais d'entretien, essence
	Matériel et engins	920 000 CHF	Renouvellement matériel, entretien PR, entretien matériel, Mat. Désincarcération, compresseurs et quaeostors
	Equipements personnels	900 000 CHF	Acquisition, lavage tenues
	Consommables	320 000 CHF	Mousses, bioversal/teraperl, piles, liquide fumée (exercices), huile, essence engins, nettoyeurs
	Frais d'intervention	1 750 000 CHF	Selon comptes communaux et chiffres fournis par les CR
			18 460 000 CHF
Produits	Enveloppes ECAB	670 000 CHF	Véhicules, Part. renouvellement matériel, Part. aux frais de fonctionnement OFROU
	Frais d'intervention	690 000 CHF	Refacturation d'interventions (SEn, RN, Missions subsidiaires)
		1 360 000 CHF	

Méthodologie

Echelle du canton de Fribourg

Dans le but d'obtenir un chiffre parlant et facilement transposable dans les différents contextes, nous avons ramené toutes les extrapolations à l'échelle cantonale, ceci permettant *in fine* la détermination d'un coût par habitant. Tous les coûts calculés se comprennent donc comme la somme de l'ensemble des coûts des futurs bataillons du canton de Fribourg.

Horizon temporel 2030

L'analyse vise à rendre compte du coût annuel moyen. En effet, certains postes verront des fluctuations importantes (entretien de certains véhicules, formation, acquisitions de tenues, etc.), et les coûts ont été systématiquement calculés sur plusieurs années afin de lisser ces fluctuations. Dans le même esprit, la présente analyse vise à rendre compte de la situation une fois la loi entrée en vigueur et les bataillons formés. Afin de permettre une prise en compte réaliste des différents effets, notamment en ce qui concerne la baisse du nombre de sapeurs-pompiers, nous avons pris comme référence l'année 2030. A ce titre, il nous a paru important de prendre en compte les différentes tendances qui sont à même d'avoir un impact sur nos chiffres. Nous avons pu nous appuyer sur les projections de l'Office fédéral de la statistique (évolution de la population), de même que sur l'évolution récente de certains indicateurs économiques (période 2010-2020 pour l'évolution de l'inflation, des salaires et de l'indice des prix à la construction).

Consultation des acteurs de la défense incendie

Si certains chiffres ont pu être estimés sur la base des dotations de l'ECAB, de nombreux postes dépendent avant tout des choix que les communes opéreront dans la gestion de leurs bataillons. Nous avons donc cherché à déterminer les coûts aussi justement que possible en reprenant – lorsque cela était possible – les comptabilités disponibles de certaines communes, et en consultant les commandants de Centres de renfort (ci-après CR) actuels afin de rendre compte de leur vision future (notamment en ce qui concerne les dotations en personnel). Les commandants des CR de Fribourg (Pascal Zwahlen), de Bulle (Claude Jaquet) et de Morat (Claudio Mignot) ont été consultés.

Seul district réellement avancé dans les réflexions de la création d'un bataillon à l'échelle du canton, le travail mené dans la Broye, notamment par le commandant Patrick Michel, nous a servi de base de travail. En effet, un groupe de travail avait déjà effectué un premier budget pour le bataillon à l'échelle du district. Ce budget a été intégré comme base de travail pour la détermination des différents comptes et a permis de questionner certains coûts.

Coopération ECAB-SCom

La plupart des informations (dotations, coûts des véhicules, FriFire, etc.) étaient disponibles à l'ECAB, puisqu'intimement liée aux développements et réflexions de l'avant-projet. Cependant, une coopération avec le SCom (Service des communes) a été menée afin de croiser les visions et d'apporter certains chiffres (notamment en ce qui concerne les frais d'intervention). Le SCom, en la personne de Gilles Ballaman, a donc participé à la définition de la méthodologie et à la discussion des variantes de calcul retenues.

Audit de CORE Fiduciaire Revicor SA

La présente analyse a fait l'objet d'une relecture indépendante de la fiduciaire CORE SA. Ses représentants ont amené un certain nombre de remarques (notamment concernant l'intégration des différents indicateurs économiques) qui nous ont permis de préciser nos chiffres et de rendre l'ensemble de l'analyse plus cohérente et pertinente.

Hypothèses

Nombre d'habitants

La dernière année de référence disponible quant au nombre d'habitants est celle de 2019³, soit 321'535 habitants. Dans le but de prendre en compte la situation de la Suisse et du canton en 2030, nous avons repris les projections de l'OFS (office fédéral de la statistique) quant à l'évolution de la population du canton de Fribourg. Le scénario de référence (scénario le plus probable) fait état d'un indice de 109,8 en 2030 (indice 100 base 2019). Nous avons donc repris l'augmentation de 9,8% par rapport à 2019 pour atteindre une estimation de 353'045 habitants en 2030.

Nombre de bataillons

Le projet de LDIS fixe une limite de 30'000 habitants minimum pour la création d'un bataillon. Suite aux discussions avec les différents commandants et préfets, nous nous dirigeons vers une formule à 5 bataillons, soit 2 bataillons de grande taille (Sarine et Sud – Glâne, Gruyère, Veveyse - , environ 100'000 habitants chacun) et des bataillons de la taille d'un district (Singine, Lac et Broye).

Points de départ spécialiste

La fonction « point de départ spécialiste » correspond aux missions assumées aujourd'hui par les centres de renfort. Leur dotation future prévue est au nombre de 7.

Bases de départ

Les bases de départ désignent des casernes « standard », aptes à assumer les missions principales des SP (principalement lutte contre les incendies et les éléments naturels). La carte opérationnelle définitive - basée sur la carte des risques - sera adoptée par la CDIS et approuvée par le Conseil d'Etat. L'estimation actuelle fait état de 35 à 39 bases de départ. Dans l'esprit de prendre en compte le scénario le plus défavorable, c'est le nombre de 39 bases de départ qui a été retenu.

Il est important de noter que le statut de base de départ et celui de point de départ spécialiste se cumulent, notamment en ce qui concerne les dotations. A l'inverse, il est important de noter que ces deux statuts et dotations se trouvent concentrés physiquement en un seul et même bâtiment.

Pour cette projection, nous avons tenu compte de cet état de fait en adaptant le calcul selon qu'il concerne toutes les bases de départ (dotations) ou alors qu'il s'agisse de faire la différence entre ces deux statuts (locaux, consommables, etc.).

³ Chiffres de la population légale du canton de Fribourg au 31.12.2019, fournis par le SStat.

Nombre de sapeurs

Actuellement, les CSP, CSPI et CR font état d'un effectif cantonal de près de 3925 sapeurs dans le canton (chiffres au 1^{er} janvier 2020). Afin de fonctionner correctement, il est estimé qu'une base de départ devrait compter dans ses rangs environ 40 personnes, ce chiffre augmentant selon le degré de risque de la zone à couvrir. Une analyse détaillée menée par l'Inspecteur cantonal des sapeurs-pompiers fait état d'un besoin de près de 2000 sapeurs pour couvrir l'ensemble des risques dans le canton (1'970 SP⁴).

Au final, le choix du nombre sapeurs selon chaque contexte sera laissé aux futurs bataillons, qui auront la latitude de recourir à des dotations plus importantes que les minimaux prévus afin de remplir leurs missions. Une marge d'erreur de 25% a donc été retenue à la hausse afin de prendre ce phénomène en compte, de même que la période de transition entre la situation actuelle et la situation à future, amenant ainsi le nombre de sapeurs à 2500 pour cette projection.

Coefficient renouvellement matériel

Si les véhicules et autres modules matériel seront fournis entièrement équipés, il sera de la compétence des futurs bataillons de procéder au renouvellement du matériel. Il a été estimé que sur la durée de vie d'un véhicule (durée de référence 15 ans), le remplacement du matériel se répartit comme suit :

- 1 tiers du matériel ne sera pas à changer
- 1 tiers du matériel a une durée de vie de 7 à 9 ans environ, et sera à changer une fois avant l'arrivée d'un nouveau véhicule
- 1 tiers du matériel a une durée de vie plus faible, due à sa nature (« consommable » comme par ex. un tuyau) et/ou due à l'évolution des normes et de la technologie (cônes et signaux pliants, signalisation routière, etc.).

Au final, le volume de matériel à renouveler sur la durée de vie prévue pour le véhicule se monte à la valeur du matériel fournie à neuf lors de la livraison du véhicule par l'ECAB.

Afin de participer au renouvellement de ce matériel (dont la responsabilité est confiée aux communes) et dans le but d'équilibrer la répartition financière, il est prévu que l'ECAB octroie une enveloppe financière supplémentaire, se montant à 30% des coûts de renouvellement du matériel. Ce facteur de 0,3 pourra être adapté selon la santé financière de l'ECAB. Ces enveloppes feront partie intégrante du système d'enveloppes qui sera mis en place pluriannuellement (5 ans).

Ratio Nombre de SP « Base de départ » / Nombre de SP « Point de départ spécialiste »

La distinction entre le nombre de sapeurs dans une base de départ et ayant une vocation d'intervention plus locale et les futurs points de départ spécialiste fait sens, puisque soumis à des volumes d'intervention différents, dû aux missions qu'ils assument et aux périmètres couverts. Il est prévu que demain, sur les 2'500 sapeurs estimés, près de 500

⁴ Voir annexe « Export_depart_feu_MHE_2_V02.xls ».

seront assignés aux futurs points de départ spécialiste. Nous avons donc retenu un ratio de 75/25 pour différencier notamment le renouvellement des équipements.

Porteurs d'appareils respiratoires

Une baisse importante du nombre de sapeurs est prévue. Celle-ci coïncidera cependant avec une hausse des compétences requises. Si à ce jour un peu moins d'un pompier sur deux est porteur d'appareil respiratoire et apte à aller « au feu », il est prévu de conditionner l'incorporation des nouveaux sapeurs à la capacité et la volonté de porter un tel appareil. Un nombre de 80% a donc été retenu, puisqu'il faudra compter avec une certaine marge : de nombreux sapeurs ont une grande expérience et n'ont soit jamais suivi ce cursus de formation pour acquérir une telle compétence, soit l'ont perdue pour des questions de santé. Ces personnes doivent pouvoir continuer à apporter leur contribution si les futurs bataillons le jugent pertinent.

Indice inflation 2030

Deux types de calculs de l'inflation ont été retenus pour la prise en compte de l'impact de l'inflation à l'horizon 2030. D'une part l'inflation annuelle, qui correspond à la comparaison de l'IPC (indice des prix à la consommation) de décembre à décembre de l'année précédente. D'autre part, l'inflation moyenne par année, qui correspond à la moyenne des 12 taux d'inflation mensuels d'une année calendaire. Pour les années 2010 à 2019⁵, l'inflation historique se monte à une variation moyenne annuelle de -0,051%. Quant à l'inflation moyenne, celle-ci se monte à une variation moyenne annuelle de 0,026%. La moyenne entre ces deux chiffres se monte à environ -0,013 par an, soit une correction à 10 ans de -0,125%.

Dans son bulletin trimestriel, la BNS déclare que « *les chefs d'entreprises interrogés par la BNS au 2^e trimestre 2020 par les délégués de la BNS tablaient ainsi sur une inflation de 1% dans les trois à cinq ans (trimestre précédent: 0,7%)⁶ ».*

Il apparaît difficile d'établir des prévisions, et ce d'autant plus dans la situation d'incertitude qui caractérise l'année 2020. Cependant, la prise en compte de la tendance de la dernière décennie, de la prévision des chefs d'entreprises et de l'objectif à long terme de la BNS qui est de maintenir une inflation positive entre 0 et 2%⁷ nous incitent à choisir l'hypothèse d'une hausse de 1% à l'horizon 2030, soit un indice de 101.

⁵ Site internet inflation.eu, consulté le 12.08.2020.

<https://www.inflation.eu/fr/taux-de-inflation/suisse/inflation-historique/ipc-inflation-suisse.aspx>

Site internet de l'OFS, consulté le 12.08.2020.

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/prix/indice-prix-consommation/resultats-detailles.assetdetail.13787111.html>,

⁶ Bulletin trimestriel de la BNS, 2^e trimestre 2020, consulté le 18.08.2020.

https://www.snb.ch/fr/mmr/reference/quartbul_2020_2_komplett/source/quartbul_2020_2_komplett.fr.pdf

⁷ Site internet de la BNS, consulté le 18.08.2020. https://www.snb.ch/fr/iabout/snb/id/snb_tasks

Indice salaires 2030

Concernant l'évolution des salaires, c'est l'évolution des salaires nominaux (non-corrigés par l'indice des prix à la consommation) qui a été reprise. A nouveau, ni la BNS, ni l'OFS ne proposent des projections au-delà de l'année 2021. En comparaison à un indice de 100 (base 2010)⁸, l'indice 2019 indique une valeur de 106,3124, ce qui implique une augmentation de +6,31% sur une période de 9 ans, extrapolé à 7% pour un période de 10 ans (2020-2030).

Indice constructions 2030

L'indice des prix à la construction se base sur les coûts de construction des bâtiments et du génie civil. Nous avons repris l'évolution de l'indice sur la partie « nouveaux bâtiments », dans l'optique de rendre compte des coûts de constructions pour de nouvelles casernes. Sur une base 100 à octobre 2010⁹, l'évolution fait état d'une valeur de 102,5 (évolution de l'indice des coûts à la construction pour nouvelles construction, espace Mittelland) en avril 2020. Cela correspond à une évolution de 2,5% sur 10 ans. Ce chiffre a été repris pour estimer l'évolution de 2020 à 2030.

Taux des loyers 2030

Le projet de LDIS prévoit un délai transitoire de 5 ans pour le financement des locaux dédiés à la défense incendie (2 ans dès entrée en vigueur pour le dépôt de la demande préalable, puis 3 ans de délai jusqu'au dépôt de la demande définitive), soit potentiellement jusqu'en 2028 environ. Cet article figurait déjà dans l'avant de projet de loi mis en consultation, et suscite actuellement un appel d'air auprès de plusieurs communes et groupements de communes du canton, de telle sorte que le volume de subventionnement sera plus important dans cette période transitoire. Les besoins devraient alors être couverts pour de nombreuses années.

Partant du principe que l'amortissement de ces locaux s'étend sur 33 ans conformément à la loi sur les communes, un calcul prenant en compte le coût net des bâtiments (coût du bâtiment après déduction de la subvention) a été retenu. En effet, il faudrait attendre 2061 pour théoriquement se retrouver dans une situation où les coûts du bâtiment seraient à prendre en compte « au brut » pour l'ensemble du canton.

Pour le calcul, un coût de 4% par année a été pris en compte :

- Amortissement annuel de 1,5%, conformément à la pratique actuellement en vigueur entre les communes pour les bâtiments scolaires, lors de la prise en compte de la facturation de loyers aux communes partenaires
- Coût du capital 1,5%, afin de prendre en compte le recours à l'emprunt et les intérêts calculatoires
- Entretien du bâtiment 1%. A noter que les frais d'entretien sont basés sur le coût de construction brut (sans déduction de la subvention).

⁸ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration/salaires-revenus-cout-travail/evolution-salaires.assetdetail.13067302.html>, consulté le 12.08.2020

⁹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/prix/prix-construction/indice-prix-construction.assetdetail.13267135.html>, consulté le 12.08.2020.

Notes

- La présente projection fait état d'une situation annuelle moyenne à long terme pour les communes du canton (horizon 2030, soit à environ 10 ans). De nombreux paramètres choisis dans la présente projection dépendent des choix de gestion des futurs bataillons et reflètent, au sens des auteurs de l'étude, des choix pertinents qui justifient la nécessité de correspondre aux standards requis, dans l'esprit de la réforme et sans démesure.
- La phase de transition (notamment baisse des effectifs) n'a pas été prise en compte dans cette projection, puisqu'elle décrit la situation à laquelle la réforme souhaite parvenir.
- Les différentes hypothèses choisies ont été systématiquement orientées en direction d'un scénario coûteux pour les futurs bataillons, de telle sorte que la fourchette finale prend en compte une marge plus importante à la baisse (-15%) qu'à la hausse (+5%).
- Les montants déterminants pour les enveloppes ont été pour la plupart estimés sur la base de factures, le but étant de couvrir au plus juste les besoins des futurs bataillons pour assumer cette tâche. La plupart des bataillons choisiront d'internaliser ces compétences et pourront ainsi effectuer des économies.
- La nouvelle répartition des coûts des pollutions et hydrocarbures implique que les communes n'aient plus à participer aux investissements et aux coûts de fonctionnement (matériel, entretien vhc, formation). Cependant, la manne financière autrefois attribuée aux communes pour l'occupation des surfaces sera intégrée dans la mutualisation des frais. Cette charge devenant produit implique au niveau cantonal un jeu à somme nulle pour les bataillons. Nous avons donc choisi de ne pas l'intégrer dans notre projection.
- Cette projection vise à déterminer la charge brute liée à la défense incendie pour les communes. La manière de financer ces coûts (taxe ou impôt) relevant du choix des communes, nous avons pris la décision de ne pas intégrer cette dimension dans notre analyse.

Projection détaillée

Charges

		Annexes	
Salaires	Salaires des permanents	4 088 000,00 CHF	Onglet "Salaires"
	Soldes exercices	2 970 000,00 CHF	Onglet "Annexe-calculs"
	Soldes de piquet	451 000,00 CHF	Comptabilité ECAB
	Indemnités	219 000,00 CHF	Extrapolation
	Frais de déplacement	27 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Jetons de présence	- CHF	
Cours et instructions	Frais de cours et d'instruction - C1-118	54 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Cours cantonaux	358 000,00 CHF	Onglet "Annexe-calculs"
	Formation complémentaire	232 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
Autres charges de personnel	Manifestations	118 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Visites médicales	91 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Tests physiques	61 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Subsistance	146 000,00 CHF	Onglet "Annexe-calculs"
Autres charges d'exploitation	Signalétique, marquage, divers	20 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Frais de gestion	25 000,00 CHF	Estimation
Frais de locaux	Logers - amortissement annuel	1428 000,00 CHF	Onglet "Annexe-calculs"
	Logers - coût du capital	1428 000,00 CHF	Onglet "Annexe-calculs"
	Logers - entretien des bâtiments	1299 000,00 CHF	Onglet "Annexe-calculs"
	Mobilier, informatique et téléphonie	276 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
Cotisations	JSP, FFSP, FSSP	83 000,00 CHF	Onglet "Annexe-calculs"
Communications	Frais de mobilisation	505 000,00 CHF	Extrapolation
Véhicules	Pneus	66 000,00 CHF	Onglet "Entretien-veh (enveloppes)"
	Entretien courant	79 000,00 CHF	Extrapolation
	Réparations - franchises	26 000,00 CHF	Extrapolation
	Frais d'entretien	368 000,00 CHF	Onglet "Entretien-veh (enveloppes)"
	Essence véhicules	145 000,00 CHF	Onglet "Annexe-calculs"
Matériel et engins	Renouvellement matériel	600 000,00 CHF	Onglet "Entretien-veh (enveloppes)"
	Entretien PR	- CHF	
	Entretien matériel	254 000,00 CHF	Extrapolation
	Entretien mat. désinca	14 000,00 CHF	Comptabilité ECAB
	Compresseurs et quæstors	53 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
Equipements personnels	Acquisition	747 000,00 CHF	Onglet "Annexe-calculs"
	Lavage tenues	152 000,00 CHF	Extrapolation
Consommables	Mousses	20 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Bioversal / Terraperl	67 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Piles et batteries	23 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Liquide fumée	20 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Huile / essence engins	84 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
	Nettoyages	103 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du budget Broje; onglet "méthodologie")
Frais d'intervention	Frais d'intervention	1747 000,00 CHF	Doc excel "200624_Annexes_Frais_d'intervention_SCom"
	Mogens extraordinaires	51 000,00 CHF	Extrapolation (sur la base du sinistre du moulin de Cousset)
		18 498 000,00 CHF	

Produits

Enveloppes ECAB	Véhicules	368 000,00 CHF	Onglet "Entretien-veh (enveloppes)"
	Matériel	234 000,00 CHF	Onglet "Entretien-veh (enveloppes)"
	Part. aux frais d'exploitation OFROU	66 000,00 CHF	Mis dans annexes
Frais d'intervention	Refacturation d'interventions (SEn)	131 000,00 CHF	Doc.pdf "Chiffres_SEn_vf"
	Refacturation d'interventions (fonds RN)	51 000,00 CHF	Comptabilité ECAB
	Refacturation d'interventions (missions subs.)	510 000,00 CHF	Onglet "Annexe-calculs"
		1 360 000,00 CHF	

Commentaire de la projection financière - Charges

Salaires

Salaires des permanents

Un scénario à 35 permanents dans le canton a été retenu. Sur la base de discussions avec les commandants actuels des CR de Bulle, Estavayer, Fribourg et Morat, une « dotation moyenne » en personnel permanent a été déterminée, tout en tenant compte de la distinction entre les futurs bataillons de grande taille et ceux à l'échelle d'un district (voir chapitre « Notes »). La répartition des fonctions se trouve à l'annexe "Salaires" avec différenciation des bataillons "district" et des bataillons "XL" à >100'000 personnes. Les montants des salaires se basent sur le projet de budget élaboré dans le district de la Broye par le groupe de travail mené par le Maj. Patrick Michel.

Soldes exercices

Ce poste concerne les exercices internes, organisés dans le cadre du programme de formation du bataillon. Les volumes d'exercices internes retrouvés dans les comptes d'Estavayer, Guin et M.A.N. (Matran-Avry-Neyruz) sur 2017-2018 ont été comptés afin d'établir des moyennes. On constate ici que la formation d'un sapeur coûte un peu plus de 1000.- par année et par personne.

Soldes de piquet

Les pratiques appliquées à l'heure sont très diverses. Disposant des volumes globaux, nous avons retenu les montants actuels pratiqués pour l'ensemble du canton, en prenant en compte les piquets de jour et de nuit/weekend. Les piquets de jour sont payés à hauteur de 140k/année, répartis dans les différents CR. Les piquets de nuit et weekend étaient payés à 50% par l'ECAB, et représentent un montant global de 281k pour 2019. Les frais de piquet seront entièrement à charge des bataillons dans le futur.

Indemnités

Malgré la mise en place de permanents pour les aspects administratifs, formation et entretien des véhicules/du matériel, il sera nécessaire de recourir à des relais dans les bases de départ. Ces relais sont rétribués sur une base forfaitaire (responsables base de départ, responsables section) ou soldés à l'heure (responsables matériel). Voir « Annexe-calculs ».

Frais de déplacement

Un montant forfaitaire de 5k/bataillon a été pris en compte dans l'analyse.

Jetons de présence

Les jetons de présence des représentants politiques seront assumés par les communes et ne se retrouveront pas dans la comptabilité des associations.

Cours et instructions

Frais de cours et d'instruction - C1-118

Un certain nombre de chauffeurs disposant du permis « C1-118 » doit être à même d'assurer la conduite des véhicules lourds. Après discussion avec le Maj. Patrick Michel, les besoins font état de la formation d'une personne par base de départ et 2 par point de départ spécialiste, à en moyenne 1'000.- par permis ((10h*2p.*35.-)+250.-).

Cours cantonaux

Il s'agit ici uniquement de la solde, le coût des formations cantonales (formateurs, infrastructures, etc.) étant à charge de l'ECAB. Nous avons compté une baisse de 4'000 à 2'500 sapeurs. Cependant, l'augmentation de la proportion du nombre de sapeurs ayant la fonction PR aura pour conséquence une augmentation d'environ 10% du nombre de jours de formation (estimation effectuée sur la base du cursus d'un sous-officier PR). Voir « Annexe-calculs ».

Formation complémentaire

Ici est prise en compte la formation hors exercices internes et formation cantonale, c'est-à-dire sauvetage, formation continue dans centres SP, cours fédéraux. Un montant de 5k/base de départ a été compté, et le double par point de départ spécialiste.

Autres charges de personnel

Manifestations

Les comptes communaux ne permettent pas de ressortir les montants dédiés (soldes, subsistance, etc.) à des manifestations comme des portes ouvertes, passeport vacances, rapport du commandant, etc. Un montant annuel moyen de 3000.- par base de départ a été estimé à cet effet.

Visites médicales

Le tarif recommandé par la CSSP est de 135.- par année. Les porteurs d'appareil respiratoire doivent se faire contrôler : tous les 5 ans <40 ans, tous les 3 ans <50 ans, chaque année jusqu'à 60 ans. Les chauffeurs doivent se faire contrôler tous les 5 ans. A noter que les chauffeurs peuvent cumuler avec la fonction PR. La moyenne des sapeurs "PR" étant de 34 ans (1^{er} janvier 2020), une moyenne d'un test tous les 3 ans a été retenue.

Tests physiques

Le prix pour un test physique au centre de formation de Châtillon est de 22.-/personne (prix coûtant), 40.- pour Estavayer qui effectue les tests avec un fitness de la région, alors que Fribourg a acquis les vélos afin de tester leurs propres sapeurs. Une moyenne de 30.- a donc été retenue. Le test doit être passé chaque année pour tout porteur d'appareil respiratoire. Extrapolé sur un effectif de 80% de sapeurs à la fonction PR.

Subsistance

Voir « Annexe-calculs ». Une moyenne a été calculée entre l'utilisation dans les "points de départ spécialiste" et "bases de départ".

Autres charges d'exploitation

Signalétique, marquage, divers

Prise en compte d'un montant pour les autres charges d'exploitation (signalétique, marquage, visserie, etc.) à 500.-/base de départ.

Frais de gestion

Prise en compte d'un montant de 5k par bataillon pour les frais liés à la révision des comptes.

Frais de locaux

Loyers

Les récentes casernes subventionnées s'assimilant à une base de départ (Agnens 2019, Haut-Lac 2018, Gurmels 2015, Plaffeien 2013 et Granges 2011) et à un point de départ spécialiste (Morat 2019 et Châtel-St-Denis 2018) ont été prises en compte pour le calcul des coûts de construction.

Le développement de l'indice relatif aux coûts du bâtiment figure au chapitre « Hypothèses » (« Indice loyers »). Les taux pris en compte correspondent à un loyer d'environ 64'000.-/base de départ et 285'000.-par point de départ spécialiste par année. Les calculs figurent sous « annexe-calculs ».

Mobilier, informatique et téléphonie

Prise en compte des frais liés à l'acquisition de mobilier ainsi qu'aux équipements informatiques (ordinateurs, connexion internet, tablettes, divers systèmes de gestion), estimés à hauteur de 7'000.-/base de départ.

Cotisations

JSP, FFSP, FSSP

Une moyenne a été retirée des comptes de différentes communes. Les calculs figurent sous « annexe-calculs ».

Communications

Frais de mobilisation

Les frais liés à la mobilisation (système d'alarme et d'aide à la conduite, radios, polycom,) seront assumés par l'ECAB. A ce jour, le projet d'une nouvelle centrale d'engagement en est au stade embryonnaire des réflexions stratégiques, de telle sorte qu'il apparaît difficile d'estimer les coûts de la communication au niveau bataillonnaire. Le "worst case" prend en compte une participation des bataillons, correspondant aux frais de mobilisation individuelle, via un montant forfaitaire par sapeurs, estimé à 200.- /sapeur.

Véhicules

Pneus

Le changement des pneus sera à charge des bataillons. Selon projections ECAB; voir annexe "entretien-matériel".

Entretien courant

Concerne le lavage, la maintenance des batteries, produits et matériel d'entretien. Ce poste ne concerne que les liquides et autres consommables, le travail du personnel et des responsables matériel des bases de départ étant comptés dans les salaires et dans les indemnités.

Réparations – franchises

Si les frais d'assurance et les réparations seront à charge de l'ECAB, les franchises seront à charge des bataillons. Prise en compte d'un taux de sinistres de 10% (un cas d'assurance/réparation tous les 10 ans en moyenne) sur l'ensemble du parc véhicules, soit près de 260 véhicules. La franchise est estimée à 1000.- en moyenne.

Frais d'entretien

Selon projections ECAB. Il est prévu que ce montant soit couvert par l'enveloppe qui a trait aux entretiens véhicules. Les calculs se trouvent à l'annexe « Entretien – vhc (enveloppes) ».

Essence véhicules

Voir calculs en annexe. Moyenne selon l'utilisation actuelle dans les points de départ spécialiste et bases de départ.

Matériel et engins

Renouvellement matériel

La valeur totale du matériel à neuf est utilisée comme référence. L'ECAB fournit les véhicules et modules à neuf. Il est estimé que sur la durée de vie du véhicule et des modules (fixée arbitrairement à 15 ans pour les véhicules et 20 pour les modules), la valeur du matériel à neuf est de fait réinvestie sur la durée de vie du véhicule (voir chapitre « hypothèses » pour explication exhaustive).

Entretien PR

Avec l'utilisation de machines d'entretien (quaestors), les coûts aujourd'hui facturés par un externe pour l'entretien des appareils de protection respiratoire seront internalisés par bataillon.

Entretien matériel

Sur la base du futur budget de l'association Broye (5 bases de départ), les coûts d'entretien du matériel se montent à un peu moins de 28'000.- pour l'ensemble du bataillon, soit en moyenne près de 5'500.- par base de départ. Ce chiffre a été retenu comme moyenne par base de départ, et est doublé pour les futurs points de départ spécialiste.

Entretien matériel de désincarcération

Le contrat d'entretien est actuellement détenu par l'ECAB pour tout le matériel désincarcération, et sera demain à charge des bataillons.

Compresseurs et quaestors

Nous nous sommes basés sur l'hypothèse qu'à l'avenir, les machines à entretenir le matériel de protection respiratoire (Les "quaestors", entretien 3'000.-), les machines à tuyaux (entretien 3'000.-) et les compresseurs se trouveront uniquement dans les points de départ spécialiste. Les compresseurs se trouvent dans tous les points de départ (entretien 1'500.-). Le coût d'acquisition de ce type d'engins est intégré dans les frais de construction des casernes. Les quaestors font à ce stade exception ; il s'agit d'un don de l'ECAB aux CR actuels afin de promouvoir les synergies au niveau de l'entretien du matériel.

Equipements personnels

Acquisition

Voir « annexe-calcul ». Les durées de vie ont été calculées de manière différenciée selon qu'il s'agisse d'un point de départ spécialiste ou d'une base de départ.

Lavage des tenues

Les tenues sont lavées en moyenne une fois par année pour les bases de départ. Pour les points de départ spécialiste, le volume d'intervention plus grand laisse supposer un rythme de lavages de 2x/an. Le montant de 50.- a été calculé sur la base d'un projet en cours avec le bataillon de Fribourg pour le lavage des tenues des instructeurs.

Consommables

Mousses

Selon les chiffres du bataillon Broye, les besoins actuels du CR avaient été doublés pour l'ensemble du bataillon. Estimation à 400.-/base de départ et 1'000.-/point de départ spécialiste.

Bioversal / Terraperl

Selon les chiffres du bataillon Broye, les besoins actuels du CR se montent à environ 9'500.-. Ces substances sont utilisées pour les hydrocarbures routières et les pollutions et donc refacturées au SEn. L'estimation haute du montant moyen sur le canton est de 9'500.-/point de départ spécialiste (CR actuel).

Piles et batteries

Selon les chiffres du bataillon Broye, les besoins actuels du CR avaient été doublés pour l'ensemble du bataillon. Estimation à 500.-/base de départ et 1'000.-/point de départ spécialiste.

Liquide fumée

Selon les chiffres du bataillon Broye, les besoins actuels du CR avaient été doublés pour l'ensemble du bataillon. Estimation à 400.-/base de départ et 1'000.-/point de départ spécialiste.

Huile / essence engins

Comptabilisé 1'800.-/base de départ (estimation haute comptes de la commune de Gibloux), le double pour les points de départ spécialiste.

Nettoyages

Les nettoyages usuels (toilettes, bureaux) ont été comptés à hauteur d'un volume moyen de 1,5h/semaine à un prix de 35.-/base de départ. Si ce chiffre est probablement surestimé pour une base de départ, il devrait également être sous-évalué pour un point de départ spécialiste, d'où le choix de recourir à cette moyenne.

Frais d'intervention

Frais d'intervention

Sur la base des comptes des communes entre 2016 et 2018 et avec le concours du SCom, nous avons pu identifier tous les comptes comportant la dénomination « frais d'intervention ». Cependant, ce compte n'est pas toujours utilisé (puisque certaines communes intègrent ces frais dans leurs soldes lors d'une intervention sur territoire communal) ou alors comporte d'autres montants (les assurances par exemple). Faute de mieux, nous avons pris le montant pour l'ensemble des communes. Les centres de renfort ont été en mesure – pour une partie – de nous fournir le détail des frais d'intervention pour la partie « territoire communal » et la partie « district », soit le rayon d'action du CR. A noter que les frais d'intervention pour la partie CR comportent souvent des forfaits pour l'utilisation du véhicule, le matériel utilisé, les communications, etc., puisque comptabilisés pour des missions cantonales (hydrocarbures, pollutions, etc.). Le calcul des frais d'intervention – en extrapolant les montants sur la base des données disponibles – indique un montant de 4,90 CHF par habitant.

Afin de challenger le montant par habitant obtenu, nous avons procédé à une estimation basée sur l'expérience (voir Annexe-calculs) :

$$\frac{2'355 \text{ interventions} \times 10 \text{ personnes} \times 1,5\text{h} \times 35.-}{321'535 \text{ habitants}} = 3,85.-/\text{habitant}$$

Ce montant plus bas apparaît cohérent avec le précédent, dans la mesure où le calcul se concentre uniquement sur la part « RH » des frais d'intervention et fait abstraction de la facturation de forfaits (matériel, véhicules, consommables) lorsqu'il est possible de facturer à des tiers.

Nous avons donc choisi de garder l'estimation obtenue via les comptes des communes et CR.

A noter que le coût par habitant obtenu a été mis en perspective avec l'augmentation de la population à l'horizon 2030, résultant ainsi par une augmentation du volume des frais d'intervention.

Moyens extraordinaires

Sur les interventions extraordinaires, des moyens cantonaux (permanence SEn, dispositif cantonal d'aide à la conduite) et hors canton (cantons voisins, TES) seront mutualisés. Les chiffres facturés dans le cadre de l'événement extraordinaire de l'incendie du moulin de Cousset (2018) ont été retenus comme référence annuelle pour ce type de frais.

Commentaire de la projection financière - Produits

Enveloppes ECAB

Véhicules

Selon projections ECAB. Voir annexe "entretien - vhc (enveloppes)"

Participation au renouvellement du matériel

Selon projections ECAB. Voir annexe "entretien - vhc (enveloppes)"

Part. aux frais d'exploitation OFROU

Une participation forfaitaire aux frais de fonctionnement est attribuée aux futurs points de départ spécialiste chargés d'assurer des interventions sur le domaine autoroutier. Cette participation est fixée à 10'000.-. Le point de départ spécialiste de Romont est considéré comme une réserve, puisque n'ayant pas d'autoroute à proximité, raison pour laquelle la participation est fixée à 5'000.-.

Frais d'intervention

Refacturation d'interventions (SEn)

Les factures d'intervention sont envoyées directement au SEn, qui a pour charge d'effectuer le travail administratif qui en découle. Les CR touchent actuellement en moyenne environ 140'000.- par an selon la note de D. Folly (80% de 177'382.-). Parallèlement, la recatégorisation des missions liées aux pollutions comme une mission principale des sapeurs-pompiers implique une gestion des frais d'intervention pour facturation aux perturbateurs. Il est estimé que 10'000.-/année ne peuvent être refacturés à un perturbateur identifié et seraient donc *in fine* à charge des bataillons. Le montant est donc corrigé à 130'000.-.

Refacturation d'interventions (fonds RN)

Les interventions sur le domaine des routes nationales sont facturées à l'ECAB qui gère le fonds RN (routes nationales) de l'OFROU. Cette manière de fonctionner perdurera dans le futur, puisque s'agissant d'une attribution de la Confédération.

Refacturation d'interventions (missions subsidiaires)

Si les feux accidentels ou autres dégâts dus aux intempéries sont à la charge des communes, les frais d'intervention peuvent être imputés à un perturbateur lorsqu'il est identifié (dégât intentionnel, négligence, détermination d'une responsabilité), et donc refacturés. Sur la base des comptes de Gubloux et d'Avry (CSPI M.A.N) entre 2016 et 2018, une moyenne de coût par habitant a pu être déterminée. Il apparaissait délicat de recourir aux comptes des CR, ceux-ci ne faisant pas forcément de différence entre un remboursement du SEn ou de l'ECAB quant à des interventions de type « missions cantonales » (hydrocarbures, RN) et une facturation d'intervention à un responsable identifié.

Granges-Paccot, le 27.08.2020.

Département Prévention & Intervention



Didier Carrard

Sous-Directeur
Responsable du Département Prévention et Intervention



Vincent Perriard

Gestionnaire des projets

Annexe

GRAND CONSEIL

2020-DSJ-172

Projet de Loi :

Défense incendie et secours (LDIS)

Proposition de la commission ordinaire CO-2020-033

Présidence : Steiert Thierry

Membres : Bürgisser Nicolas, Genoud (Braillard) François, Grandgirard Pierre-André, Hänni-Fischer Bernadette, Jaquier Armand, Mesot Roland, Péclard Cédric, Savary-Moser Nadia, Thalmann-Bolz Katharina, Zamofing Dominique.

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Partie I : Acte principal

Art. 11, al 1, lit. b LDIS

¹ La Conférence des préfets exerce les attributions suivantes:

- a) établir et proposer à la CDIS le découpage institutionnel conformément à l'article 22;
- b) réexaminer ce découpage à intervalles réguliers si nécessaire et proposer les éventuelles modifications.

Anhang

GROSSER RAT

2020-DSJ-172

Gesetzesentwurf:

Brandbekämpfung und Hilfeleistungen (BBHG)

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2020-033

Präsidium: Steiert Thierry

Mitglieder: Bürgisser Nicolas, Genoud (Braillard) François, Grandgirard Pierre-André, Hänni-Fischer Bernadette, Jaquier Armand, Mesot Roland, Péclard Cédric, Savary-Moser Nadia, Thalmann-Bolz Katharina, Zamofing Dominique.

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Teil I: Haupterlass

Art. 11, Abs. 1, Bst. b BBHG

A2

¹ Die Oberamtmännerkonferenz hat folgende Befugnisse:

- a) Sie erstellt die institutionelle Einteilung gemäss Artikel 22 und schlägt sie der BBHK vor.
- b) Sie überprüft, falls nötig, die Einteilung regelmässig und schlägt allfällige Änderungen vor.

Art. 14, al. 2 LDIS

² En matière de défense incendie et de secours, les associations de communes exercent notamment les attributions suivantes:

A3

Art. 14, Abs. 2 BBHG

² Im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen haben die Gemeindeverbände namentlich folgende Befugnisse:

Art. 18, al. 1 LDIS

Ne concerne que le texte allemand.

A4

Art. 18, Abs. 1 BBHG

¹ Die Feuerwehr leistet auch Unterstützung in anderen Notfällen oder bei Bedarf Unterstützung, namentlich wenn Personen in Gefahr sind.

Art. 22, al. 3 LDIS

³ Le périmètre d'une association de communes doit grouper 30'000 habitants au moins ou un district.

A5

Art. 22, Abs. 3 BBHG

³ Der Perimeter eines Gemeindeverbands muss mindestens 30'000 Einwohnerinnen und Einwohner oder einen Bezirk umfassen.

Art. 37, al. 1 LDIS

¹ La mutualisation des frais déterminés aux articles 34 al. 2 et 38 est effectuée selon la clef de répartition suivante:

A6

Art. 37, Abs. 1 BBHG

¹ Die Aufteilung der Kosten gemäss den Artikeln 34 Abs. 2 und 38 erfolgt nach folgendem Verteilschlüssel:

Art. 42, al. 2 LDIS

² La CDIS provisoire est composée de trois personnes représentant l'Association des communes fribourgeoises, d'une personne représentant la Conférence des préfets, du directeur ou de la directrice et de la personne responsable du département compétent de l'ECAB (actuellement: Département Prévention et Intervention), d'une personne représentant la Conférence des commandants des centres de renfort ainsi que de l'inspecteur ou de l'inspectrice cantonal-e des sapeurs-pompiers. Le Conseil d'Etat peut également nommer comme membres avec voix consultative des partenaires de la chaîne de secours.

A7

Art. 42, Abs. 2 BBHG

² Die BBHK besteht aus drei Vertreterinnen und Vertretern des Freiburger Gemeindeverbands, einer Vertreterin oder einem Vertreter der Oberamtmännerkonferenz, der Direktorin oder dem Direktor sowie und der Leiterin oder dem Leiter der zuständigen Abteilung der Kantonalen Gebäudeversicherung (Heute: Abteilung Prävention und Intervention), einer Vertreterin oder einem Vertreter der Stützpunktkommandantenkonferenz sowie der kantonalen Feuerwehrinspektorin oder dem kantonalen Feuerwehrinspektor. Der Staatsrat kann auch Partner der Rettungskette zu Mitgliedern mit beratender Stimme ernennen.

Partie II : Modifications accessoires

Art. 42, al. 4 (nouveau) LECAB

¹ Les bâtiments et les installations qui leur sont liées font l'objet de contrôles réguliers.

² Dans l'accomplissement de ces tâches, la commune dispose d'un ou d'une spécialiste en protection incendie accrédité-e par l'Etablissement.

³ La réglementation d'exécution définit les compétences et le rythme des contrôles.

⁴ Les communes peuvent prélever des émoluments en matière de contrôle des bâtiments et autres activités de sécurité au sens de la présente législation sur la base d'un règlement adopté conformément à la législation sur les communes.

Art. 52, al. 2 (modifié) et al. 3 (nouveau) LECAB

¹ L'organisation du ramonage, en particulier la concession, les fréquences et les tarifs sont réglés par l'Etablissement selon les principes fixés dans la législation d'exécution.

² Le tarif des prestations de contrôle et de ramonage des installations thermiques est uniforme sur l'ensemble du canton de Fribourg. Il est établi compte tenu des recommandations techniques en la matière, des salaires de la branche, ainsi que d'un temps de travail et d'un tarif horaire de référence. Il comprend :

a) une taxe de base servant à couvrir les frais généraux, soit les frais qui ne peuvent être directement imputés à chaque objet;

b) une taxe d'objet, calculée selon un temps forfaitaire imparti pour effectuer le travail en fonction de l'installation thermique;

c) des cas particuliers tels que les travaux de contrôle ou les nettoyages avec produits alcalins.

³ Sur la base de ce tarif, les ramoneurs ou ramoneuses perçoivent un émolument auprès du ou de la propriétaire de l'installation thermique pour les activités de contrôle et de ramonage de celle-ci. Cette décision est sujette à réclamation dans les 30 jours devant le ramoneur ou la ramoneuse puis peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Teil II: Unwesentliche Änderungen

Art. 42, Abs. 4 (neu) KGVG

A8 ¹ Die Gebäude und die dazugehörigen Anlagen werden regelmässig kontrolliert.

² Für diese Aufgabe verfügt die Gemeinde über eine von der KGV anerkannte Brandschutzfachfrau oder einen von der KGV anerkannten Brandschutzfachmann.

³ In der Ausführungsgesetzgebung werden die Zuständigkeiten und die Häufigkeit der Kontrollen festgelegt.

⁴ Die Gemeinden können im Bereich der Gebäudekontrolle und weiterer Tätigkeiten für die Sicherheit im Sinne dieser Gesetzgebung Gebühren erheben; dazu braucht es als Grundlage ein Reglement, das gemäss der Gesetzgebung über die Gemeinden erlassen wird.

Art. 52, Abs. 2 (geändert) und Abs. 3 (neu) KGVG

A9 ¹ Die Organisation der Kaminreinigung, insbesondere die Konzession, die Häufigkeit und die Tarife werden nach den in der Ausführungsgesetzgebung festgelegten Grundsätzen von der KGV geregelt.

² Der Tarif für die Kontrolle und Reinigung der Wärmeanlagen ist im gesamten Kanton einheitlich. Er wird unter Berücksichtigung der technischen Empfehlungen und der branchenüblichen Löhne sowie einer Referenzarbeitszeit und eines Referenzstundensatzes erstellt. Er umfasst:

a) eine Grundtaxe zur Deckung der allgemeinen Kosten, das heisst der Kosten, die nicht direkt einem Objekt angerechnet werden können;

b) eine Objekttaxe, deren Berechnung auf einer Zeitpauschale basiert, die je nach Wärmeanlage für die Arbeit erforderlich ist;

c) besondere Fälle wie Kontrollarbeiten oder Reinigungen mit alkalischen Produkten.

³ Auf der Grundlage dieses Tarifs erheben die Kaminfegerinnen und Kaminfeger bei der Eigentümerin oder beim Eigentümer der Wärmeanlage eine Gebühr für deren Kontrolle und Reinigung. Gegen diesen Entscheid kann innert 30 Tagen bei der Kaminfegerin oder beim Kaminfeger Einsprache erhoben werden und dann gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege Beschwerde beim Kantonsgericht eingereicht werden.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

Art. 7, al. 1 LDIS

¹ La CDIS est composée de sept à onze membres, nommés par le Conseil d'Etat et choisis selon leurs compétences, leur expérience et leur fonction dans le domaine de la défense incendie et des secours. La CDIS est composée d'au maximum 15% de ses membres ayant des liens d'intérêts avec l'ECAB.

Art. 47, al. 1, lit. a LDIS

¹ L'ancien droit relatif au subventionnement des locaux sapeurs-pompiers reste applicable si:

- a) la demande de subside est déposée dans les ~~deux~~ cinq ans qui suivent la fin de la période transitoire;
- b) le décompte final est adressé à l'ECAB dans les trois ans qui suivent le dépôt de la demande; si le décompte final n'est pas adressé dans ce délai, la base de calcul du subside sera l'état des factures à son échéance.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen :

Änderungsanträge

Art. 7, Abs. 1 BBHG

A1 ¹ Die BBHK besteht aus sieben bis elf Mitgliedern, die vom Staatsrat ernannt und aufgrund ihrer Kompetenzen, ihrer Erfahrung und ihrer Funktion im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen ausgewählt werden. Der BBHK gehören höchstens 15 % Mitglieder an, die Interessenbindungen zur KGV haben.

Art. 47, Abs. 1, Bst. a BBHG

A10 ¹ Das alte Recht zur Subventionierung von Feuerwehrlokalen bleibt anwendbar, wenn:

- a) das Beitragsgesuch innert \geq 5 Jahren nach dem Ende der Übergangsregelung eingereicht wird;
- b) die Schlussabrechnung innert 3 Jahren nach Einreichen des Gesuchs an die KGV übermittelt wird. Geht die Schlussabrechnung nicht innert dieser Frist ein, so dient der Rechnungsstand am Fälligkeitstag als Berechnungsgrundlage für den Beitrag.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A1, est acceptée par 9 voix contre 1 et 1 abstention.

**CE
A1**

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention (unanimité, 1 membre absent).

**A2
CE**

La proposition A3, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention (unanimité, 1 membre absent).

**A3
CE**

La proposition A4, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention (unanimité, 1 membre absent).

**A4
CE**

La proposition A5, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 5 voix contre 3 et 2 abstentions (1 membre absent).

**A5
CE**

La proposition A6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention (unanimité, 1 membre absent).

**A6
CE**

La proposition A7, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 0 et 0 abstention (unanimité, 2 membres absents).

**A7
CE**

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A1 mit 9 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Antrag A2 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (einstimmig, 1 Mitglied ist abwesend).

Antrag A3 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (einstimmig, 1 Mitglied ist abwesend).

Antrag A4 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (einstimmig, 1 Mitglied ist abwesend).

Antrag A5 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 5 zu 3 Stimmen bei 2 Enthaltungen (1 Mitglied ist abwesend).

Antrag A6 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (einstimmig, 1 Mitglied ist abwesend).

Antrag A7 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 9 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (einstimmig, 2 Mitglieder sind abwesend).

La proposition A8, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention (unanimité, 1 membre absent).

A8
CE

Antrag A8 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (einstimmig, 1 Mitglied ist abwesend).

La proposition A9, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 0 abstention (unanimité, 1 membre absent).

A9
CE

Antrag A9 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (einstimmig, 1 Mitglied ist abwesend).

Deuxième lecture

Zweite Lesung

La proposition A5, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

A5
CE

Antrag A5 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A10, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.

CE
A10

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A10 mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltung.

Le 01 mars 2021

Den 01. März 2021



Message 2020-DAEC-216

8 février 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'une subvention au projet «Protection contre les crues et revitalisation sur la Singine», sur le territoire de la commune de Bösingen

Sur requête de la commune de Bösingen, nous vous demandons d'accorder une subvention cantonale d'un montant maximum de 2 405 000 francs au projet «Protection contre les crues et revitalisation de la Singine»

Le message se présente sous la forme suivante:

1. Motifs du projet	1
2. Description du projet	2
3. Estimation des coûts	2
4. Demandes de subvention	2
5. Conséquence d'un refus	3
6. Autres conséquences	3
7. En conclusion	3

1. Motifs du projet

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la largeur de la Singine à Bösinggen était encore de 60 à 80 mètres environ. L'espace du cours d'eau, qui comprend le lit actif de la rivière et la forêt alluviale, avait à l'époque une largeur de 150 à 300 m. Au début du XX^e siècle, le cours d'eau a été fortement redressé et canalisé. Le lit de la rivière, initialement ramifié, consiste depuis en un canal uniforme d'environ 30 m de large. Avec la correction de la rivière, des surfaces précieuses ont été gagnées pour l'agriculture et des lotissements. En revanche, les zones alluviales le long de la Singine ont été pratiquement entièrement détruites.

Les berges de cette rivière ont été aménagées pour les protéger contre le pouvoir érosif de l'eau. Cependant, cette protection est devenue obsolète. Aujourd'hui, environ deux tiers des berges qui avaient été consolidées sont endommagées ou présentent un risque de défaillance. A moyen terme, la digue arrière de protection contre les crues est donc également menacée. Le camping Noflen est actuellement insuffisamment protégé contre le risque d'inondation. Les inondations dans la région de Noflen/Noflenmatte ne sont pas seulement causées par la Singine, mais aussi par les deux ruisseaux laté-

raux Noflenbach et Mülibach. Il est donc nécessaire d'agir en termes de protection contre les crues.

La canalisation de la Singine a entraîné un appauvrissement des biotopes et donc une forte diminution de la variété des espèces. Le potentiel d'amélioration écologique est élevé. C'est pourquoi la revitalisation de ce tronçon de cours d'eau est également prioritaire dans le plan de revitalisation cantonal prescrit par la loi.

Avec le projet «Protection contre les crues et revitalisation de la Singine», les déficits de protection existants seront comblés et la protection contre les crues sera à nouveau assurée pour les 100 prochaines années. Le cours d'eau et son espace réservé seront revalorisés sur le plan écologique. La Singine va pouvoir modeler son lit de manière autodynamique, afin de créer des habitats divers et précieux pour les animaux et les plantes. Grâce à un nouveau paysage naturel attrayant et un accès à l'eau pour la baignade, les grillades et le repos, la zone de détente pour la population en sera aussi revalorisée. Par ailleurs, le projet fournit une contribution significative à la protection contre les crues sur le territoire de la commune de Laupen (BE).

2. Description du projet

Le projet «Protection contre les crues et revitalisation de la Singine» est un projet commun des communes de Bösinggen et de Laupen (canton de Berne). Il a été développé en collaboration avec les services en charge de la gestion des eaux des cantons de Fribourg et de Berne, ainsi qu'avec l'Office fédéral de l'environnement.

Les mesures prévues correspondent au concept de développement de la Singine GEK Sense21, qui a été élaboré dans les années 2013–2016 par les cantons de Fribourg et de Berne en collaboration avec les communes riveraines et la population.

Le projet fait partie du projet global «Réaménagement du réseau routier et développement urbain de Laupen», qui prévoit des mesures d'aménagement des eaux de la Singine, la réfection de la traversée de la localité, la construction du nouveau pont sur la Singine et le déplacement de la gare de Laupen. Il a donc été traité dans le cadre de la procédure d'approbation des plans prévue par la loi sur les chemins de fer et approuvé par décision y afférente du 30 avril 2020 de l'Office fédéral des transports.

Le projet d'aménagement des eaux comprend des mesures de protection contre les crues et de revitalisation sur une longueur d'environ 2 km des deux côtés de la Singine, entre la limite communale Laupen/Neuenegg et l'embouchure dans la Sarine. Dans la région de la commune de Bösinggen, il prévoit les mesures suivantes (voir également le plan de situation ci-joint):

- > Suppression des anciennes structures existantes pour la protection des berges, afin que la Singine puisse modeler elle-même son lit de manière dynamique sur une longueur d'environ 1000 mètres et sur une largeur de 80–90 mètres (la largeur actuelle de la rivière est de 25–30 mètres).
- > Construction d'une nouvelle digue de protection contre les crues en bordure de l'espace réservé à la Singine, afin que le niveau actuel de protection des terres agricoles soit maintenu à l'avenir.
- > Aménagement des berges en bordure de l'espace réservé aux eaux, pour protéger la nouvelle digue et les terres agricoles à usage intensif qui se trouvent derrière.
- > Relèvement et renforcement de la digue le long du camping de Noflen et aménagement des deux ruisseaux latéraux Noflenbach et Mülibach.
- > Création d'un nouveau chemin de rive sur la nouvelle digue de protection contre les crues.

3. Estimation des coûts

Coûts totaux de l'aménagement des eaux selon le projet (coûts de construction, honoraires, acquisition de terrain et indemnités, coûts liés aux risques, divers)	Fr.	22 300 000
./. Coûts non subventionnables (conduites à charge du propriétaire d'ouvrage, taxes)	Fr.	<u>- 2 113 000</u>
Coûts donnant droit à subvention pour l'aménagement des eaux (BE et FR)	Fr.	20 187 000
./. Coûts de l'aménagement des eaux, commune de Laupen (canton Berne)	Fr.	<u>- 15 070 000</u>
Coûts subventionnables de l'aménagement des eaux, commune de Bösinggen	Fr.	5 117 000

4. Demandes de subvention

La commune de Bösinggen demande une contribution cantonale pour le projet de protection contre les crues et de revitalisation.

Les coûts subventionnables pour les mesures d'aménagement des eaux sur le territoire de la commune de Bösinggen sont estimés à 5 117 000 francs.

L'Office fédéral de l'environnement envisage de subventionner à un taux de 60% les coûts subventionnables pour les mesures d'aménagement des eaux.

Sur la base des articles 47, 48 et 49 de la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux) et des articles 60, 61 et 63 du Règlement du 21 juin 2011 sur les eaux (RCEaux), la subvention de l'Etat en faveur de la commune de Bösinggen s'élève à 32%, avec une majoration de 15% pour les travaux de revitalisation. Il en résulte une contribution cantonale totale de maximum 47% des dépenses subventionnables de 5 117 000 francs prévus dans l'estimation des coûts, ce qui correspond à un montant maximum de 2 405 000 francs. Cette contribution cantonale serait versée en fonction de l'avancement des travaux et des fonds disponibles.

Le montant total des contributions fédérales et cantonales pour ce projet ne peut pas dépasser 80% des dépenses subventionnables (art. 47 al. 2 LCEaux). Si cette limite était dépassée, la contribution cantonale serait réduite en conséquence. Compte tenu de la contribution fédérale de 60% envisagée mais pas encore formellement engagée, la contribution cantonale devrait donc être de 20% (1 023 400 francs).

5. Conséquence d'un refus

A défaut des mesures prévues, il faudrait s'attendre encore à des inondations, à l'érosion des berges et à des dommages matériels. La commune de Bösinggen devrait de toute façon réparer dans un avenir proche les rives, qui sont en piteux état. Les coûts de réparation seraient nettement plus élevés pour la commune et le canton, car la Confédération ne contribue que dans une moindre mesure aux pures mesures de protection contre les crues, et aucune subvention du Fonds de régénération des eaux du canton de Berne ne peut être obtenue pour ces travaux.

Le Fonds de régénération des eaux du canton de Berne prend en charge 65% des coûts résiduels des communes, tant ceux de la commune bernoise de Laupen que ceux de la commune fribourgeoise de Bösinggen, et complète ainsi les subventions prévues par la loi dans les deux cantons. Cette participation du Fonds de régénération des eaux du canton de Berne aux coûts dans le canton de Fribourg est prévue dans le cas de mesures sur les eaux frontalières, pour autant que celles-ci profitent également à la partie bernoise du cours d'eau.

Le canton de Berne a déjà approuvé le crédit pour ce projet intercantonal d'aménagement des eaux, à la fois la subvention cantonale et la contribution du Fonds de régénération des eaux. Si les mesures ne sont pas réalisées sur le sol fribourgeois, le canton de Berne devra également réviser son projet d'aménagement des eaux.

6. Autres conséquences

Le décret soumis n'a aucune influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il n'a pas d'impact sur les effectifs du personnel de l'Etat et n'est pas affecté par les questions d'eurocompatibilité. Ce décret n'est pas soumis au référendum financier.

7. En conclusion

Pour les motifs exposés ci-dessus, le Conseil d'Etat recommande au Grand Conseil de soutenir le projet d'aménagement des eaux de la commune de Bösinggen par une subvention cantonale d'un montant maximal de 2 405 000 francs.

Le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil d'adopter le projet de décret.

Annexes

—
Plan de situation «W2-3_Situationsplan_Ost»



Botschaft 2020-DAEC-216

8. Februar 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Beitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense» auf dem Gebiet der Gemeinde Böisingen

Auf Antrag der Gemeinde Böisingen ersuchen wir Sie um die Gewährung eines Kantonsbeitrags von maximal 2 405 000 Franken an das Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense»

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Begründung des Vorhabens	4
2. Projektbeschreibung	5
3. Kostenvoranschlag	5
4. Subventionsbegehren	5
5. Folgen einer Ablehnung	6
6. Weitere Folgen	6
7. Schlussfolgerung	6

1. Begründung des Vorhabens

Bis Ende 19. Jahrhundert betrug die Flussbreite der Sense in Böisingen noch rund 60 bis 80 m. Der Gewässerraum, der das aktive Flussbett und den Auenwald miteinschliesst, war zu dieser Zeit zwischen 150 und 300 m breit. Anfangs 20. Jahrhundert wurde das Gewässer stark begradigt und kanalisiert. Das ursprünglich verzweigte Gerinne besteht seither aus einem gleichförmigen rund 30 m breiten Kanal. Mit der Flusskorrektur wurden wertvolle Flächen für die Landwirtschaft und für Siedlungen gewonnen. Die Auenflächen an der Sense wurden hingegen fast vollständig zerstört.

Die Ufer der Sense wurden verbaut, um sie gegen die Erosionskraft des Gewässers zu schützen. Dieser Erosionsschutz ist aber in die Jahre gekommen. Rund zwei Drittel der verbauten Ufer sind heute beschädigt oder stellen ein Versagensrisiko dar. Mittelfristig ist daher auch der rückwärtige Hochwasserschutzdamm gefährdet. Der Campingplatz Noflen ist heute ungenügend gegen die Überschwemmungsgefahr der Sense geschützt. Die Überschwemmungen im Gebiet Noflen/Noflenmatte erfolgen aber nicht nur durch die Sense, sondern auch durch die beiden Seitenbäche Noflen-, resp. Mülibach. Für den Hochwasserschutz besteht also Handlungsbedarf.

Die Kanalisierung der Sense hat eine Verarmung der Lebensräume und somit auch eine starke Abnahme des Artenreichtums zur Folge. Das ökologische Aufwertungspotential ist hoch. Deshalb wird die Revitalisierung dieses Gewässerabschnitts in der gesetzlich vorgeschriebenen kantonalen Revitalisierungsplanung auch mit erster Priorität eingestuft.

Mit dem Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense» sollen die bestehenden Schutzdefizite behoben und der Hochwasserschutz für die nächsten 100 Jahre wieder sichergestellt werden. Das Gewässer und der Gewässerraum sollen ökologisch aufgewertet werden. Die Sense soll ihr Flussbett eigendynamisch gestalten können, so dass vielfältige und wertvolle Lebensräume für Tiere und Pflanzen entstehen. Mit einer neuen attraktiven Naturlandschaft und Zugängen zum Gewässer fürs Baden, Bräteln und Verweilen soll auch das Naherholungsgebiet der Bevölkerung aufgewertet werden. Zudem leistet das Projekt einen wesentlichen Beitrag daran, den Hochwasserschutz auf dem Gebiet der Gemeinde Laupen (BE) zu erstellen.

2. Projektbeschreibung

Das Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense» ist ein gemeinsames Vorhaben der Gemeinden Bösinggen und Laupen (Kanton Bern). Es wurde in Zusammenarbeit mit den Wasserbaufachstellen der Kantone Freiburg und Bern und mit dem Bundesamt für Umwelt erarbeitet.

Die geplanten Massnahmen entsprechen dem Gewässerentwicklungskonzept GEK Sense21, welches die Kantone Freiburg und Bern zusammen mit den Anrainergemeinden und der Bevölkerung in den Jahren 2013–2016 erstellt haben.

Das Projekt ist Teil des Gesamtprojekts «Verkehrssanierung und städtebauliche Entwicklung Laupen», welches Wasserbaumassnahmen an der Sense, die Sanierung der Kantonsstrasse, den Neubau der Sensebrücke und die Verschiebung des Bahnhofs Laupen vorsieht. Es wurde deshalb im Plangenehmigungsverfahren nach Eisenbahngesetz behandelt und im diesbezüglichen Entscheid des Bundesamts für Verkehr vom 30. April 2020 bewilligt.

Das Wasserbauprojekt beinhaltet auf einer Länge von rund 2 km Hochwasserschutz- und Revitalisierungsmassnahmen auf beiden Seiten der Sense zwischen der Gemeindegrenze Laupen/Neuenegg und der Mündung in die Saane. Auf dem Gebiet der Gemeinde Bösinggen sieht es folgende Massnahmen vor (siehe auch beiliegenden Situationsplan):

- > Entfernen der bestehenden alten Uferverbauung, so dass sich die Sense auf einer Länge von rund 1000 Metern ihr Flussbett bis auf eine Breite von 80–90 Metern eigendynamisch selbst gestalten kann (die heutige Flussbreite beträgt 25–30 Meter).
- > Erstellen eines neuen Hochwasserschutzdamms am Rande des Gewässerraums der Sense, so dass der heutige Schutzgrad für die Landwirtschaftsflächen auch in Zukunft erhalten bleibt.
- > Erstellen einer neuen Uferverbauung am Rande des Gewässerraums, zum Schutz des neuen Damms und der dahinterliegenden intensiv genutzten Landwirtschaftsflächen.
- > Erhöhen und Verstärken des Damms entlang des Campingplatzes Noflen und Ausbau der beiden Seitenbäche Noflenbach und Mülibach.
- > Erstellen eines neuen Uferwegs auf dem neuen Hochwasserschutzdamm.

3. Kostenvoranschlag

Gesamtkosten Wasserbau gemäss Projekt (Baukosten, Honorarkosten, Landerwerb und Entschädigungen, Risikokosten, Verschiedenes)	Fr. 22 300 000
./. Nicht beitragsberechtigte Kosten (Werkleitungen zu Lasten Werkeigentümer, Gebühren)	Fr. -2 113 000
Beitragsberechtigte Kosten Wasserbau (BE und FR)	Fr. 20 187 000
./. Wasserbaukosten Gemeinde Laupen (Kanton Bern)	Fr. -15 070 000
Beitragsberechtigte Wasserbaukosten Gemeinde Bösinggen	Fr. 5 117 000

4. Subventionsbegehren

Die Gemeinde Bösinggen beantragt einen Kantonsbeitrag an das Hochwasserschutz- und Revitalisierungsprojekt.

Die beitragsberechtigten Kosten für die Wasserbaumassnahmen auf dem Gemeindegebiet von Bösinggen werden mit 5 117 000 Franken veranschlagt.

Das Bundesamt für Umwelt stellt in Aussicht, die beitragsberechtigten Kosten für die Wasserbaumassnahmen zu einem Satz von 60% zu subventionieren.

Gestützt auf die Artikel 47, 48 und 49 des Gewässergesetzes vom 18. Dezember 2009 (GewG) und die Artikel 60, 61 und 63 des Gewässerreglements vom 21. Juni 2011 (GewR) beträgt die Subvention des Staats zugunsten der Gemeinde Bösinggen 32% mit einem Zuschlag von 15% für Revitalisierungsarbeiten. Dies ergibt einen Kantonsbeitrag von insgesamt maximal 47% der im Kostenvoranschlag vorgesehenen beitragsberechtigten Kosten von 5 117 000 Franken, was einer Summe von maximal 2 405 000 Franken entspricht. Dieser Kantonsbeitrag würde entsprechend dem Fortschreiten der Arbeiten und den zur Verfügung stehenden Mitteln ausbezahlt.

Der Gesamtbetrag der Bundes- und Kantonsbeiträge für dieses Vorhaben darf 80% der beitragsberechtigten Kosten nicht übersteigen (Art. 47 Abs. 2 GewG). Sollte diese Grenze überschritten werden, würde der Kantonsbeitrag entsprechend gekürzt. Aufgrund des in Aussicht gestellten aber noch nicht formell zugesicherten Bundesbeitrags von 60%, wird der Kantonsbeitrag somit voraussichtlich 20% (1 023 400 Franken) betragen.

5. Folgen einer Ablehnung

Ohne die geplanten Massnahmen wäre weiterhin mit Überschwemmungen, Ufererosionen und Sachschäden zu rechnen. Die Gemeinde Bösinggen müsste die maroden Ufer in naher Zukunft ohnehin instand stellen. Die Kosten für die Instandstellung wären sowohl für die Gemeinde wie auch für den Kanton bedeutend höher, da sich der Bund an reinen Hochwasserschutzmassnahmen nur in geringerem Umfang beteiligt und für solche Arbeiten auch kein Beitrag des Berner Renaturierungsfonds erhalten werden kann.

Der Renaturierungsfonds des Kantons Bern übernimmt 65% der Restkosten der Gemeinden, sowohl der Berner Gemeinde Laupen als auch der Freiburger Gemeinde Bösinggen, und ergänzt damit die in den beiden Kantonen gesetzlich vorgesehenen Beiträge. Diese Beteiligung des Renaturierungsfonds des Kantons Bern an Kosten im Kanton Freiburg ist bei Massnahmen an Grenzgewässern vorgesehen, wenn diese auch dem bernischen Teil des Gewässers zugutekommen.

Der Kanton Bern hat den Kredit für dieses interkantonale Wasserbauprojekt, sowohl die kantonale Subvention als auch den Beitrag des Renaturierungsfonds, bereits genehmigt. Falls die Massnahmen auf Freiburger Boden nicht ausgeführt werden, müsste auch der Kanton Bern sein Wasserbauprojekt überarbeiten.

6. Weitere Folgen

Das unterbreitete Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es hat keinen Einfluss auf den Personalbestand des Staats und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen. Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

7. Schlussfolgerung

Aus den dargelegten Gründen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, das Wasserbauprojekt der Gemeinde Bösinggen mit einem kantonalen Beitrag von maximal 2 405 000 Franken zu unterstützen.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, den Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhänge

—
Situationsplan «W2-3_Situationsplan_Ost»

**Décret relatif à l'octroi d'une subvention au projet
«Protection contre les crues et revitalisation sur la Singine»,
sur le territoire de la commune de Bösingen**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux) et son règlement d'exécution du 21 juin 2011 (RCEaux);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2020-DAEC-216 du Conseil d'Etat du 8 février 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ La demande de la commune de Bösingen pour une subvention cantonale au projet de protection contre les crues et de revitalisation sur la Singine est approuvée.

**Dekret über einen Beitrag an das Projekt
«Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense»
auf dem Gebiet der Gemeinde Bösingen**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gewässergesetz vom 18. Dezember 2009 (GewG) und dessen Ausführungsreglement vom 21. Juni 2011 (GewR);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DAEC-216 des Staatsrats vom 8. Februar 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Das Gesuch der Gemeinde Bösingen um einen Kantonsbeitrag an das Hochwasserschutz- und Revitalisierungsprojekt an der Sense wird genehmigt.

Art. 2

¹ Il est octroyé à la commune de Bösingen une subvention de 47% au maximum des dépenses estimées à 5 117 000 francs, jusqu'à un montant de 2 405 000 francs au maximum.

² Le montant total des subventions fédérales et cantonales pour ce projet ne peut pas dépasser 80% des dépenses imputables. Le cas échéant, la subvention cantonale sera réduite en conséquence.

³ Cette dépense sera inscrite sous la position 3845 OPEN 5620.050 – «Subventions cantonales aux communes pour l'aménagement des eaux – Section lacs et cours d'eau» et sera accordée en fonction de l'avancement des travaux et des fonds disponibles.

Art. 3

¹ En acceptant cette subvention, la commune de Bösingen s'engage à maintenir les ouvrages en bon état.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Ce décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur immédiatement.

Art. 2

¹ Der Gemeinde Bösingen wird ein Beitrag von maximal 47% der mit 5 117 000 Franken veranschlagten Ausgabe gewährt, höchstens aber 2 405 000 Franken.

² Der Gesamtbetrag der Bundes- und Kantonsbeiträge für dieses Vorhaben darf 80% der anrechenbaren Ausgaben nicht übersteigen. Gegebenenfalls wird der Kantonsbeitrag entsprechend gekürzt.

³ Diese Ausgabe wird unter der Kostenstelle 3845 OPEN 5620.050 – «Kantonsbeiträge an die Gemeinden für den Wasserbau – Sektion Gewässer» verbucht und entsprechend dem Fortschreiten der Arbeiten und den zur Verfügung stehenden Mitteln gewährt.

Art. 3

¹ Die Gemeinde Bösingen verpflichtet sich mit der Annahme des Beitrags, die Bauwerke in gutem Zustand zu erhalten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt sofort in Kraft.

- Verfahrenspemeter**
- Strassenplan
 - Wasserbauplan WBP
 - Plangenehmigungsverfahren PGV 2 inkl. Wasserbau
- Perimeter**
- Gewässerraum (lediglich hinweisender Charakter)
- bestehende Elemente**
- Rückbau Betonmauerwerk
 - Rückbau Betonmauer
 - Rückbau Stein
 - Rückbau Steinkörbe
 - Böschung belassen
 - bestehender Böschungsfuss
 - Rückbau Uferweg
 - Massnahmen, Ufergestaltung
 - Böschung
 - Damm
 - Uferweg
 - Uferverbauung sichtbar
 - Uferverbauung überschnitten
 - Flachdamm / Terrainanpassung
 - Schüttung Kiesbank
 - Murzeltstock
 - Uferverbauungstyp (siehe Plan Nr. W5-2)
 - mögliche Böschungsfuss
 - Kies-Erdwall als Biotopfläche
 - Zaun
 - Festplatz
 - Feuerstelle
- Informationsinhalte**
- Wanderroute Nr. 2: Trans Süsse Trail
 - Veloroute Nr. 74: Gürbe - Sense
 - best. Feuerstellen
 - Drittprojekte
 - Drittprojekte Bauprovisionen
- Sonderungen**
- Baggererschütze / Bohrungen (Diverse)
 - Bohrungen (GL 2011)
 - Rammsondierungen / Bohrungen (CSD, 2016)

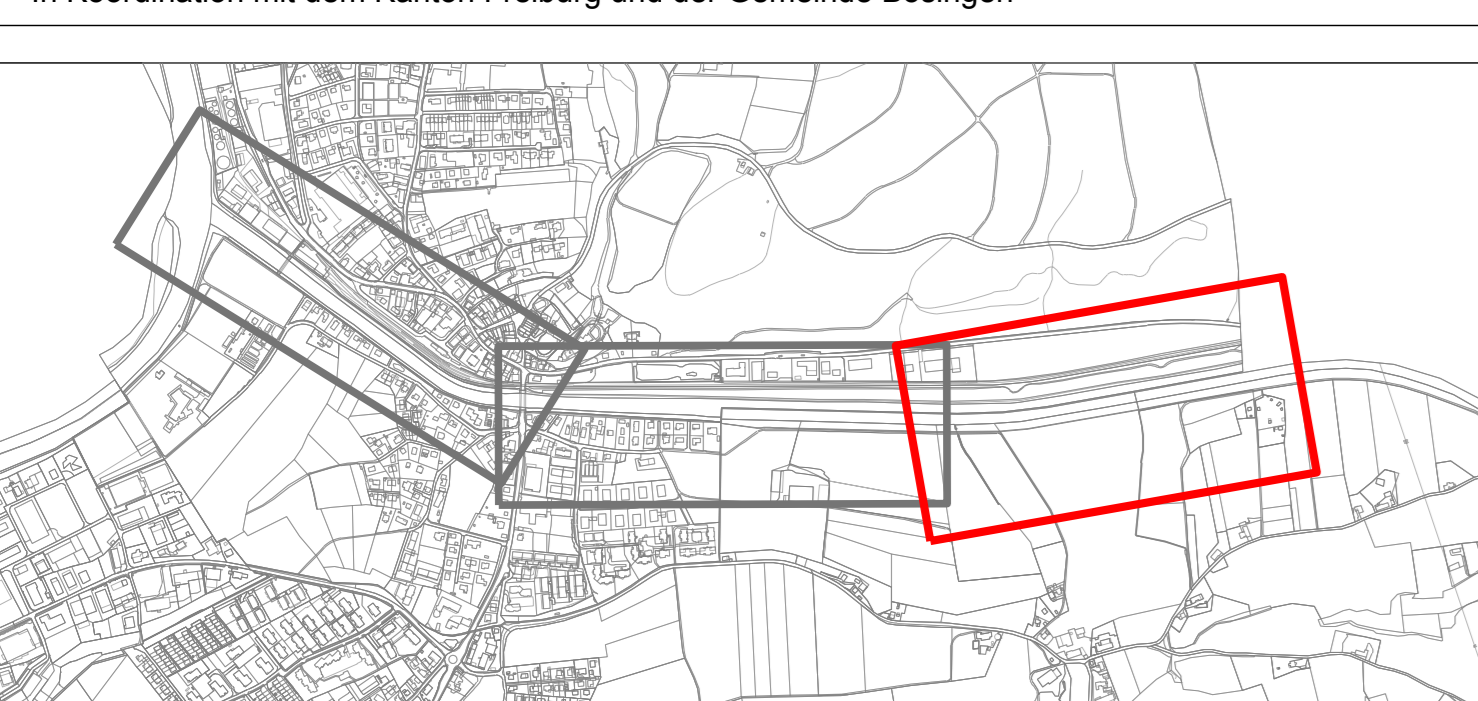
Blatt Ost **Beilage W2-3**

BAUHERRENGEMEINSCHAFT

Oberingenieur II
Tiefbauamt des Kantons Bern

Gemeinde Laupen

In Koordination mit dem Kanton Freiburg und der Gemeinde Börsingen



Wasserbauplan Sense (Auflage)

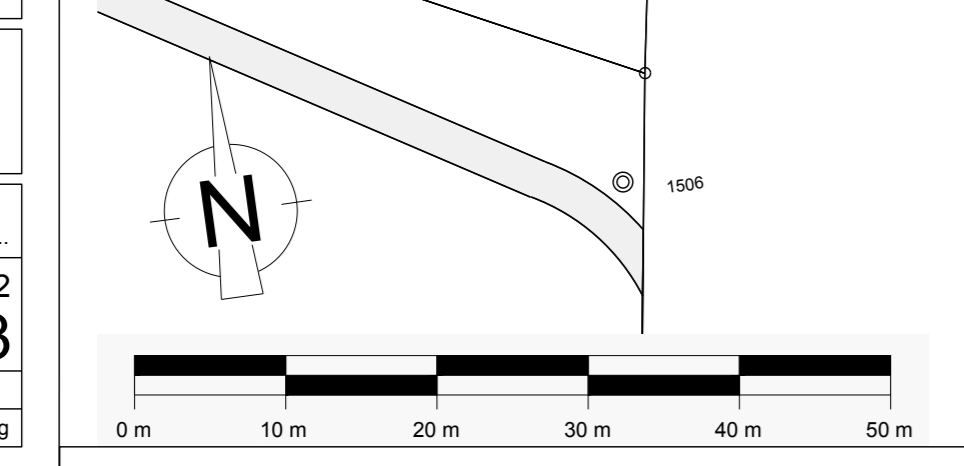
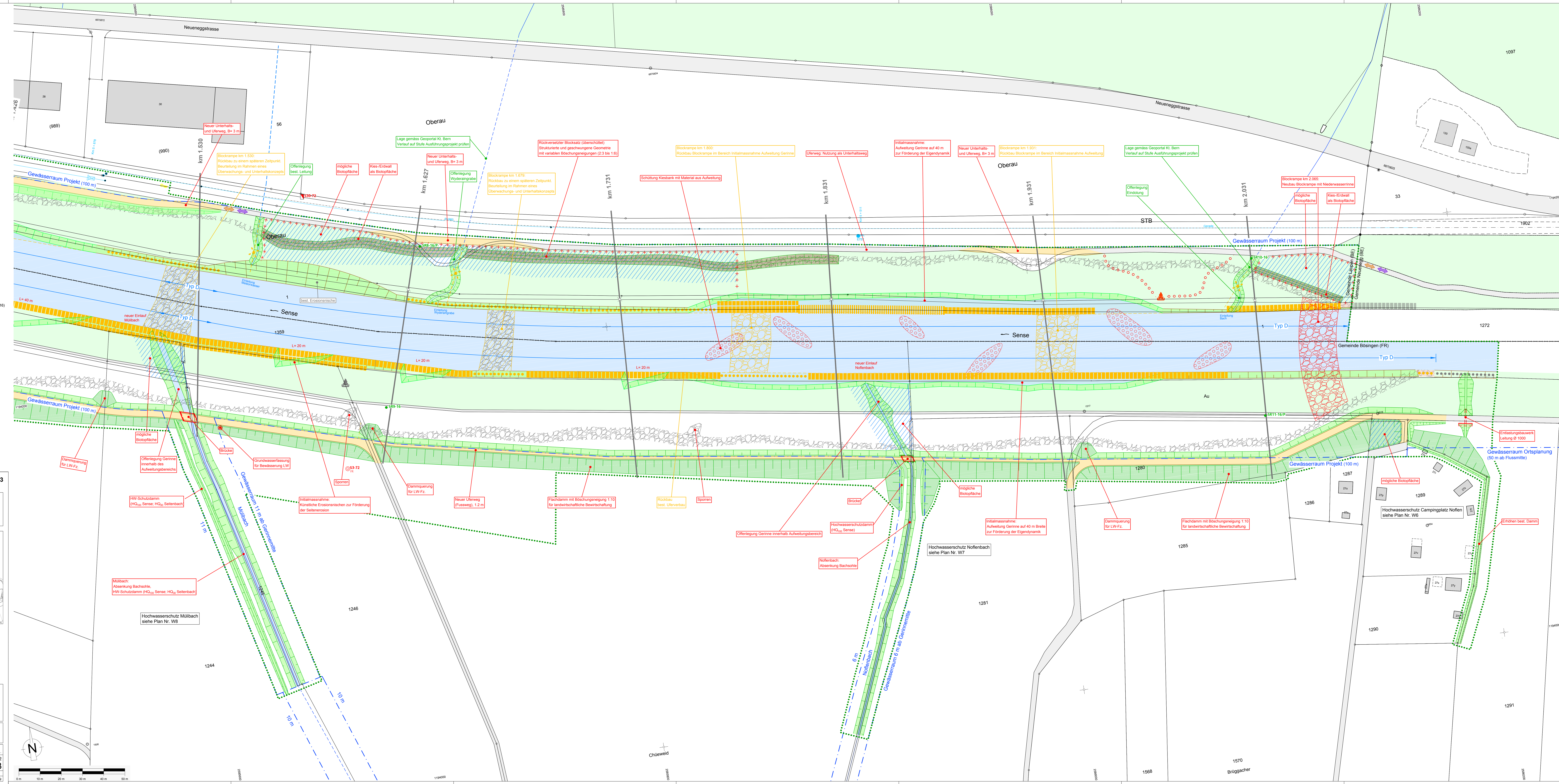
LaUPlen

Verkehrssanierung und städtebauliche Entwicklung Laupen

Situationsplan Ost

Situation 1: 500

PLANNINGSGEMEINSCHAFT BENSCHODIM		CSD Ingenieure AG		Maurus Schöffel		Scharl Bur		Ingenieur ag	
Rocher BSB + Partner AG		3307 Liebefeld		3011 Bern		3008 Bern		3000 Bern 13	
Index	Datum	Änderungen	gpr	gppr	gen	Lebzeit	10.08.2016	geprüft	MQA
						gezeichnet	10.08.2016	Plan Nr.	BE07635.320.32
						Grösse	60 x 187	W2-3	
						Werk	30.07.2016		
AV-Grundlage vom April 2017 (L195)									



1570 Brüggacher

Annexe

GRAND CONSEIL

2020-DAEC-216

Projet de décret :

Octroi d'une subvention au projet « Protection contre les crues et revitalisation sur la Singine », sur le territoire de la commune de Bösinggen

*Propositions de la Commission des routes et cours d'eau 2017-2021
CRoutes-17-21*

Présidence : Jean-Daniel Wicht

Vice-présidence : David Bonny

Membres : Eliane Aebischer, Jean Bertschi, Simon Bischof, François Genoud, Christian Ducotterd, Fritz Glauser, Jean-Daniel Chardonens, Patrice Jordan, Bruno Marmier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 10 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 3 mars 2021

Anhang

GROSSER RAT

2020-DAEC-216

Dekretsentwurf:

Beitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense» auf dem Gebiet der Gemeinde Bösinggen

*Antrag der Kommission für Strassen und Wasserbau 2017-2021
StraK-17-21*

Präsidium : Jean-Daniel Wicht

Vize-Präsidium : David Bonny

Mitglieder : Eliane Aebischer, Jean Bertschi, Simon Bischof, François Genoud, Christian Ducotterd, Fritz Glauser, Jean-Daniel Chardonens, Patrice Jordan, Bruno Marmier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 3. März 2021

Annexe

GRAND CONSEIL

2020-DAEC-216

Projet de décret :
Octroi d'une subvention au projet «Protection contre les crues et revitalisation sur la Singine», sur le territoire de la commune de Bösingen

*Propositions de la Commission des finances et de gestion
CFG*

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Mirjam Ballmer, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Piller

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 13 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 10 mars 2021

Anhang

GROSSER RAT

2020-DAEC-216

Dekretsentwurf:
Beitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense» auf dem Gebiet der Gemeinde Bösingen

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Boschung

Mitglieder : Mirjam Ballmer, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 13 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 10. März 2021



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat Gaillard Bertrand / Ducotterd Christian / Sudan Stéphane /
Bürdel Daniel / Dafflon Hubert / Morel Bertrand / Zamofing Dominique /
Dietrich Laurent / Meyer Loetscher Anne / Longchamp Patrice

2020-GC-184

Exonération de frais pour l'ajustement des PAL au nouveau plan directeur

I. Résumé du mandat

Les dépositaires du mandat demandent au Conseil d'Etat que ses Directions et les services de l'Etat consultés dans le cadre des procédures de révisions générales des PAL qui ont été impactées par l'arrêt du Tribunal cantonal du 3 septembre 2019, confirmé par le Tribunal fédéral le 16 septembre 2020, ne facturent aucun frais (émoluments, débours ou autres) pour le traitement de ces dossiers, par le biais de préavis ou de décisions déjà rendus ou à venir. Les dépositaires se réfèrent au fait que les communes ont poursuivi la procédure de révision générale de leur plan d'aménagement local (PAL) en suivant l'indication donnée par la DAEC selon laquelle les dossiers mis à l'enquête avant l'adoption du nouveau plan directeur cantonal seraient traités par le canton sur la base de l'ancien plan. Dans la mesure où les tribunaux ont jugé qu'une telle approche n'était pas admissible du point de vue juridique, les communes devront modifier leur PAL pour donner suite aux éléments refusés lors des approbations et mettre à l'enquête les modifications subséquentes. Celles-ci engendreront des frais d'urbanisme pouvant se chiffrer en centaines de milliers de francs. De plus, des émoluments seront facturés pour l'examen des dossiers d'adaptation qui seront mis à l'enquête. Il se justifie par conséquent d'exonérer intégralement les communes concernées de l'ensemble des frais de procédure perçus par l'Etat dans ces dossiers.

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat s'interroge sur la recevabilité du mandat en question compte tenu de l'article 79 al. 2 LGC qui dispose qu'il ne peut être donné suite à un mandat s'il met en cause la répartition des tâches ou d'autres règles qui figurent dans la Constitution ou dans une loi (let. a) ou s'il vise à influencer sur une décision administrative à prendre dans le cadre d'une procédure ordonnée par la loi ou sur une décision sur recours (let. b). Or, dans le cas d'espèce, les députés demandent au Conseil d'Etat de ne pas facturer des émoluments et des frais de procédure dus en contrepartie des prestations fournies par l'Etat dans le cadre de la procédure d'approbation des plans prévue par la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC) et en application de l'ordonnance du 30 juin 2015 fixant le tarif des émoluments et des frais de procédure dans le domaine de l'aménagement du territoire et des constructions (RSF 710.16).

Le Conseil d'Etat juge également utile de rappeler au préalable que dans son arrêt du 16 septembre 2020 (1C_536/2019), le Tribunal fédéral (TF) a indiqué dans ses considérants que la décision du Tribunal cantonal (TC) ne pouvait fonder aucune prétention en indemnité de la part de la commune touchée.

Sur le fond, le Conseil d'Etat relève qu'il est dans la nature même de la procédure administrative et de l'application du droit public que des interprétations soutenues par les autorités administratives et les décisions qui en découlent soient par la suite remises en cause par les instances judiciaires, de sorte que la seule question qui se pose ici est d'évaluer les conséquences concrètes de l'issue de la procédure de recours auprès des instances judiciaires sur le travail des communes dont le dossier de révision générale de plan d'aménagement local (PAL) avait été mis à l'enquête avant l'adoption du nouveau plan directeur cantonal et est donc aujourd'hui impacté par la décision du Tribunal cantonal, confirmée par le Tribunal fédéral.

Le Conseil relève tout d'abord que si la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) avait indiqué en 2017 aux communes concernées que leur dossier de révision générale de PAL serait traité sur la base nouveau plan directeur cantonal qui allait être adopté à l'automne 2018 par le Conseil d'Etat, puis approuvé en mai 2019 par le Conseil fédéral, cela aurait eu pour conséquence inévitable de bloquer pendant près de deux ans le traitement des PAL en question et par là-même le traitement d'un nombre considérable de demandes de permis, compte tenu de l'effet anticipé des plans (art. 91 LATeC). En effet, à défaut de connaître la teneur définitive du plan directeur cantonal, qui était en consultation externe en 2017 et dont les dernières modifications ont été entreprises sur demande de la Confédération au printemps 2019, les communes n'auraient pas été en mesure de finaliser leur dossier, élaboré et examiné par les services de l'Etat dans le cadre de l'examen préalable sur la base de l'ancien plan directeur cantonal, de même que la DAEC n'aurait pas pu rendre ses décisions d'approbation ni traiter les recours. Le traitement de la consultation publique en vue de finaliser les thèmes de l'urbanisation figurant dans le plan directeur cantonal avant de soumettre celui-ci au Conseil d'Etat pour adoption et l'examen subséquent par la Confédération ont montré que des nouveaux principes et critères décisifs en relation avec les possibilités de mises en zone à bâtir et de densification ont été introduits après la procédure de consultation.

En revanche, rien n'empêchait les communes touchées par l'arrêt du TC de demander à la DAEC de traiter leur dossier sur la base du nouveau plan directeur cantonal approuvé par la Confédération dans la mesure où, indépendamment de la décision du TF, le contenu de ce plan était désormais définitif. C'est d'ailleurs ce que les deux tiers des communes concernées ont demandé, sans avoir à reprendre leur dossier et à l'adapter en conséquence. Entre l'arrêt du Tribunal cantonal et celui du Tribunal fédéral, la DAEC a ainsi été en mesure d'approuver 20 révisions générales de PAL en un peu plus d'une année, un nombre record si l'on se réfère aux années précédentes.

Il s'avère ainsi que le recours déposé par le canton auprès du TF n'a pas eu pour effet de ralentir le traitement des dossiers des communes, si ce n'est durant quelques mois, entre septembre 2019 et février 2020, au cours desquels le Service des constructions et de l'aménagement (SeCA) a établi des pré-analyses des dossiers de révision générale qui étaient en cours d'examen final afin d'évaluer les conséquences concrètes d'une application du nouveau plan directeur cantonal. Il est d'ailleurs ressorti de ces pré-analyses (à ne pas confondre avec un préavis du SeCA), discutée de manière informelle entre la DAEC et une trentaine de communes qui en avaient fait la demande, que ces conséquences portaient essentiellement sur deux types de mesures d'aménagement : d'une part, les

nouvelles mises en zone à bâtir, dont la très grande majorité ne pouvaient désormais plus être approuvées, et d'autre part, les mesures de densification, ceci en application des principes fixés par le plan directeur cantonal en concrétisation des exigences fixées par la LAT. Or, en relation avec ces deux types de mesure d'aménagement, il faut se rendre compte que les décisions rendues par la DAEC ne génèrent en principe pas de modifications ultérieures à entreprendre par les communes, étant donné qu'avant de rendre sa décision, la DAEC publie un droit d'être entendu dans la Feuille officielle (art. 86 al. 2 LATeC), en annonçant notamment les mesures de planification qu'elle ne pourra pas approuver. Tant la commune que les propriétaires concernés peuvent se déterminer avant que la décision soit prise, de sorte qu'une mise en zone ou une mesure de densification non approuvée, puis entrant en force, ne pourra plus faire l'objet d'opposition dans le cadre de la mise à l'enquête du dossier d'adaptation du PAL aux conditions fixées par la DAEC. Dans les décisions d'approbation qu'elle a rendues après l'arrêt du TC, la DAEC a d'ailleurs pu fixer directement dans sa décision les indices admissibles au regard du droit fédéral et du plan directeur cantonal, lorsque des mesures de densification pouvaient être admises sur le principe mais dans une moindre mesure que celle initialement voulues par les communes.

A cela s'ajoute le fait que la majeure partie des décisions d'approbation de la DAEC rendues sur des révisions générales de PAL sont assorties de conditions émanant des services et nécessitent par conséquent la mise à l'enquête publique d'un dossier d'adaptation à ces conditions dans la mesure où elles ont été reprises par l'autorité d'approbation. Il est ainsi erroné de prétendre que l'arrêt du Tribunal cantonal du 3 septembre 2019, exigeant l'application du nouveau plan directeur cantonal aux PAL qui ont été mis à l'enquête avant l'adoption de celui-ci va contraindre les communes à effectuer un travail supplémentaire important avec des frais d'urbanisme qui se chiffrent « en centaines de milliers de francs ».

Enfin, il est important de rappeler qu'une révision générale de PAL est un processus qui porte sur l'ensemble du territoire communal et s'accompagne d'études et de mesures de planification liées à un nombre étendu de domaines (la protection des biens culturels, de la nature et du paysage, de l'environnement, la politique énergétique, l'espace rural, la forêt etc.), de sorte que les analyses et mesures liées aux nouvelles mises en zone à bâtir et la densification ne représentent qu'un des domaines à traiter dans le dossier du PAL du point de vue du travail à effectuer par les communes, malgré leur grande importance pour le développement de celles-ci.

Cela étant dit, le Conseil d'Etat reconnaît volontiers que l'arrêt du Tribunal cantonal a nécessité un certain travail supplémentaire au niveau des communes concernées étant donné qu'elles ont été contraintes de procéder à des réflexions et analyses complémentaires, sur la base des pré-analyses transmises par le SeCA, en relation avec les nouvelles mises en zone et les mesures de densification qui ne pouvaient plus être approuvées telles qu'adoptées. C'est la raison pour laquelle, en accord avec la DAEC, le SeCA ne facture pas aux communes touchées par l'arrêt du TC des émoluments et autres frais de procédure en contrepartie des prestations supplémentaires qu'il a dû fournir à la suite de cet arrêt. Ces frais – internes - sont estimés pour l'ensemble des dossiers à un montant d'environ 90'000 francs.

En conclusion, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil :

- > de rejeter le mandat en tant qu'il demande une exonération de l'ensemble des émoluments et frais de procédure liés au traitement des PAL touchées par l'arrêt du Tribunal cantonal du 3 septembre 2019, en relevant que, pour ces mêmes dossiers, le SeCA n'a pas facturé et ne facturera pas

d'émoluments et autres frais de procédure pour l'ensemble des prestations supplémentaires qu'il a dû fournir à la suite de l'arrêt du TC, en lien avec l'application des principes du nouveau plan directeur en matière d'urbanisation.

23 février 2021



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag Gaillard Bertrand / Ducotterd Christian / Sudan Stéphane /
Bürdel Daniel / Dafflon Hubert / Morel Bertrand / Zamofing Dominique /
Dietrich Laurent / Meyer Loetscher Anne / Longchamp Patrice

2020-GC-184

Gebührenbefreiung für die Anpassung der OP an den neuen kantonalen Richtplan

I. Zusammenfassung des Auftrags

Mit dem Auftrag wird der Staatsrat aufgefordert, seine Direktionen und die für Raumplanningdossiers angehörteten staatlichen Dienststellen anzuweisen, bei der Bearbeitung (Vorprüfungen, anstehende oder bereits erlassene Verfügungen) der OP-Gesamtrevisionsdossiers, die vom Urteil des Kantonsgerichts vom 3. September 2019, das am 16. September 2020 durch das Bundesgericht bestätigt wurde, betroffen sind, keine Kosten (Gebühren, Auslagen oder anderes) in Rechnung zu stellen. Zur Begründung weisen die Verfasserinnen und Verfasser des Auftrags darauf hin, dass sich die Gemeinden beim Verfahren für die Gesamtrevision ihrer Ortspläne (OP) auf die Aussagen der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) verlassen hatten, wonach die vor der Genehmigung des neuen kantonalen Richtplans öffentlich aufgelegten Dossiers auf der Grundlage des alten Richtplans geprüft werden würden. Soweit die Gerichte entschieden haben, dass ein solches Vorgehen rechtlich nicht zulässig ist, müssen die Gemeinden ihre OP ändern, um die in den Genehmigungen verweigerten Punkte zu berücksichtigen, und die nachträglichen Änderungen erneut öffentlich auflegen. Diese verursachen städtebauliche Kosten, die sich auf Hunderttausende von Franken belaufen können. Darüber hinaus werden Gebühren für die Überprüfung der öffentlich aufgelegten Anpassungen erhoben werden. Es ist daher gerechtfertigt, die betroffenen Gemeinden in diesen Fällen vollständig von allen vom Staat erhobenen Verfahrensgebühren zu befreien.

II. Antwort des Staatsrats

Als Erstes stellt sich für den Staatsrat die Frage, ob der Auftrag zulässig ist, legt Artikel 79 Abs. 2 des Grossratsgesetzes (GRG) doch fest, dass ein Auftrag nicht zulässig ist, wenn er die Aufgabenteilung oder andere Bestimmungen aus der Verfassung oder aus einem Gesetz in Frage stellt (Bst. a), oder darauf abzielt, eine Verwaltungsverfügung, die im Rahmen eines gesetzlichen Verfahrens getroffen werden muss, oder einen Beschwerdeentscheid zu beeinflussen (Bst. b). Im vorliegenden Fall ersuchen die Grossrätinnen und Grossräte den Staatsrat jedoch, keine Gebühren und Verfahrenskosten zu erheben, die für Leistungen des Staats im Rahmen des Plangenehmigungsverfahrens gemäss dem Raumplanungs- und Baugesetz vom 2. Dezember 2008 (RPBG) und in Anwendung der Verordnung vom 30. Juni 2015 über den Tarif der Gebühren und Verfahrenskosten im Bereich der Raumplanung und des Bauwesens (SGF 710.16) fällig sind.

Der Staatsrat erinnert zudem daran, dass das Bundesgericht (BGer) in seinem Urteil vom 16. September 2020 (1C_536/2019) in den Erwägungen darauf hingewiesen hat, dass der Entscheid des Kantonsgerichts (KG) für die betroffenen Gemeinde keinen Entschädigungsanspruch begründet.

In der Sache stellt der Staatsrat fest, dass es in der Natur des Verwaltungsverfahrens und der Anwendung des öffentlichen Rechts liegt, dass die von den Verwaltungsbehörden vertretenen Auslegungen und die sich daraus ergebenden Entscheide später von den gerichtlichen Instanzen infrage gestellt werden können, sodass es hier nur darum gehen kann, die konkreten Auswirkungen des Ergebnisses des Berufungsverfahrens vor den gerichtlichen Instanzen auf die Arbeit der Gemeinden zu beurteilen, deren Dossier für eine Gesamtrevision des Ortsplans (OP) vor der Genehmigung des neuen kantonalen Richtplans öffentlich aufgelegt worden war und daher nun von dem vom BGer bestätigten Urteil des KG betroffen ist.

Der Staatsrat stellt zunächst Folgendes fest: Hätte die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) im Jahr 2017 den betroffenen Gemeinden mitgeteilt, dass ihre Dossiers für die Gesamtrevision des OP auf der Grundlage des neuen kantonalen Richtplans, der im Herbst 2018 vom Staatsrat verabschiedet und im Mai 2019 vom Bundesrat genehmigt wurde, geprüft werden würden, hätte dies die unvermeidliche Folge gehabt, dass die Bearbeitung der betreffenden OP für fast zwei Jahre und angesichts der Vorwirkung der Pläne (Artikel 91 RPBG) auch die Bearbeitung einer beträchtlichen Anzahl von Baubewilligungsgesuchen blockiert worden wäre. Ohne den endgültigen Inhalt des kantonalen Richtplans zu kennen, der sich 2017 in der externen Vernehmlassung befand und dessen letzte, vom Bund geforderte Anpassung im Frühjahr 2019 vorgenommen wurde, hätten die Gemeinden nämlich ihr Dossier, das die Gemeinden auf der Grundlage des alten kantonalen Richtplans erstellt hatten von den staatlichen Dienststellen für die Vorprüfung auf derselben Grundlage geprüft wurde, nicht abschliessen können; genauso wenig hätte die RUBD Bewilligungsentscheide erlassen oder Beschwerden behandeln können. Als es darum ging, die Themenblätter des Kapitels «Siedlung» gestützt auf die öffentliche Vernehmlassung fertigzustellen, um den kantonalen Richtplan dem Staatsrat zur Genehmigung und dann dem Bundesrat zur Bewilligung zu unterbreiten, zeigte sich, dass nach dem Vernehmlassungsverfahren neue Grundsätze und Entscheidungskriterien in Bezug auf die Möglichkeiten für Einzonungen und Verdichtungen eingeführt worden waren.

Andererseits konnten die Gemeinden unbeschadet des Urteils des KG bei der RUBD beantragen, dass ihr Dossier auf der Grundlage des neuen, vom Bund genehmigten kantonalen Richtplans bearbeitet werde, da der Inhalt des Richtplans unabhängig des Urteils des BGer zu diesem Zeitpunkt endgültig war. Zwei Drittel der betroffenen Gemeinden haben sich denn auch für diese Vorgehensweise entschieden und mussten damit ihr Dossier auch nicht überarbeiten. In den zwölfmonatigen Monaten zwischen den Urteilen der beiden Gerichte konnte die RUBD somit 20 OP-Gesamtrevisionen genehmigen, ein Rekord im Vergleich zu den Vorjahren.

Dies bedeutet, dass die vom Kanton beim BGer eingereichte Beschwerde keine Verlangsamung der Bearbeitung der Dossiers der Gemeinden zur Folge hatte – mit Ausnahme der Periode zwischen September 2019 und Februar 2020, in der das Bau- und Raumplanungsamt (BRPA) Voranalysen der OP-Gesamtrevisionsdossiers in der Schlussprüfung erstellte, um die konkreten Folgen der Anwendung des neuen kantonalen Richtplans zu bestimmen. Diese Voranalysen (nicht zu verwechseln mit einem Gutachten des BRPA), die informell zwischen der RUBD und etwa dreissig Gemeinden, die sie angefordert hatten, besprochen wurden, zeigten, dass die Folgen hauptsächlich zwei Arten von raumplanerischen Massnahmen betrafen: erstens Neueinzonungen, die in ihrer

grossen Mehrheit nicht mehr genehmigt werden konnten, und zweitens Verdichtungsmassnahmen, dies in Anwendung der im kantonalen Richtplan definierten Grundsätze, die die im Bundesgesetz über die Raumplanung (RPG) festgelegten Vorgaben konkretisierten. In Bezug auf diese beiden Arten von Planungsmassnahmen ist jedoch hervorzuheben, dass die von der RUBD erlassenen Verfügungen im Prinzip keine nachträglichen, von den Gemeinden durchzuführenden Änderungen nach sich ziehen, weil die RUBD vor ihrem Entscheid mit Publikation im Amtsblatt eine Anhörung durchführt (Art. 86 Abs. 2 RPBG) und dabei insbesondere die Planungsmassnahmen bekannt gibt, die sie nicht wird genehmigen können. Sowohl die Gemeinde als auch die betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümer können sich dadurch vor dem Entscheid äussern, sodass eine nicht genehmigte Einzonung oder Verdichtung nicht mehr Gegenstand einer Beschwerde im Rahmen der öffentlichen Auflage des Dossiers zur Änderung des OP mit den von der RUBD festgelegten Bedingungen sein können. In den Genehmigungsverfügungen, die die RUBD nach dem Urteil des KG erliess, konnte sie auch direkt in ihrem Entscheid die nach Bundesrecht und kantonalem Richtplan zulässigen Kennziffern festlegen, wenn Verdichtungsmassnahmen zwar grundsätzlich genehmigt werden konnten, aber in einem geringeren Umfang als von den Gemeinden ursprünglich gewünscht.

Darüber hinaus sind die meisten Genehmigungsverfügungen der RUBD bei OP-Gesamtrevisionen mit Auflagen der angehörten Dienststellen verbunden und erfordern daher eine öffentliche Auflage der Anpassungen an diese Auflagen, soweit sie von der Genehmigungsbehörde übernommen werden. Es stimmt daher nicht, dass das Urteil des KG vom 3. September 2019, das die Anwendung des neuen kantonalen Richtplans auf die vor seiner Genehmigung öffentlich aufgelegten OP-Dossiers verlangt, für die Gemeinden erhebliche zusätzliche Arbeiten mit städtebaulichen Kosten in Höhe von «Hunderttausenden von Franken» zur Folge hat.

Und schliesslich darf nicht vergessen werden, dass eine OP-Gesamtrevision ein Prozess ist, der das gesamte Gemeindegebiet umfasst und von Studien und Planungsmassnahmen begleitet wird, die sich auf eine Vielzahl von Bereichen beziehen (Schutz von Kulturgütern, Natur, Landschaft und Umwelt, Energiepolitik, ländliche Gebiete, Wälder usw.). Die von den Gemeinden zu behandelnden Bereichen und durchzuführenden Arbeiten im Rahmen eines OP-Dossiers gehen mit anderen Worten deutlich weiter als die blossen Analysen und Massnahmen im Zusammenhang mit Einzonung und Verdichtung, auch wenn diese für die Entwicklung der Gemeinde von grosser Bedeutung sind.

Der Staatsrat erkennt jedoch bereitwillig an, dass das Urteil des KG den betroffenen Gemeinden zusätzliche Arbeit abverlangt hat, da sie gezwungen waren, auf der Grundlage der vom BRPA übermittelten Voranalysen zusätzliche Überlegungen und Analysen in Bezug auf die neuen Einzonungen und Verdichtungsmassnahmen durchzuführen, die so, wie sie angenommen worden waren, nicht mehr genehmigt werden konnten. Aus diesem Grund stellt das BRPA in Absprache mit der RUBD den betroffenen Gemeinden die zusätzlichen Leistungen, die sie nach diesem Urteil erbringen musste, nicht in Rechnung (weder in Form von Gebühren noch von Verfahrenskosten). Diese – internen – Kosten werden auf insgesamt rund 90 000 Franken geschätzt.

Abschliessend schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat vor:

- > den Auftrag abzulehnen, soweit er eine Befreiung von allen Gebühren und Verfahrenskosten im Zusammenhang mit der Behandlung der vom Urteil des KG vom 3. September 2019 betroffenen OP-Gesamtrevision fordert, wobei der Staatsrat festhält, dass das BRPA für diese Dossiers keine

Gebühren und Verfahrenskosten für die zusätzlichen Dienstleistungen, die es nach dem Urteil des KG im Zusammenhang mit der Anwendung der Grundsätze des neuen Richtplans betreffend Siedlung erbracht hat, verrechnet hat oder verrechnen wird.

23. Februar 2021



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

—
Postulat Dietrich Laurent / Roth Pasquier Marie-France
Politique cantonale des « Smart Cities »

2017-GC-167

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé le 14 novembre 2017, les députés Laurent Dietrich et Marie-France Roth Pasquier demandent d'étudier sur l'ensemble du canton la thématique et la pertinence des « Smart Cities », et de manière plus générale la gestion « smart » des réseaux. Il est également attendu du Conseil d'Etat qu'il propose un calendrier de mise en œuvre en collaboration avec les communes, ou au minimum avec les villes du canton.

Selon ses auteurs, le sujet des « Smart Cities » occupera les chefs-lieux des districts voire l'ensemble des communes dans un avenir proche. On peut recenser déjà quelques actions sur le territoire cantonal, mais les auteurs du postulat souhaitent que l'Etat se détermine sur la politique à mettre en place, voire se positionne de manière forte sur le territoire romand et suisse.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat décide de donner suite directe au postulat, en application de l'article 64 de la loi sur le Grand Conseil. Ainsi il vous propose d'accepter le postulat et de prendre connaissance du rapport annexé qui présente la conclusion suivante : le Conseil d'Etat défend et encourage le développement de solutions plus efficaces et moins consommatrices de ressources telles que prônées dans le modèle de la « Smart City ». Le succès de produits et services dits « Smart », tant dans leur conception que dans leur mise en œuvre, relève avant tout de la volonté et des besoins des communes. Dans la limite du respect de l'autonomie communale, le canton s'attache à faciliter l'action de ces dernières.

23 février 2021

Annexe

—

[Rapport sur postulat 2021-DAEC-9 du 23 février 2021](#)



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

—
Postulat Dietrich Laurent / Roth Pasquier Marie-France
Kantonale Politik für Smart Cities

2017-GC-167

I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 14. November 2017 eingereichten und begründeten Postulat fordern Grossrat Laurent Dietrich und Grossrätin Marie-France Roth Pasquier, dass das Thema und die Relevanz von Smart Cities und ganz allgemein die smarte Verwaltung von Netzwerken im gesamten Kanton untersucht wird. Vom Staatsrat wird zudem erwartet, dass er in Zusammenarbeit mit den Gemeinden oder zumindest mit den Städten des Kantons einen Zeitplan für die Umsetzung ausarbeitet und vorschlägt.

Das Postulat geht davon aus, dass das Thema «Smart Cities» in naher Zukunft die Bezirkshauptorte oder sogar alle Gemeinden beschäftigen wird. So gibt es im Kanton Freiburg jetzt schon einige Aktionen in diesem Bereich, doch möchten die Postulanten, dass der Staat die zu verfolgende Politik festlegt und gegebenenfalls auch auf Westschweizer und nationaler Ebene eine starke Position einnimmt.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat beschloss in Anwendung von Artikel 64 des Grossratsgesetzes, dem Postulat direkt Folge zu geben. Er schlägt Ihnen entsprechend vor, das Postulat anzunehmen und den beiliegenden Bericht mit folgender Schlussfolgerung zur Kenntnis zu nehmen: Der Staatsrat setzt sich für die Entwicklung effizienterer Lösungen ein, die Ressourcen schonen, was auch das Modell «Smart City» will. Der Erfolg der «smarten» Produkte und Dienstleistungen, sowohl in ihrer Gestaltung als auch in ihrer Umsetzung, hängt vor allem vom Willen und den Bedürfnissen der Gemeinden ab. Der Kanton ist bestrebt, unter Einhaltung der Gemeindeautonomie die Tätigkeit der Gemeinden in diesem Bereich zu erleichtern.

23. Februar 2021

Anhang

—

[Bericht Postulat 2021-DAEC-9 vom 23. Februar 2021](#)